

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROTECTION
DES
Monuments historiques ou artistiques
DES SITES ET DES PAYSAGES

*(Évolution historique — Restrictions à la propriété
privée foncière)*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le Vendredi 31 mai 1907, à 1 heure*

PAR

FERNAND CROS-MAYREVIEILLE

Président : M. BERTHÉLEMY

Suffragants : { **MM. WEISS,** } *professeurs*
 TISSIER, }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROTECTION

DES

Monuments historiques ou artistiques

DES SITES ET DES PAYSAGES

(Évolution historique — Restrictions à la propriété
privée foncière)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le Vendredi 31 mai 1907, à 1 heure*

PAR

FERNAND CROS-MAYREVIEILLE

Président : M. BERTHÉLEMY

Suffragants : { MM. WEISS, } professeurs
TISSIER, }

LIBRAIRIE

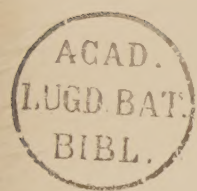
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

SOMMAIRE : Généralités. — Arguments en faveur de la protection : raisons économiques et utilitaires, raisons morales, artistiques, archéologiques. — Droit de la collectivité sur les œuvres de l'art. — Essais de théories pour justifier la limitation du droit de propriété : théorie de la destination de la chose. — Propriété privée d'intérêt public. — Dangers qui menacent les monuments, sites et paysages : le vandalisme destructeur, le vandalisme restaurateur, le péril exportateur. — Conciliation des intérêts de l'art avec ceux de l'industrie et du commerce. — Définitions. — Précisions en ce qui concerne la notion de monuments. Champ d'action de la protection.

On trouverait difficilement aujourd'hui un pays civilisé qui n'ait pris des mesures pour sauvegarder le patrimoine historique ou artistique qui lui est parvenu au travers des générations. En face d'actes de destruction sans but aucun, et il n'est guère de pays qui n'ait à s'en reprocher, instruits par une pénible expérience, législateurs et gouvernants ont voulu, pour l'avenir, éviter le retour de pareils faits. Ils ont cru qu'il était de leur devoir de limiter parfois

la liberté individuelle, jusque dans ses attributs les plus essentiels et cela pour des raisons d'ordre supérieur. Plus ou moins hardi dans sa conception, chaque peuple a apporté à cette réglementation l'empreinte de son génie propre : tantôt respectueux des droits de chacun (1), il s'arrête au seuil de la propriété privée se bornant à des conseils sans aucune sanction, tantôt faisant fléchir les principes il n'hésite point à restreindre ce droit, et ici encore les législations se nuancent, subordonnant souvent leur sévérité aux nécessités locales, et aux exigences du moment.

C'est le conflit de ces deux idées : respect de la propriété privée, sauvegarde de l'intérêt historique et artistique que nous avons l'intention d'examiner.

(1) C'est là le système belge qui résultait de la circulaire ministérielle du 31 décembre 1864 (*Journ. des Ad. Communales*, v^o Monuments publics, p. 433). Il y est fait simplement appel à la bonne volonté des propriétaires.

On sait que le principe du droit absolu de propriété est contenu dans les art. 587, § 1 et 544 C. civ. qui s'expriment ainsi : « *Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent sauf les modifications établies par les lois* ».

« *La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse point un usage prohibé par les lois et règlements* ».

« *Il faut ajouter l'art. 2 du Code forestier :*

« *Les particuliers exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété sauf les restrictions qui sont spécifiées dans la présente loi* ».

*
* *

Dégageons d'abord les différents intérêts que peut avoir un pays à protéger une manifestation d'art quelconque, que ce soit un monument dû à la main des hommes, un objet mobilier ou même un monument naturel : paysage ou site. Aussi bien y trouverons-nous peut-être une justification suffisante aux dérogations apportées au droit de propriété.

Si nous examinons tout d'abord la question d'un point de vue purement économique, utilitaire, sans nous étendre longuement sur ce sujet, nous constatons qu'en ce qui concerne les monuments historiques ou artistiques, les travaux d'entretien qu'ils nécessitent, les restaurations sous quelque forme que ce soit, ont la plus heureuse des influences sur la situation de certaines classes d'ouvriers (1) : La diversité du travail ainsi exigé permet d'employer des artisans de professions les plus diverses. La dépense profite entièrement aux classes laborieuses, car elle est la représentation intégrale du prix de la main d'œuvre.

Les difficultés d'exécution, les variétés de travaux, stimulent le zèle des ouvriers, développent leur intelligence ; on leur demande de saisir la pensée qui a présidé à l'édifi-

(1) Archives du Ministère des Beaux-Arts. — Rapport au Ministre du 19 juillet 1850.

cation de tel monument, et, à leur insu peut-être, ils rapprochent les procédés anciens des procédés nouveaux. En un mot il y a là une éclosion d'artistes tels que devaient en produire les corporations du moyen âge (1).

A un autre point de vue les ouvriers y trouvent leur avantage. Répartis en petits groupes et disséminés sur l'étendue du territoire d'un pays, ils peuvent vivre à moins de frais et échapper ainsi aux séductions funestes qui les attirent trop souvent vers les grandes villes.

C'est là un argument sur lequel nous ne voulons insister, il ne saurait motiver des restrictions graves au droit de propriété, il justifierait du moins en partie le soin que peut avoir l'État pour les monuments qui sont dans son domaine ou dans celui des personnes morales.

Arrêtons-nous sur un argument souvent donné et qui s'applique aussi bien aux œuvres de l'homme qu'à celles

(1) « La France, écrivait M. de Bellissen en 1881, retrouvera au centuple le sacrifice annuel qu'elle fera pour les monuments historiques par le développement d'industries dans lesquelles elle peut devenir sans rivale et qui élèvent le niveau de l'art dans nos divers corps d'état ».

Et M. de Courcelles-Seneuil disait dans son rapport au Conseil d'État ;

« La Commission des Monuments historiques a eu le grand mérite de faire concourir à son œuvre un grand nombre de collaborateurs désintéressés en même temps qu'elle constituait une école d'architectes et d'ouvriers habiles, instruits, pleins de zèle, sur toute l'étendue du territoire national ».

de la nature : on a dit qu'elles étaient une source de richesses pour une région. En ce temps de voyages et d'excursions, où la fièvre de voir sévit d'une façon extraordinaire, on veut donner un but à son déplacement. Les facilités de locomotion, la rapidité des transports, le mouvement d'opinion créé par de grands périodiques, autant de facteurs qui viennent aujourd'hui mettre mieux en lumière les richesses d'une contrée. Et avec la foule des voyageurs qui défilent, semant toujours autour d'eux un peu d'or, ce sont des industries qui fleurissent ou même se réveillent. Nous ne voulons même point parler de la bonne vieille hôtellerie un peu abandonnée et qui revit aujourd'hui les beaux jours d'antan, mais bien de ces industries locales qui tombaient dans l'oubli, qui produisent à nouveau ces menus objets, ou meubles plus précieux, portant le cachet du terroir et qu'au retour chez soi chacun veut posséder. Effet indirect, sans doute, mais qui n'en est pas moins remarquable et qui rappelle souvent tout un petit coin de province à la vie et lui donne une aisance inespérée.

Et même ne peut-on affirmer que, par elle-même, l'œuvre d'art a un rôle créateur ? que d'idées remarquables elle aura inspirées à l'artiste, jetant ainsi dans la circulation de nouvelles richesses.

Dès lors, s'il en résulte une gêne quelconque pour la propriété privée, saurions-nous tant la regretter ?

Et si maintenant quittant le terrain purement écono-

mique, nous voulons examiner les arguments moraux en faveur de la conservation des œuvres d'art, c'est à flots qu'ils surgissent : Vieux monuments et beaux sites développent l'orgueil national, ennoblissent les idées, « affermissent les croyances ébranlées » (1) à tel point qu'on a pu s'écrier « les longs souvenirs font les grands peuples ! » et, parlant de cette influence morale des vieux monuments, Taine s'exprimait ainsi (2) : « Les monuments, les tableaux, « les statues, les livres, les traditions, les légendes, les « chants, la musique, la poésie, le théâtre sont les accu- « mulateurs qui emmagasinent ce que l'âme des peuples « a conçu de plus beau, de meilleur, de plus profond au « cours des temps, et, de ces énergies concentrées, jaillit « l'étincelle qui donne un élan nouveau aux aspirations de « la nation.

« Ce sont bien les ancêtres qui ont produit les florai- « sons artistiques et les ont incorporées dans les œuvres « de leur imagination, mais celles-ci, à leur tour, exercent « un effet réflexe sur la civilisation de leur postérité ».

Ce que Taine avait ainsi magistralement peint dans un de ses ouvrages les plus remarquables en ce qui concerne les monuments et autres objets d'art dus à la main de l'homme, un penseur anglais, John Ruskin, le remarque en ce qui concerne les œuvres de la nature : « C'est, dit-il, dans la

(1) Discours de M. Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire d'État à la distribution des prix du Salon (4 juillet 1906).

(2) Taine, *Philosophie de l'art*.

« contemplation de certains horizons familiers que l'on
« retrouvera les sources de plusieurs des grandes idées
« qui mènent le monde et, par exemple, la source même
« du patriotisme. Le paysage est le visage aimé de la
« patrie... ; ce n'est point en semant des statues qu'on
« récolte des hommes, c'est en respectant les pierres du
« sol natal : une nation n'est digne du sol et des paysages
« dont elle a hérité que quand, par tous ses actes et tous
« ses arts, elle les rend plus beaux pour ses enfants » (1).

Et si maintenant, nous plaçant à un autre point de vue, nous examinons les arguments artistiques qui militent en faveur de notre thèse, nous avons encore beau jeu à rappeler quelle source inépuisable d'inspiration la nature ou l'homme dans leurs œuvres offrent à l'artiste, quelqu'il soit d'ailleurs, peintre, sculpteur ou littérateur, que si l'on protège, somme toute, l'œuvre qui n'est qu'une copie, s'il n'est point assez de sollicitude pour la préserver de toute destruction, s'il n'est point de prix assez élevé pour l'estimer, n'est-il point raisonnable de songer que l'original existe, et qu'il doit, lui aussi, être protégé au même titre que la copie, sinon mieux ! Nous devons rendre à notre pays cette justice que cette richesse d'inspiration ne lui a jamais fait défaut et qu'il a su ainsi forcer l'admiration de

(1) Sur toutes ces considérations lire l'opuscule de M. Carton de Wiart, membre de la Chambre des Représentants de Belgique : *« Pourquoi et comment défendre nos paysages ? »* Bruxelles, librairie Goemare.

l'étranger ; et si, maintenant, suivant un exemple dont nous avons les premiers donné la généreuse initiative, les diverses nations civilisées croient de leur devoir de sauvegarder leurs richesses nationales, nous ne devons point nous laisser dépasser dans une voie que nous avons tracée et que leur unanimité nous affirme être juste.

L'archéologie y trouve aussi sa large part et ce serait une erreur de croire que son avis doive être dédaigné sur la matière. Sites et paysages qui sont parvenus jusqu'à nous au travers des siècles — et il ne faut point affirmer que le fait ne soit fréquent — lui permettent de se replacer à des centaines d'années de distance, de pénétrer mieux l'état d'âme d'un auteur ; monuments du passé, vestiges, simples ruines sont les témoins d'une époque, les produits de ses idées, l'irrécusable justification de son histoire. C'est ce qui faisait dire tout récemment à M. Jullian, professeur au Collège de France (1) : « Quand je recherche
« à la vue de la ruine anonyme, le sentiment de l'humble
« ouvrier qui l'a moulée ou construite, il me semble entrer
« plus profondément dans l'âme d'une époque qu'en
« réfléchissant sur une parole d'Aristote. Celle-ci nous
« entraîne dans le sillage d'un génie exceptionnel ; devant
« un monument banal, je trouve les sentiments du
« commun peuple. Et l'histoire que je tente alors de

(1) *La Vie et l'Etude des Monuments français*, par Jullian, professeur au collège de France, *Revue Bleue*, 6 et 13 janv. 1906.

« faire, pour s'éloigner des séduisants contacts de l'aristocratie intellectuelle n'en vit que davantage dans la communion des démocraties d'autrefois. »

Ce n'est un fait ignoré de personne aujourd'hui que mieux que les écrits d'une nation, les monuments témoins de son activité, de son développement, de sa gloire, permettent au savant de déchirer le voile sombre du passé, que le paysage, de son côté, trouve dans l'homme son reflet, au point de faire dire au philosophe : « le paysage est un état d'âme ».

Et il ne faut point croire que si notre temps a voulu ainsi analyser, comparer et classer le passé, pour créer son histoire, suivre pas à pas la marche du progrès, il se soit contenté de jeter derrière lui un regard scrutateur. Grâce à ce travail retrospectif, il a voulu développer les problèmes posés dans l'avenir et faciliter leur solution ; à ce point de vue encore le but poursuivi est digne d'éloges.

Ainsi, considérations économiques, sociales, morales, artistiques et même archéologiques s'accordent pour nous dire qu'il est un terrain où la liberté individuelle ne saurait être complète. Rejetons bien vite l'opinion de Saint-Simon qui voulait démolir nos cathédrales et se servir des pyramides pour endiguer le Nil, disons mieux : si nous ne devons point agir ainsi, nous ne le pouvons point ; nous ne le pouvons point, car nous ne saurions disposer à notre gré de ce qui ne nous appartient pas complète-

ment, de ce que nous tenons de nos ancêtres et dont nous devons rendre compte à nos descendants. L'œuvre d'art appartient-elle seulement à son auteur? Non, car elle a obéi dans sa production à certaines lois, elle a subi certaines ambiances qui ont fait d'elle ce qu'elle est, elle a suivi la direction dominante, celle du siècle, qui l'a menée dans tel sens plutôt que dans tel autre. « Un homme qui
« peint ou écrit ne reste pas seul vis-à-vis de son écritoire
« ou de son tableau, au contraire, il sort, cause, regarde,
« reçoit les indications de ses amis, de ses rivaux, épouse
« des suggestions dans les livres et dans les œuvres d'art
« environnantes... Son œuvre à laquelle auront contribué
« secrètement des millions de collaborateurs inconnus,
« sera d'autant plus belle, qu'outre son travail et son
« génie, elle contiendra le génie et le travail du peuple
« qui l'entoure et des générations qui l'ont précédée.
« C'est la voix seule de l'artiste que nous entendons mais,
« au-dessous de cette voix éclatante qui vient en vibrant
« jusqu'à nous, nous démêlons un murmure et comme un
« vaste bourdonnement sourd, la grande voix infinie et multiple du peuple qui chantait à l'unisson autour d'eux (1). »

Il ne saurait nous appartenir de faire ainsi disparaître l'empreinte fidèle des temps passés, pas plus qu'il ne nous appartient de méconnaître l'histoire et de repousser ses enseignements. A plus forte raison quand il s'agit d'une

(1) Taine, *Philosophie de l'Art*, t. I.

œuvre d'art due à la nature pour laquelle on ne saurait avoir trop de respect. Et si la collectivité ne se reconnaît point le droit de détruire ces legs du passé dont elle est comptable envers l'avenir, comment saurait-on reconnaître ce droit à un seul qui, par négligence, méchancelé peut-être ou simple méconnaissance de son intérêt et de ceux de la société, voudrait détruire de telles choses ?

Ainsi apparaît une idée nouvelle qui vient se heurter à celle du droit absolu de propriété et en exiger impérieusement la limitation. « Il y a deux choses dans un édifice, « écrivait Victor Hugo (1) (et on peut généraliser sa « pensée) son usage et sa beauté. — Son usage appartient « au propriétaire, sa beauté à tout le monde ; c'est donc « dépasser son droit que de le détruire. »

L'idée de Victor Hugo a trouvé son écho en Belgique où le Congrès de l'Art public tenu à Bruxelles en 1898 dirigea des critiques sérieuses contre le système belge de protection.

« On sent que la collectivité a un droit spécial sur ce « genre spécial d'objets précieux, ayant ce caractère « propre d'être inséparables des souvenirs les plus chers « et de l'existence nationale ou d'être un objet de gloire « et d'orgueil pour le pays ou l'humanité (2). »

(1) Victor Hugo, *Guerre aux démolisseurs*, 1825.

(2) La même idée a été développée au Parlement belge en 1905 (V. Chambre des Représentants n° 234. Séance du 30 juin 1905) : Proposition de loi pour la conservation de la beauté des paysages :

Ainsi s'affirmait de plus en plus le sentiment d'un droit collectif sur les choses de l'art, à tel point que M. Maurice Faure, sénateur, a pu dire tout récemment à la tribune du Sénat (1) :

« C'est l'un des traits caractéristiques, qui font le plus
« d'honneur à la société contemporaine, issue de la Révo-
« lution française, d'avoir compris que, si le principe de
« la propriété individuelle est éminemment respectable et
« doit être sauvegardé contre toute spoliation, la collecti-
« vité des citoyens, représentée par l'État, le département
« ou la commune, doit posséder le moyen légal sous la
« double condition de l'utilité publique constatée et de la
« concession d'une indemnité préalable, de faire fléchir,
« en certains cas nettement déterminés, la rigueur extrême
« de ce principe devant les exigences de l'intérêt général.
« Notre législation civile consacre expressément en des
« dispositions dont personne ne conteste plus la justesse,
« cette restriction éventuelle du droit absolu de propriété. »

« Il s'introduit de plus en plus dans la conscience du monde mo-
« derne, la notion d'une sorte de droit public sur les œuvres géné-
« ratrices de beauté... La conception de la propriété particulière
« s'atténue et se complique d'une conception nouvelle, d'une pro-
« priété commune qu'on demande aux gouvernants de consacrer et
« de faire respecter ».

(1) Rapport de M. Maurice Faure au Sénat, au nom de la Commis-
sion chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre
des députés, ayant pour objet d'organiser la protection des sites et
monuments naturels de caractère artistique. Sénat, année 1906,
séance du 6 mars. Annexe n° 87.

Ainsi, tout s'accorde à nous confirmer dans notre bon droit et, si nous nous reportons aux principes, nous les voyons donner à notre thèse un puissant appui : MM. Aubry et Rau (1) reconnaissent la nécessité de limiter le droit de propriété; ils reconnaissent l'établissement de servitudes légales sur un fonds, tantôt pour l'utilité d'un autre héritage, tantôt pour des motifs d'intérêt général qu'ils énumèrent ainsi :

1° La sécurité et la salubrité publique;

2° La conservation et le développement de la richesse nationale;

3° Les intérêts de la défense nationale;

4° Les exigences du Trésor.

L'intérêt que nous considérons rentre bien dans le cadre prévu; la protection de l'art national sous toutes ses formes, naturelle ou due à la main de l'homme, n'est-ce point la conservation et le développement de la richesse nationale? Et plus spécialement au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire en ce qui concerne la propriété foncière déjà sont grandes les limitations; il suffit sur ce sujet de consulter les savantes dissertations des éminents jurisconsultes Ihering, Dirksen et Bekker (2).

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. II, p. 488 et s.

(2) Von Ihering, *Œuvres choisies* : traduct. Meulenaere, t. II : « Des restrictions imposées aux propriétaires dans l'intérêt des voisins (1862). Sur les restrictions *in non faciendo*, v. note 12, dissertations de Dirksen et Bekker.

Et, à titre d'exemple il nous suffira de mentionner, sans insister plus longuement, les restrictions apportées par le Code Forestier et par les Décrets ou Lois (1).

Après avoir ainsi essayé de dégager l'utilité qu'il y a à limiter, dans un intérêt supérieur et général, la propriété privée, après avoir indiqué en quelques mots combien sont déjà nombreuses les restrictions, nous aurions sans doute suffisamment justifié notre but pour en aborder l'étude, si nous n'avions à examiner ici même quelques questions accessoires.

C'est d'abord l'examen de théories émises au sujet de

(1) Quant au Code forestier :

- 1° La restriction relative au défrichement des bois particuliers.
- 2° Le droit pour le service de la marine de prélever certains arbres de futaies dans les bois, même ceux soumis au régime forestier.
- 3° Le droit pour le Service des Ponts et Chaussées de requérir la délivrance des bois destinés à l'endigage et au fascinage sur le Rhin.

En dehors du Code forestier :

- 1° Les mesures prises par le décret du 14 déc. 1810 pour l'ensemencement ou la plantation des dunes mobiles appartenant à des particuliers.
- 2° Les mesures prises par les lois des 6 juillet 1870 et 19 août 1893 contre les incendies dans les régions boisées des Maures et de l'Esterel.
- 3° Les mesures prises par les lois des 28 juillet 1860 et 4 avril 1882 pour le reboisement des terrains en montagne.

Enfin les propriétaires privés sont soumis aux obligations de l'article 145 Code forestier (occupation temporaire) et, en tant que riverains d'autres bois, à celles de l'art. 148 (feu à 200 m. des forêts) et du titre X, section II (construction à distance prohibée).

Nous empruntons ces renseignements à l'excellente thèse de M. Jules Madelin, inspecteur des Eaux et Forêts, *Les restrictions lé-*

ces limitations. A mesure que les nécessités de protéger la nature et les œuvres d'art contre des entreprises de destruction s'affirmaient, on a voulu solidement les appuyer sur des théories juridiques habilement mises en avant pour la circonstance, ou même en créant de nouvelles classifications. Nous avons pu ainsi dégager deux thèses que nous examinerons rapidement.

Une première théorie émise en Suisse devant le Grand Conseil de Vaud en 1901 par M. Al. Bonnard, peut se formuler ainsi. Il y a lieu de faire intervenir la destination de la chose (1). Il s'agissait de s'opposer à l'invasion d'affiches venant gâter les plus beaux sites du canton. Le rapporteur, sans contester le droit du propriétaire, déclare que les lois se modifient, à mesure que surgissent des faits nouveaux. L'État garde sur son territoire le domaine éminent; il en use. Et après avoir, comme nous l'avons fait plus haut, exposé les intérêts moraux et matériels qui militent en faveur de la protection intégrale des beautés de la nature, M. Bonnard ajoute, parlant des locations pour publicité : « Nous ne pensons point que cette « façon de faire valoir sa vigne, son champ ou son pré, « soit la plus recommandable dans l'intérêt public. Songez

gales au droit de propriété forestière privée. Paris, Rousseau, 1905.
V. *Gazette de Lausanne*, 14 nov. 1901. Rapport de M. Bonnard au grand Conseil du canton de Vaud, à la suite d'une pétition formée sur l'initiative de M. Brélaz, notaire à Morges, demandant l'élaboration d'une loi contre les affiches réclames qui tendent à envahir le canton.

« à ce qui se passerait si de telles pratiques devenaient
« générales. »

« De plus, pour prendre la question de plus haut, nous
« refusons d'admettre, en dépit de la théorie d'après la-
« quelle le propriétaire d'un fonds est aussi propriétaire
« du dessus et du dessous, qu'un propriétaire vende ce
« ce qui est vraiment à lui quand, par exemple, il supprime
« ou gâte la vue du tunnel de Chextres, sa vigne est à
« lui *pour les usages auxquels la nature l'a destinée*, la vue
« des côteaux de Lavaux, du lac Léman, le sublime pano-
« rama des Alpes, non, ce n'est point à lui, c'est un bien
« national, c'est à nous tous et même, si cela, comme on
« dit, lui rapporte, la nation a le droit de faire valoir sur
« ces choses un droit supérieur au sien. »

Nous nous rallierions volontiers à une telle théorie s'il était utile de faire intervenir cette notion de destination de la chose. Que fait d'ailleurs l'auteur dans son rapport, si ce n'est reconnaître que, dans un intérêt supérieur, il est juste de limiter le champ de l'action privée ; et ne suffit-il point de justifier des mesures restrictives en se basant sur l'intérêt général en jeu, sans recourir à cette idée de destination de la chose.

Une autre théorie fut exposée au congrès de l'Art Public de Bruxelles en 1898 (1) : critiquant le système

(1) Congrès international de l'Art public. Bruxelles, 1898, compte rendu. Rapport de M. Holbach.

belge de protection, le rapporteur demande la reconnaissance d'un droit spécial qu'il qualifie de *Propriété privée d'intérêt public*. En sorte qu'il classe ainsi les biens :

- a) Biens qui ne sont susceptibles d'aucun droit.
- b) Biens du domaine public.
- c) Biens privés d'intérêt public.
- d) Biens privés.

Pour la catégorie de biens qui nous importe, le propriétaire conserve le droit de jouissance, mais ce qui lui est enlevé, c'est le « jus abutendi » comme contraire à l'intérêt public qui s'attache à la conservation de ces biens. Celui qui le possède ne peut en faire un usage contraire à sa nature propre. Il ne peut ni le détruire ni le cacher (1).

Cette théorie fut émise pour combattre le système de l'expropriation, auquel on reproche de ne point tenir assez compte des sentiments de famille, en enlevant parfois des souvenirs, souvent très chers et pour lesquels on ne saurait avoir trop de respect. Si ce reproche est exact, nous devons rechercher un autre moyen qui viendrait le remplacer avantageusement. Mais on peut se demander tout de suite quelle sera la situation de ces choses ainsi déclarées propriété privée d'intérêt public. A quel criterium pourra-t-on reconnaître ce caractère particulier? Si une autorité quelconque ne vient décider tout spécialement

(1) M. Holbach admet une constatation juridique par les tribunaux. La justice est saisie par ceux qui représentent les intérêts de la collectivité, même par des particuliers au nom de l'intérêt général.

pour chaque cas, n'est-il point évident qu'une incertitude fâcheuse planera sur la propriété. Le remède alors ne semble-t-il pire que le mal ? On veut assurer le respect de la propriété privée et n'est-ce point, tout au contraire, le livrer aux hasards des appréciations ? A ceux que préoccupait un tel état de choses, M. Holbach, l'auteur de la proposition, répondait qu'on ne saurait redouter ce danger, que cette qualification de propriété privée d'intérêt public ne s'appliquerait qu'à de rares merveilles artistiques. Mais déjà on sent bien que la théorie fléchit, il faudra une autorité pour décider ; et pourquoi cette autorité ne vient-elle point tout simplement déclarer que, pour des raisons d'intérêt général, il importe qu'une entrave plus ou moins légère soit apportée au droit de propriété ? Pourquoi prendre un détour et dire qu'on est ici en face d'une propriété d'un caractère spécial, propriété privée d'intérêt général, alors qu'il suffisait de justifier toute mesure prise par l'intérêt public.

Tenons donc pour peu utiles ces essais de justification théorique et il nous suffira de constater les influences nombreuses d'ordre supérieur qui s'opposent à un usage complet et entier d'une chose pour légitimer les mesures à prendre et nous aurons d'ailleurs à tenir compte le plus possible du respect dû à la propriété privée.

*
* *

Mais ici, il convient de nous demander quels périls, en

menaçant nos richesses, motivent l'intervention du législateur. Ne sommes-nous point le jouet de notre imagination? Le péril n'est que trop vrai, il apparaît sous trois formes bien distinctes ; le péril destructeur, le péril restaurateur, enfin celui qui n'est point le moins redoutable de tous, le péril exportateur.

Le premier auquel on appliqua tout d'abord ce qualificatif de « vandalisme » aujourd'hui d'emploi courant, a sévi particulièrement à l'époque révolutionnaire et quelques motifs qu'on ait donnés pour sa défense, ils ne sauraient excuser les auteurs de tant de ruines. La révolution veut faire table rase du passé et dans un vertige de destruction les traces de ce qui se dressait fièrement hier, en quelques jours s'engloutissent. Plus tard, lors du sacre du roi Charles X à Reims, à coups de maillet, des ouvriers enlevaient les têtes des admirables statues qui ornaient la cathédrale : au passage du cortège royal l'ébranlement du canon, en détachant quelques têtes de pierre (1), aurait pu causer un accident. Et de nos jours que de municipalités ont sacrifié au plaisir d'avoir quelque mesquine construction neuve, la gloire de posséder des monuments dont ils auraient en tout lieu d'être fiers. N'a-t-on point, tout dernièrement, appris avec indignation que la municipalité de Bayonne jetait bas les restes superbes de ses remparts et notamment la Porte de France. Et si des corps investis

(1) Châteaubriand, *Opinions et discours*, p. 572.

d'une parcelle de la puissance publique s'arrogent le droit de rompre avec le passé, que devons-nous dire quand il plaira au propriétaire de l'antique manoir de le raser pour construire à la place tel château flambant neuf qui, d'après lui, sera mieux en rapport avec les commodités et les idées du jour ? Que devons-nous dire, quand le cultivateur possesseur d'un site ravissant le sapera pour gagner deux rangées de vigne ou un arpent de céréales ? Pour nos sites et pour nos paysages, le péril destructeur c'est aussi ce droit d'occupation temporaire qui s'applique à tout terrain et atteint les forêts sans respect d'ailleurs pour les séries historiques ou artistiques. Voilà le péril destructeur, le premier, il a su étonner et émouvoir l'opinion publique, mais il n'est point le seul.

Le second danger qui menace notre patrimoine, nous endort sous des apparences trompeuses : c'est un bon apôtre qui, tout en protestant de ses intentions d'une pureté absolue, arrive par des voies détournées au même résultat que le premier : c'est le péril restaurateur.

Comme il était bien inspiré, le Comité des Monuments historiques qui, dans les premières années de sa création, écartait dans un sentiment de défiance les architectes, craignant avec beaucoup de raison leur zèle intempestif. « A l'égard des architectes, écrivait M. de Salvandy en 1840, le Comité a été sobre et sévère dans les nominations qu'il a soumises à votre approbation ; il a craint que le titre de correspondant n'autorisât des architectes

« peu instruits encore ou peu zélés pour les monuments
« du moyen âge à traiter légèrement des édifices confiés
« à leurs soins et à leur restauration ».

Mais depuis lors, l'ardeur de certains a pû se donner libre cours et M. André Hallays de dire fort justement :
« La passion du vieux-neuf est un mal incurable ».

C'est avec une intensité remarquable que partout on a voulu faire du neuf, on ne se contentait point de réparer ce qui menaçait ruine, on ne plaçait point sa gloire à maintenir ainsi vivante l'œuvre du passé, à cacher sa personnalité derrière celle de l'artiste obscur dont l'œuvre s'est maintenue jusqu'à nous ; on voulut lui être égal ou supérieur, on voulut achever ce qu'il n'avait point fait, on cria bien haut qu'on connaissait ses plans, qu'à l'unisson on vibrerait avec lui. Voilà pourquoi nous avons un Pierrefonds tout neuf, une cité de Carcassonne qui rappelle, hélas, d'un peu loin ce qu'elle était en 1830. Ce qu'on a fait, on est prêt à le refaire, disons plus : on a voulu de toute pièce créer du vieux entièrement neuf, tel ce projet de Marly qui consisterait à concéder à un hôtelier la construction d'un hôtel, à condition qu'il se conformerait entièrement aux plans de Mansart, que l'on possède, dit-on, fort complets. Répétons-le, si des administrations qu'on a tout lieu de croire instruites, aiment les vieux monuments au point de les vouloir transfigurer, au point de les corriger, au point de les mettre à jour, nous devons avoir des trésors d'indulgence pour le propriétaire qui, dans un élan géné-

raux et peut-être de respectueuse piété filiale, modifie la demeure de ses pères qu'il croit embellir et qu'il défigure. Il a du moins cette excuse que c'est à lui et bien à lui, mais l'État, la ville, le département détiennent la chose de tous et ils sont tenus d'en faire le meilleur usage possible. Ils en sont responsables vis-à-vis de toute une postérité qui saura les juger. Et cependant il ne nous semble pas inexact de dire que le propriétaire lui-même outrepassé ici son droit.

En la matière, il paraît bon de s'en tenir aux principes qui guidaient le Comité des monuments historiques et que M. Victor Cousin résumait heureusement de la façon suivante :

« Les réflexions nées de la restauration de Saint-Denis
« ont consacré qu'il ne faut rien ajouter aux monuments
« d'inutile, ni d'étranger ; celles qu'a provoquées la res-
« taurateur de Saint-Germain, qu'il ne faut rien en détruire,
« ni rien en retrancher : ni adjonctions, ni suppressions,
« telles sont les doctrines archéologiques soutenues par
« le Comité.

« En fait de monuments délabrés, il vaut mieux conso-
« lider que réparer, mieux réparer que restaurer, mieux
« restaurer qu'embellir, en aucun cas il ne faut supprimer ».

Enfin, le péril affecte une troisième forme, le « péril exportation » ; que l'on s'étonne d'en entendre parler à propos d'immeubles, il n'est cependant que trop réel. Nous ne saurions le passer sous silence ; déjà en 1891,

dans sa thèse sur les Monuments historiques, M. Pariset le signalait et bien que ce danger soit surtout à redouter à l'égard des meubles, on a vu des ingénieurs transporter de toutes pièces à des centaines de kilomètres de distance de massives constructions qui semblaient liées au sol pour toujours. Autrefois, c'était lord Elgin dérobant pierre par pierre pour l'Angleterre les frises du Parthénon d'Athènes, hier l'Amérique voulait dévaster Venise. Que nous réserve demain ! la loi de séparation va livrer aux communes les trésors de notre architecture religieuse, quelle que soit la diligence que fasse l'État en la matière, pour classer tout ce qui lui paraîtra remarquable, nombre de merveilles resteront en dehors. Combien de municipalités de villages résisteront aux offres séduisantes qui leur seront faites et que des propriétaires, devant l'appât de l'or, consentiront avec joie à vendre ce que convoitent les étrangers. L'Amérique, après nous avoir emprunté notre culture, après avoir d'un seul coup, d'un étonnant effort, franchi les barrières de ce qui paraissait possible, l'Amérique s'est aperçue qu'elle demeurerait malgré tout une nation sans passé, un peuple pour longtemps jeune encore. Elle a cru possible de se créer ce passé de toutes pièces. C'est un sentiment commun à tous les peuples et si elle n'a pu d'un trait de plume, par des règlements, affermir son passé comme la jeune Italie, elle a voulu puiser largement dans le trésor artistique des autres nations.

Ainsi, demain, aussi impérieux que les autres, se dressera un nouveau danger pour notre patrimoine artistique et peut-être serons-nous contraints d'imiter tant d'autres nations qui n'ont point craint de restreindre en cette matière la liberté des transactions. Peut-être ont-elles compris avec raison que ce qu'elles recevaient valait moins que ce qu'elles donnaient et en cela elles se sont montrées sages. Depuis les édits des papes Pacca et Doria Pamphile jusqu'à la loi de 1902, c'est toujours la même sévérité qui anime la législation italienne. L'exportation est étroitement réglementée, jalousement surveillée. Devant une si longue expérience, nous avons tout droit de conclure que les rigueurs d'une telle loi n'étaient point inutiles.

Il n'y a point d'ailleurs que l'intérêt du propriétaire qui soit à considérer en notre matière.

On nous reproche bien souvent de mal entendre l'intérêt public, de ne point tenir compte du progrès économique et social, de ne point voir les nécessités d'un commerce et d'une industrie qui font malgré tout la richesse d'un pays. Et de fait nous aurions mauvaise grâce à ne point rendre hommage les premiers au grand essor que prennent aujourd'hui ces forces nationales, nous y aurions d'autant plus mauvaise grâce que notre but est de respecter chaque époque dans ce qu'elle a laissé de grand, de beau, de remarquable.

Bien volontiers, aussi, nous reconnaitrons qu'un hasard singulier amène toujours un conflit, un heurt entre le pro-

grès qui passe et qui fait table rase et les vestiges d'un bon vieux temps que l'on dédaigne. Tantôt, le monument qui attire l'admiration des connaisseurs ou le respect du souvenir historique, par un malheureux concours de circonstances, fait obstacle à un alignement de rue. On passe outre ! Veut-on utiliser des forces motrices, ne faut-il point justement s'adresser aux endroits les plus accidentés, partant les plus pittoresques ? On déplore cette fâcheuse coïncidence qui tranche un bois admirable par de blancs et énormes tuyaux d'amenée ou modifie le cours de la rivière.

Que, dans tous ces cas là, on nous démontre l'impossibilité d'agir autrement, et nous nous inclinons devant les nécessités, quelque dures qu'elles soient. Mais encore faut-il — et nous insistons tout particulièrement sur ce point — que cette nécessité ne fasse aucun doute (1). En examinant chaque cas de près, on arrive facilement à se convaincre qu'il eût suffi de part et d'autre d'un peu de bonne volonté pour changer le résultat dans un sens désirable. L'antagonisme qu'on se plait à reconnaître entre l'intérêt de l'art et l'intérêt de l'industrie, du commerce ou des travaux publics n'existe point, ou, du moins serait facilement évité par une entente amiable des intéressés. Ne point faire une rue absolument droite n'est point aussi monstrueux qu'on veut bien le dire, et pour avoir ainsi respecté

(1) Jadis dans le grand duché de Hesse on refusait l'autorisation à toute entreprise industrielle de s'établir pour peu qu'elle menaçât la beauté du paysage.

quelques vestiges du passé on n'en donnera pas moins à cette voie la largeur que nécessitent les conditions de l'hygiène moderne. On veut barrer une rivière afin d'alimenter des usines ; ne peut-on reculer ou avancer le barrage de 100 mètres afin de ne point couper une perspective ? Les longs tuyaux, qui donnent passage à la houille blanche et rompent brusquement l'harmonie des lignes, ne pourraient-ils être dissimulés habilement derrière un rideau d'arbres ou un épais gazonnement ? (1)

Tout cela est la plupart du temps réalisable avec un peu de bonne volonté et avec un meilleur souci des intérêts à ménager. Citons comme exemple, pour mettre ce prétendu antagonisme en défaut, l'œuvre admirable de Riquet qui montre qu'en tout temps le progrès n'est point l'ennemi des saines traditions.

Aussi devons-nous approuver entièrement tout projet qui tendrait à la réalisation de ce but désirable, qui essaierait de mettre en harmonie les nécessités modernes et les traditions du passé.

(1) Sur ce dernier point consulter le projet de loi déposé par MM. Carton de Wiart et Destrée à la Chambre des Représentants de Belgique. L'art. 1^{er} est ainsi conçu : « Tout exploitant qui modifiera
« l'aspect visible du sol sera tenu, aussitôt ses travaux achevés, et si
« possible, à mesure de leur achèvement partiel successif, de répa-
« rer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en
« faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de
« verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsis-
« ter d'une manière permanente. »

C'est ainsi qu'en Angleterre, si on n'a point encore confié à des artistes, comme le souhaitait Ruskin, le soin de dessiner des locomotives, on a toutefois usé d'un système commode : des artistes sont convoqués devant une commission de la Chambre des Lords pour dire si, telle vallée ne sera point défigurée par une ligne projetée et comment on pourra concilier avec la beauté, ce qu'on appelle l' « Art des Ingénieurs ».

En Autriche des projets de lois sont déposés et le ministère de l'Instruction publique se propose d'intéresser directement les hommes qui professent les sciences naturelles à la conservation des belles créations de la nature (1).

Nous applaudirons à tous les efforts qui seront faits chez nous pour amener ainsi une entente entre des intérêts différents. Les initiatives privées ont fait beaucoup dans ce but et il convient de les encourager (2).

(1) Cette idée que les intérêts de l'industrie et ceux de l'art ne sont point inconciliables a déjà été bien souvent émise en France et dans d'autres pays. En Belgique, voici, comme exemple, ce que disait à ce sujet le *Bulletin de la Société nationale pour la protection des sites* (1897-98) : « Nous voudrions insister sur ce point capital et malheureusement méconnu dans les débats parlementaires : les travaux « ne sont point fatalement les rivaux des sites. Au contraire, le « charme du cadre naturel ajoute au mérite des œuvres humaines « vraiment pondérées et quand ils sont effectués en matériaux appropriés, dans une note bien comprise, il n'est guère d'édifices et de « constructions qui redoutent l'œil du critique où qu'ils soient « placés. »

(2) *Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France*, 1903, p. 24.

Ainsi nous apparaissent comme légitimes toutes restrictions que la protection de l'art sous toutes ses formes nécessite impérieusement et toutes ces mesures ne contiennent point une antinomie radicale avec les besoins bien compris du progrès moderne.

**Définitions. — Précisions en ce qui concerne la notion
de monuments**

Mais que devons-nous ainsi protéger? Nous allons en donner une idée aussi exacte que possible. Nous avons parlé de deux grandes classes : les monuments dûs à l'art des hommes et les monuments naturels.

Quant aux premiers ils peuvent être immeubles et comprennent alors toutes les grandes divisions de notre Code civil.

Immeubles par nature quand il y a immobilité complète, et « l'immobilité, dit M. Planiol, est un fait que le droit constate sans le créer » ;

Immeubles par destination, objets mobiliers par nature, mais accessoires d'un immeuble et mis au rang d'immeubles parce qu'ils ont été affectés par le propriétaire d'une manière permanente à l'usage ou à l'ornement d'un fonds de terre ou d'un bâtiment dont ils ne font point partie nécessairement (1). A vrai dire il sera bien souvent difficile de distinguer ces immeubles par destination des

(1) Voir Aubry et Rau, § 164.

immeubles par nature et nous n'en voulons pour preuve que ce fait, que dans une maison, parquets, fenêtres, boiserie seront classés dans la catégorie des immeubles par nature, tandis qu'on considérera comme immeubles par destination les tuyaux de descente des eaux, les paratonnerres, les glaces, les statues et encore faut-il bien préciser que pour revêtir ce caractère, l'intention du propriétaire d'en faire des accessoires inséparables du fonds soit nettement établie. C'est un examen en fait qui fixera à ce sujet. La jurisprudence interprète très largement d'ailleurs l'art. 525 du Code civil.

Nous avons insisté sur ce point, car il est à remarquer, d'une part, que cette qualité d'immeuble suit le meuble alors même qu'il vient à être détaché de l'immeuble, ce qui, au point de vue des monuments historiques, présente une très grande importance ; et, d'autre part, les meubles d'un particulier ne sont jamais soumis au classement, excepté le cas où ils sont précisément l'accessoire indispensable d'un immeuble.

Les monuments dus à la main des hommes peuvent être encore meubles, tels que les objets d'art ou même simplement des objets anciens ou modernes, intéressants pour le collectionneur à titre historique ou documentaire. Mais cette classe ne rentrant point dans le cadre de notre étude, nous ne saurions nous y attacher plus longuement. Il suffit de la signaler au passage.

Quant aux monuments naturels, ils forment *« un groupe*

« d'éléments dûs à la nature, comme rochers, arbres, boulevers-
 « sements du sol, accidents de terrain et autres qui, séparé-
 « ment ou ensemble, forment un aspect imposant, un paysage
 « digne d'être conservé.

« Un paysage est une partie de la nature présentant un carac-
 « tère esthétique par la disposition de ses lignes, de ses formes et
 « ses couleurs.

« Un site est une partie de paysage d'un aspect et d'une expo-
 « sition particulièrement intéressants » (1).

Ces quelques indications générales données sur les monuments auxquels il convient d'accorder la protection, occupons-nous plus spécialement de la première classe : ceux qui sont dûs à l'art de l'homme pour examiner diverses questions qui se posent à leur sujet, en ce qui concerne la notion même du monument.

A quel titre un immeuble de cette catégorie aura-t-il droit à notre attention (2)? La plupart des législations protègent ainsi l'intérêt historique et l'intérêt artistique (3). C'est là notre système français : loi de 1887, art. 1^{er} : « Les

(1) Voir rapport de M. Raoul de Clermont, avocat à la Cour d'appel de Paris, au congrès de Liège (18-24 septembre 1905), annexe au Bulletin n° 19 de l'Association littéraire et artistique internationale.

(2) Voir sur cette question : J. Kohler, *das Recht an Denkmälern und Altertumsfunden*. *Deutsche Jurist-Zeitung* 1904, n°s 16/17, page 771 et ss.

(3) Voir notamment législation italienne, loi 1902, art. 1^{er} : « les dispositions de la présente loi s'appliquent aux monuments, aux

« immeubles par nature ou par destination, dont la conservation peut avoir au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, seront classés en totalité ou en partie par les soins du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts » (1).

Mais certains auteurs et certaines législations ne se contentent pas d'une détermination aussi vague. M. Kohler est d'avis que seuls devraient prendre rang parmi les monuments, les objets qui se rapportent à une période déjà close du développement de l'humanité. Certaines lois établissent une limitation dans le temps, mais d'une façon générale ; d'autres, d'une façon plus précise, comme la loi Italienne et le projet Autrichien, qui ne couvrent un monument de leur protection qu'autant qu'il a au moins 50 ans d'âge (2). En Bavière il fut fait un inventaire en 1887 et ne pouvaient figurer sur cet inventaire que les monuments antérieurs à 1820. Qu'il nous soit permis de ne pas par-

« immeubles et aux objets mobiliers ayant une valeur d'art ou d'antiquité » (traduction Carpentier).

Même déclaration ; canton de Vaud, art. 1^{er}, loi de 1898.

La loi hongroise (art. 1^{er}) est très explicite à ce sujet.

Mêmes termes aussi dans la loi hessoise, art. 1^{er} : « Bâtiments présentant un intérêt pour l'histoire de l'art » et aussi dans le projet badois, § 1^{er}.

(1) Le titre de la loi de 1887 semble demander à la fois l'intérêt historique et l'intérêt artistique, mais il n'en est rien et il suffit de consulter l'art. 1^{er}, que nous avons transcrit, et l'art. 8, pour être convaincu que le législateur exige seulement un seul de ces intérêts.

(2) Voir dans le même sens, limitation précise, la loi hessoise, art. 1^{er} et le projet badois, § 1^{er}.

tager cette manière de voir et de trouver supérieur notre système français à raison même de son élasticité ; ainsi nous pouvons sauver immédiatement de l'oubli ou de la ruine un monument témoin d'un grand événement, fût-il de la veille, et nous pourrions d'ailleurs, par la suite, si l'intérêt qui s'attachait à sa conservation devient moindre, avoir recours à la procédure de déclassement. Le gouvernement agit en l'occurrence à la façon du collectionneur qui ramasse d'abord toutes choses curieuses et n'opérera la sélection que plus tard. S'est-il autrement comporté dans la loi de séparation du 9 décembre 1905 (art. 16, al. 2) en classant en bloc pour un temps donné, les objets mobiliers ou immeubles par destination mentionnés à l'article 13 de la même loi ? (1). Cette mesure qu'on ne saurait trop louer n'est-elle point la condamnation du système par un exemple pratique, la loi ne s'occupant nullement de l'ancienneté de l'objet ainsi protégé ?

Associions-nous donc entièrement à l'observation de M. Wieland qui, cependant, relève l'imprécision du terme « monument d'une valeur historique » car si l'on s'en

(1) ...L 1905, art. 16, § 2 : « Les objets mobiliers ou les immeubles « par destination mentionnés à l'art. 13, qui n'auraient pas encore « été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du « 30 mars 1887, sont, par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite « liste. Il sera procédé par le Ministre de l'Instruction publique et « des Beaux-Arts, dans le délai de 3 ans, au classement définitif de « ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de « vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant... »

tient au sens de source de connaissances historiques, ce sont des limites bien étroites, et l'on est en droit de se demander si l'on entend par ce terme tout ce qui est déjà dans le passé ou seulement ce qu'on a coutume d'appeler « antiquités ». Et M. Wieland termine en disant : « Je me demande si le champ de combat de Metz et l'emplacement des armées ennemies acquerra une importance plus grande dans cinquante ans qu'aujourd'hui ? » (1). Sur ce point nous sommes d'accord avec le très distingué professeur de l'Université de Bâle : Il convient de n'apporter aucune limitation dans le temps : l'imprécision est volontaire et parfaitement juste.

A un autre point de vue, certaines législations étendent leur protection aux produits de la nature (minéraux et pétrification) et c'est bien en ce sens qu'était conçu un projet français : à côté des monuments mégalithiques il plaçait aussi les blocs erratiques. Mais le Sénat repoussa cette façon de voir en se basant sur cette considération que la loi n'avait en vue que l'intérêt de l'art ou de l'histoire et non la protection des sciences naturelles. M. Wieland s'élève contre ce rigorisme français (2) et approuve les législations qui se sont affranchies de cette manière de

(1) Wieland. *Der Denkmal und Heimatschutz*, p. 13.

(2) Voir Wieland, professeur de droit à l'Université de Bâle : *Der Denkmal und Heimatschutz in der Gesetzgebung der Gegenwart*, Basel, 1905.

voir, il cite la loi du Canton de Neuchâtel (1) comme exemple.

Malgré l'autorité qui s'attache au nom de M. le professeur Wieland, auquel nous devons une gratitude très grande pour l'amabilité avec laquelle il nous a renseignés sur beaucoup de points, nous ne pouvons nous associer à sa critique de notre loi. Élargir, ainsi que le fait la loi de Neuchâtel, le sens du mot monument, dépasse bien le cadre que se sont assignés les législateurs en protégeant les manifestations artistiques ou les souvenirs historiques, alors surtout qu'une loi porte un titre aussi bref, aussi net, que celle du canton de Neuchâtel : « Loi sur la conservation des monuments historiques ». Vouloir sous ce titre si simple comprendre tant de choses serait aussi dangereux et illogique que de comprendre les grandes réformes législatives dans une loi de finance (2).

(1) Loi du 4 novembre 1902 sur la conservation des monuments historiques, art. 1^{er}, al. 2 : « Sont assimilés aux monuments historiques et compris dans la disposition de l'alinéa précédent, les « blocs erratiques, les monuments mégalithiques, le sol sur lequel « ces blocs et monuments sont situés ou les renfermant... »

(2) La critique de M. Wieland contre notre loi française s'explique assez facilement si on tient compte de ce fait qu'au point de vue protection, la Suisse a un système très extensif. Nous n'en voulons pour preuve que le titre même de la Société qui poursuit la conservation de la Suisse pittoresque : Heimatschutz (Ligue pour la beauté). Elle veut bien montrer par là que son action doit s'étendre aussi bien aux monuments et aux sites naturels qu'aux espèces animales et végétales en voie d'extinction. C'est là une idée excellente et on peut citer, dans le même sens, le décret présidentiel

« Mais, continue M. Wieland, si on ne doit s'attacher qu'à l'intérêt historique ou artistique, combien de monuments qui méritent d'être protégés et que les lois interprétées dans le sens strict — entendons le groupe de lois qu'il critique — laisseront en dehors de leur sphère d'action. C'est tout d'abord ce qui est marquant et caractéristique mais ne se rattache à aucun fait d'une importance très grande au point de vue historique et n'offre rien de particulier au point de vue artistique. C'est ainsi que les plus modestes logis nous font mieux pénétrer une époque, la constitution de sa vie domestique, tout en demeurant acquis, bien entendu, qu'entre eux on devra faire un choix, de façon à ne conserver que les types du genre. Mais ce qui offre un intérêt pour l'étude de l'histoire est bien limité, bien restreint. Interprété strictement cela se limite aux fonds préhistoriques et aux antiquités (au sens étroit du mot).

Mais aussitôt que les sources de l'histoire coulent librement, les investigations ont lieu sur des terrains bien différents ; l'utilité du monument disparaît et il n'est conservé qu'autant qu'il offre un grand intérêt au point de vue

de 1903, pris par le président Roosevelt, qui a classé comme réserve fédérale l'île des Pélicans en Floride, où les derniers représentants de cette race volatile trouvent un abri sûr. Citons encore les mesures prises en Suisse et en Autriche pour protéger la petite fleur des neiges, l'edelweis. Citons aussi en Amérique la protection spéciale des derniers bisons. Mais il s'agit ici d'un ordre d'idées tout à fait différent et on ne saurait admettre la moindre extension

de l'histoire de l'art et de l'industrie et à cela se rapportent multitudes de restes du moyen âge : statues, peintures, vitraux, cloches.. qui sont un objet constant d'études techniques, que la photographie ou la gravure vulgarisent constamment.

Nous n'offrons aucune place non plus dans notre terme de « monuments ayant un intérêt historique ou artistique » à tout ce qui se rapporte à un événement remarquable, à un nom illustre, en un mot à ce qui a une valeur de souvenir purement et simplement. En quoi de tels monuments viendront-ils enrichir le contingent de nos connaissances historiques ? En quoi éveilleront-ils en nous une idée d'art ? En quoi le Château de Chillon nous fera-t-il mieux pénétrer dans la connaissance de son célèbre prisonnier, en quoi la maison de Jeanne d'Arc à Domrémy, la salle du Jeu de Paume à Versailles peuvent-ils nous être utiles au point de vue de l'histoire ? Et pourtant c'est à bon droit que nous leur attribuons la qualité de monuments ! (1)

Les réflexions de M. Wieland me paraissent fort justes : tout ce qui est caractéristique et marquant, tout ce qui se rapporte à un événement remarquable, à un nom illustre, tout ce qui a une valeur de souvenir doit être protégé ; le tout est de savoir si on ne peut les faire rentrer sous cette rubrique de monuments ayant un intérêt historique ou artistique. Nous sommes convaincus de l'affirmative. L'his-

(1) Voir Wieland, *loc. cit.*, p. 13-14.

toire est prise dans son sens large et il nous suffit d'ouvrir une de ces admirables encyclopédies telles que le Lavisse et Rambaud, pour nous apercevoir que l'histoire ne se restreint point à quelques événements dont on dit couramment qu'ils ont changé la face du monde ; elle pénètre largement dans l'état économique, dans la vie domestique, tire parti du moindre fait et n'est-il point naturel qu'obéissant à ces tendances qui veulent expliquer les événements par l'ambiance du moment nous considérions à notre tour que l'intérêt historique s'attache à ces choses témoins de la vie journalière. L'histoire de l'habitation nous demande de respecter les vestiges de demeures originales et caractéristiques d'une époque, le souvenir d'un grand homme nous fait un devoir de conserver le milieu dans lequel il a vécu pour mieux pénétrer dans son intimité, chercher à déterminer les causes qui ont agi sur lui.

Ainsi en marge de l'histoire, l'historien digne de ce nom, amasse maints documents qu'il joint à son œuvre et qui sont les preuves constantes de sa bonne foi.

Le terme « intérêt historique » est suffisamment extensible, suffisamment souple, pour se plier aux exigences diverses.

Sans doute chaque pays essaiera de protéger ce qui lui paraîtra le plus digne de son esprit national, ce qui est le plus caractéristique de son passé, ce qui est aussi le plus admiré. La Suisse songera aux paysages qui font sa réputation mondiale, elle songera à défendre ses anciennes

stations lacustres contre toute tentative ; l'Italie protégera ses œuvres d'art, fière de son monopole de l'antiquité classique ; l'Égypte conservera jalousement ses souvenirs des Pharaons. Mais ce à quoi nous applaudirons à notre tour, c'est à cette tendance de notre temps de prendre la protection des monuments dans son vrai sens, la notion du monument dans son sens large. Et c'est un titre de gloire de notre xix^e siècle d'avoir compris combien tout est également respectable, de n'avoir point, par exemple, dans son engoûment subit pour la gothique, considéré le roman comme chose vile, d'avoir songé en un mot qu'il était responsable, vis-à-vis de la postérité, d'un patrimoine dont il n'était que dépositaire.

« Notre temps et notre temps seulement, depuis le commencement des siècles historiques, a pris en face du passé une attitude inusitée. Il a voulu l'analyser, le comparer, le classer et former sa véritable histoire, en suivant pas à pas la marche, les progrès, les transformations de l'humanité ; ... N'aurait-il à transmettre aux siècles futurs que cette méthode nouvelle d'étudier les choses du passé, soit dans l'ordre moral qu'il aurait bien mérité de la postérité (1) ».

Ainsi, dans le monde a germé cette idée qu'il faut que chaque nation sauvegarde dans la mesure du possible son

(1) Viollet le Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, t. VIII, p. 15 et 16.

patrimoine artistique; elle suit son cours et prend de plus en plus d'empire.

En France nos textes sont sans doute un peu disséminés, mais ils accusent le même souci :

C'est d'abord la loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, suivie en 1889 d'un décret réglant l'application de cette loi. C'est ensuite la loi du 21 avril 1906 sur la protection des sites et paysages ayant un intérêt esthétique.

Ce sont là les deux lois fondamentales en la matière : Il faut y ajouter la loi de séparation du 9 décembre 1905 dans ses dispositions des art. 16 et 17. Et les modifications apportées à cette loi en 1907.

Ajoutons l'art. 19 de la loi du 19 mai 1906 sur la distribution des forces d'énergie (1).

(1) Cet article 19 est ainsi conçu :

« Des arrêtés pris par le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, après avis du comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue particulier des paysages, les conditions seront soumises à une révision nouvelle. »

Cette préoccupation de sauvegarder la beauté d'un site en restreignant les dégâts causés au strict nécessaire doit encore apparaître dans diverses lois qui seront présentées au Parlement, citons une loi sur l'occupation temporaire et une loi sur les affiches réclames.

Dans toutes ces lois nous ne prenons que ce qui est utile au point de vue de notre thèse, c'est-à-dire les limitations qu'elles apportent à la propriété privée. Nous les examinerons d'un point de vue général quant aux moyens dont elles se servent et nous essayerons, en rapprochant nos dispositions législatives de celles des pays voisins, de voir s'il n'y aurait point lieu dans un avenir plus ou moins proche de reprendre cette matière et de la réglementer plus utilement.

PREMIÈRE PARTIE

Évolution historique

OBSERVATION GÉNÉRALE

Arrivés à ce point de notre étude, au moment d'indiquer dans le passé les différentes manifestations de cette idée qu'il importe à une nation de sauvegarder son patrimoine historique ou artistique, nous devons distinguer bien nettement l'évolution en ce qui concerne les monuments qui sont l'œuvre de l'homme et ceux qui sont l'œuvre de la nature. La nécessité de protéger les premiers a paru bien plus tôt mais ce n'est que lentement qu'elle évolua vers des mesures législatives. Il n'en est point de même de la seconde qui, tardivement apparue, a fait de surprenants progrès pour atteindre à pas de géant la période de réglementation. L'opinion publique était sans doute mieux préparée et l'idée a trouvé un terrain plus propice à son libre cours.

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA PROTECTION DES MONUMENTS (1)

Ce serait une erreur de croire que la conservation des monuments n'ait point préoccupé les législateurs de l'antiquité. Dès que le goût des arts eut pris à Rome un certain développement, on sentit la nécessité de protéger les monuments et on nomma à cet effet un magistrat spécial le « Comes nitentium rerum ». Le soin de leur conservation lui fût confié. Cette institution, selon toute vraisemblance, daterait de l'époque d'Auguste (2). Mais cette protection ne s'appliquait bien évidemment qu'aux monuments publics et ne portait en rien atteinte à la propriété privée (3).

(1) Pour plus de commodité, nous réserverons à l'avenir ce mot de monument pour ce qui est l'œuvre de l'homme, nous servant de l'expression sites et paysages pour désigner les monuments naturels.

(2) Voir rapport du Ministre de l'Instruction publique italien dans la séance du 13 mai 1872.

(3) Le fait de dégrader ou de mutiler les monuments antiques constituait un délit tombant sous le coup de lois sévères. On avait alors à réprimer l'avidité des particuliers qui cherchaient à dépouiller monuments et édifices pour enrichir leurs demeures. D'autre part, durant les premiers siècles de l'Église, il fallut lutter contre l'ardeur excessive des chrétiens à renverser les idoles, à

Une autre mesure était cependant plus restrictive. Les senatus-consultes défendaient à Rome et dans toute autre ville de détacher des édifices publics ou privés, pour les vendre, marbres, colonnes et autres ornements précieux. Pour la même raison d'utilité publique ils défendaient de les vendre séparément, d'en disposer à titre particulier sans les édifices dont ils faisaient partie (1).

Ce qui inspirait ces mesures, c'était le besoin d'embellir les villes; aucune curiosité historique ou artistique ne se faisait encore jour. C'est ainsi que si l'on croit Cassiodore dans un ouvrage intitulé : « *Formulæ comitiæ romanæ* », Théodoric, roi des Goths, aurait conféré des charges pour la conservation et la restauration des constructions antiques et des monuments les plus célèbres en se basant sur les motifs suivants, que « c'est une chose pénible et « affligeante de voir le nombre des monuments antiques « diminuer alors qu'on veut atteindre la décoration des « villes. »

Sauf dans le sénatus-consulte que nous avons signalé la propriété privée n'est en rien atteinte. Motifs bien divers qui font que l'on respecte les monuments du passé : ici, besoins d'embellir les villes, là, la crainte, le respect religieux comme chez les peuples primitifs et presque superstitieux. « Le principal sanctuaire de la Gaule, s'écrie

détruire les temples et, en général, tout ce qui rappelait les croyances de l'antiquité payenne.

(1) Rapport de M. Miraglia au Sénat italien du 29 janvier 1873.

« M. Jullian (1), avait été le temple de Mercure Arverne
« sur le Puy-de-Dôme, où les Celtes venaient adorer
« l'antique dieu national de leur culte. Quand il n'y eut
« plus de Celtes et plus de Mercures, les sorciers du
« christianisme prirent le chemin de la grande mon-
« tagne et y célébrèrent leur sabbat solennel... Tous
« ces monuments vivaient donc une nouvelle vie, leur
« antiquité, leur silence, leur mystère, en faisaient pour
« les contemporains des objets de culte, de respect ou
« de crainte. »

D'autres fois, simple curiosité, sentiment de vénération, tel François I^{er} visitant la France (2).

Cependant arrêtons-nous plus volontiers à l'époque de Pantagruel, comme il est proche de nos temps modernes. M. Jullian a pu s'écrier avec raison : « Le héros de Rabelais a visité la France un peu à la façon de Millin et de Mérimée. »

D'un grand pas atteignons le xviii^e siècle et demandons-nous si le grand siècle qui vit éclore tant de génies, n'eut point un mouvement de pitié, un peu de recueillement

(1) Jullian, *La vie et l'étude des monuments français*. *Revue Bleue*, 6 et 13 janvier 1906, professeur au collège de France.

(2) « Il s'est attardé sur les grandes routes, écrit M. Jullian, pour
« apporter son tribut aux vestiges des temps disparus. . On le vit
« descendre dans les plus bas caveaux des Arènes de Nîmes et s'age-
« nouiller devant les inscriptions latines, mais pour les déchiffrer;
« de son mouchoir il nettoyait lui-même la poussière qui engorgeait
« les lettres gravées ».

pour tout un passé auquel il devait une large part de sa gloire.

Voltaire plaisante sur les inscriptions romaines avec le même sans-gêne que sur les coquilles de Saint-Jacques, il n'aimait point les déchiffreurs de vieux papiers, les gratteurs de vieilles tombes.

M^{me} de Sévigné critique des héritiers qui ont voulu conserver le manoir de leur père intact alors qu'ils auraient pu se loger mieux, plus grandement, avec tout le confort du temps. Et cependant c'est l'époque où se crée un courant en faveur du passé et de ses vestiges; à ce moment l'Italie commence à dégager Herculaneum et Pompéi. Emportée dans ce courant de résurrection la France elle aussi se livre un peu partout à des fouilles et « on célèbre Gergovie ».

Joyeuse époque de curiosité savante, officiers et fermiers du roi suivent le mouvement, c'est l'âge d'or des académies locales, des sociétés savantes. Et, la « Monarchie s'arrogea la tutelle des honneurs et des choses et commença cette œuvre officielle de protection des monuments historiques que nous avons aujourd'hui encore tant de peine à poursuivre avec intelligence ».

Mais cette œuvre fût d'ailleurs fort mal comprise, de Colbert lui-même, savants et dignitaires apportèrent dans leurs rapports avec les antiquités nationales, l'autorité, l'absolutisme, les préjugés des « commis du roi et des élèves des classiques ». Imbus de mythologie gréco-

romaine, ils n'avaient d'yeux que pour les façades et statues taillées selon le rite consacré, tenaient pour vils tout ce qui avait trait au moyen âge, c'étaient « choses gothiques » et dans ce mot perçait un mépris profond de ce qu'on assimilait à la barbarie. Elle fût encore fort mal comprise cette protection des œuvres du passé, l'engouement qui poussait à garder ce qui ressemblait à l'antiquité gréco-romaine, drainait vers la Cour tout ce qui était beau, tout ce qui avait un mérite d'art. Ainsi, les monuments se dépouillaient, les provinces faisaient leur cour au roi en lui envoyant leurs merveilles.

Puis c'était la haine de la royauté pour tout ce qui rappelait la résistance à son absolutisme, « dans sa haine contre les villes, elle engloba même parfois les édifices qui avaient été leur orgueil ».

Et l'on rebâtissait les villes françaises suivant le rythme symétrique d'une architecture uniforme. Ainsi disparut un énorme morceau de la France.

Avec la Révolution tout change; pour la première fois en 1790 le mot d'antiquités nationales est prononcé. La Révolution fait un départ sommaire « tout ce qui ne venait « point d'elle, écrit M. Jullian, ne pouvait être qu'une « ruine, un souvenir, un fait historique, un signe du « passé. Et alors, en une seule fois, et tous en même « temps, les monuments d'avant 1789 furent projetés « dans l'histoire. Il n'y eut plus que deux choses, le

« temps présent de la liberté et les antiquités nationales. »

Spectacle curieux : tandis que d'un côté le flot révolutionnaire déchaîné détruit tout ce qui peut être un souvenir de l'ancien régime, on sent fortement la ruine irréparable qui se prépare. Nous voyons la Constituante par ses décrets du 15 novembre 1790, des 16 septembre et 15 novembre 1792, créer une commission des monuments et autoriser des dépenses pour la conservation. Mais tant de mesures pour recueillir pieusement les blessés sur cet immense champ de destruction qu'était à ce moment la France, tant de mesures n'auraient point sans doute eu d'effets sans l'heureuse initiative d'un artiste fort remarquable, Alexandre Lenoir. « Paris, écrivait-il en 1800 (1), « dans ces temps de calamité pour les arts, n'avait ni « musée, ni collections publiques ; les maîtres par « orgueil confiaient aux élèves les chefs-d'œuvre des « grands hommes, se donnaient seuls pour modèles et « faisaient de leurs élèves des esclaves auxquels ils faisaient « porter leur livrée ». Avec une patience et un courage infatigables, Alexandre Lenoir recueillit soigneusement les débris dans ce dépôt des Arts installé dans la rue des Petits-Augustins (2). C'est ainsi que de nombreux trésors

(1) Alex. Lenoir, *Musée des Monuments français*, t. I. Introd. p. 46.

(2) Sur Alexandre Lenoir, voir Louis Conrajd : *Alexandre Lenoir et le Musée des Monuments français* (Paris 1878 et 1886). On trouve un

archéologiques furent réunis dans le jardin Élysée du Musée des Monuments Français, le tombeau du grand Coligny (1), le château d'Anet (2), le château de Gaillon (3), le tombeau de Diane de Poitiers, le mausolée de Michel de l'Hôpital, la statue restaurée du roi Henri IV.

On reconnut d'ailleurs le dévouement d'Alexandre Lenoir : le ministre Chaptal, par deux lettres des 19 pluviôse an X et 24 pluviôse de la même année, le félicitait sur l'administration du Musée. — L'élan d'ailleurs était donné, Napoléon non seulement soutint très vivement Alexandre Lenoir, mais encore intervint directement en faveur de la conservation des monuments. C'est l'époque où fut rédigé l'article 209 du Code pénal qui punit de peines correctionnelles ceux qui dégradent des monuments destinés à la décoration et à l'utilité publique. Mais, qu'on le remarque

inventaire général des richesses d'art de la France dans les Archives du Musée des Monuments français, Paris, 1883. Des restes existent au Musée de l'École des Beaux-Arts. Voir Eugène Müntz, le Musée et l'École des Beaux-Arts (*Gazette des Beaux-Arts*, 3^e période, III, p. 274).

Il y a aussi des restes au Louvre. Voir Conrajod, l'Ancien Musée des Monuments français au Louvre (*Gazette des Beaux-Arts*, 2^e période, XXVI, p. 37, XXXII, p. 21).

M. Conrajod concluait (I, p. CLXXIV). « La reconstitution des « Musées des Monuments français sera un besoin à l'avenir. Elle « s'imposera à la Commission des Monuments Historiques quand « celle-ci aura épuisé son action sur l'architecture. »

(1) Alex. Lenoir, *loc. cit.*, T. V., p. 20. Introduction.

(2) Alex. Lenoir, *loc. cit.*, T. V., p. 50. Introduction.

(3) Alex. Lenoir, *loc. cit.*, T. V., p. 53. Introduction.

bien, il ne s'agit encore que de mesures demeurant dans la sphère d'activité publique et la propriété privée n'en est en rien atteinte, nous verrons d'ailleurs que l'idée de sauvegarde du patrimoine national se développe peu à peu ; ce n'est qu'aux environs de 1840 que l'on ose porter la main à l'enceinte sacrée de la liberté individuelle. Cependant, en 1810, une circulaire de M. de Montalivet sous la rubrique générale « Anciens monuments », contenait tout un programme d'organisation : « J'ai besoin
« de renseignements exacts sur les monuments français
« et principalement sur les anciens châteaux... Les ques-
« tions suivantes nous feront connaître les objets sur les-
« quels nos recherches doivent porter particulièrement.
« Quels sont les châteaux intéressants, soit par des faits
« historiques, soit par la forme de leur architecture ? Quels
« sont les anciennes abbayes qui existent encore ? Que
« sont devenus les tombeaux qu'elles contenaient ? Est-il
« quelques personnes avec qui l'on puisse correspondre
« sur ces différents objets ?.. Il faudrait que les réponses
« à chacune de ces questions fussent assez détaillées pour
« qu'on ait une idée de l'intérêt que chacun de ces lieux
« peut présenter, par son origine ou son importance dans
« l'histoire, ou par l'époque ou l'art qu'il retrace. »

Avec la Restauration l'œuvre si bien commencée continue, et ce n'est point un titre de gloire à dédaigner pour elle que d'avoir compris que si, en un temps de trouble, il avait été opportun de réunir tant de glorieux débris en col-

lection, en musée, il convenait maintenant de les rendre à leur milieu, bien certain de leur restituer par là même leur valeur propre.

Ainsi furent reconstitués bon nombre de monuments du musée des Petits-Augustins qu'Alexandre Lenoir avait sauvés.

La circulaire de 1810 attendait ses effets et avait pu réunir de volumineux dossiers sur nos antiquités nationales, ébauche d'un travail qui n'est point terminé de nos jours encore (1). L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres rédigea une instruction aux préfets et fût envoyée par l'intermédiaire de M. Decazes, ministre de l'Intérieur le 8 avril 1819. Une autre circulaire de 1821, dans le même sens, citait comme exemple le travail de M. Teyssier, sous-préfet de Thionville.

On en était là, quand brusquement vint à se briser ce lent travail de Pénélope et on put croire un instant que la cause du passé était irrémédiablement perdue. A la suite d'une simple circulaire, très courte du 3 avril 1824 : « Je vous invite jusqu'à nouvel ordre, était-il dit, à faire ces-
« ser toute correspondance relative à la recherche des an-
« tiquités ».

Mais on n'avait point compté avec une force qui allait briser toutes les digues et qui devait, en quelques années,

(1) Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1818 à l'Académie des Inscriptions, rapport de MM. de la Borde, Walckmaer et Petit-del.

imprimer à ce mouvement le plus décisif des efforts. Je veux parler de l'initiative privée, de l'indignation qui éclate dans les classes les plus éclairées de la Société. Ce mouvement d'ailleurs se manifeste en dehors de nos frontières. En Belgique (1) un règlement des États-Députés du Brabant du 18 mai 1824, un arrêté royal du 4 juillet 1824, un second arrêté royal du 16 août 1824 (*Recueil des Règlements provinciaux*, t. 113) déclarent qu'aucun objet d'art ou monument historique classé ne peut être aliéné ou vendu sans une autorisation spéciale accordée par le roi et il est à remarquer que toutes ces mesures qui traduisent un réel mouvement en faveur de la protection des monuments ont le plus profond respect de la propriété privée. Les commissions qui dressent un inventaire ne peuvent s'occuper ni des sociétés particulières, ni des individus.

C'est aussi vers la même époque que remontent, en Prusse, les premières mesures, 1815-1819. En Suède, à cette époque, 1814, se forme un grand mouvement en

(1) « On ne peut (également) sans notre consentement (du Roi) ou « celui des autorités publiques que nous trouverons bon de désigner à cet effet, détacher, emporter ou aliéner des objets d'art « ou monuments historiques placés dans des Églises de quelque « nature qu'ils soient ou en disposer en aucune manière, à moins « qu'ils ne soient la propriété de particuliers ou de sociétés particulières. »

Voyez *Pandectes belges*, v. antiquités ; v. approbation administrative, n° 207-211 ; v. architecture, n° 2 ; v. autorisation de bâtir, n° 98 et suiv. — Voir Th. Bonnaud, *Rep. des constructions*, n° 825 et suiv.

Quant aux églises, v. Église, n° 100 et suiv.

avant ; sous l'impulsion du professeur Sjöborg de nombreux projets sont édictés, restaurations aux frais de la couronne ; instructions aux employés civils et ecclésiastiques ; transport des antiquités aux archives et en cas d'impossibilité, provoquer l'achat par l'État. Ces mesures sont suivies de nombreuses ordonnances royales (17 avril 1828, 29 novembre 1867, 30 mai 1873) avec une grande richesse de détails (1).

C'est l'époque où l'Italie réglemente plus sévèrement que jamais la protection de ses œuvres d'art ; c'est, dans les États pontificaux, l'édit Pacca qui devait demeurer en vigueur jusqu'en 1902. A Venise, les décrets de 1817-1819. A Naples et en Sicile les décrets de 1822 (2).

Et cette évolution, qui s'indique ainsi dans tous les pays, subit chez nous une crise profonde qui va hâter le dénouement. Chateaubriand avec son génie du christianisme a donné le goût du moyen âge chrétien. Taylor et

(1) V. Helfert, *Deukmalpflege* (1897). En Suède les premières mesures remontent à 1611-1632 sous le règne de Gustave-Adolphe. On nomme des savants avec le titre d'antiquaires. Puis leurs fonctions sont réunies dans les mains d'un seul *Antiquarius regi*, *Riksantiquarius*. Vers la même époque, l'archevêque P. Renocius envoie des ordres à son clergé. En 1753, la Reine Ulrique crée une Académie des Beaux-Arts, Histoire et Antiquité.

(2) En Italie, les premiers pas furent faits par les décrets des papes Paul II et Sixte IV (1462, 1474). Au xvii^e et au xviii^e siècles de nombreux édits. Aldobrandini (1624), Botti (1646), Altiai (1686), Spinola (1704), Annibali di Clementi (1733), Valudi (1750), Braschi (1801), Doria Pamphilia (2 oct. 1802).

Nodier entreprennent à travers la France ce voyage dont nous admirons encore les magnifiques gravures, ils révèlent une France inconnue ou presque, et c'est un mouvement de surprise. C'est l'époque où commence à fleurir avec Augustin Thierry la nouvelle école historique qui apprend « à lire l'histoire sur ces livres de pierre, où, pour « employer la pittoresque expression d'un contemporain, « sont écrits tous les traits saillants de notre caractère « national et toutes les influences étrangères que nous « avons subies ».

C'est l'époque où la nouvelle école littéraire, le romantisme s'inspire de toutes les beautés de notre art national. C'est l'époque où Victor Hugo écrit *Notre-Dame de Paris*, c'est l'époque où il écrit sa fameuse *Ode* intitulée : « la Bande noire » (1). L'époque où il écrit, dans la *Revue des Deux Mondes*, son article indigné : « Guerre aux démolisseurs » (2).

« Le moment est venu, où il n'est plus permis à qui que « ce soit de garder le silence. Il faut qu'un cri universel « appelle enfin la nouvelle France au secours de l'ancienne. « Tous les genres de profanation, de dégradation et de « ruine menaçant à la fois le peu qui nous reste de ces « admirables monuments du moyen âge où s'est imprimée

(1) Victor Hugo (1823), *Ode de la Bande Noire* (Œuvres complètes, *Odes et ballades*, page 80)

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1832, *Littérature et Philosophie mêlée*, p. 231.

« la vieille gloire nationale, auxquels s'attachent à la fois
 « la mémoire des rois et la tradition du peuple. Tandis que
 « l'on construit à grands frais je ne sais quels édifices
 « bâtards qui, avec la ridicule prétention d'être grecs ou
 « romains, ne sont ni romains ni grecs, d'autres édifices
 « admirables et originaux tombent, sans qu'on daigne s'en
 « informer et leur tort cependant, c'est d'être français par
 « leur origine, par leur histoire et par leur but » (1).

A ce moment Montalembert faisait paraître dans ses « Mélanges » sa série d'études sur le vandalisme dans les travaux d'art. Mérimée, ses trois volumes de « Voyages dans le Midi, dans l'Ouest et dans la Corse », excellentes lettres de voyages, la plus belles, les plus agréables et les plus personnelles que la littérature française depuis l'époque de Mme de Staël et de Mme de Rémusat ait produit. Vitet écrivait ses deux volumes d'études sur les beaux-arts. Ainsi se créait un mouvement d'opinion habilement dirigé.

C'est alors qu'apparut dans toute la force de son talent, quoique bien jeune encore, l'architecte qui devait exercer une influence mondiale : Viollet le Duc (2). Avec l'école d'architecture qui se levait, le mouvement prenait sa forme

(1) Victor Hugo. « Guerre aux démolisseurs », *Littérature et Philosophie mêlée*, p. 228.

(2) Voir Anthyme saint Paul, Viollet le Duc et son système archéologique, *Bulletin monumental*, XLVI, 1880, p. 409, 716. — Chap. XLVII, 1880, p. 1, 187, 349, 445 — Sauvageots, *Viollet le Duc et son œuvre*, Paris 1880. Voir aussi l'éloge dans Paul Clément, *die Denkmalpflege in Frankreich* j. q.

technique. Le gouvernement ne put demeurer plus longtemps étranger au courant. Après la Révolution de juillet, en 1830, pour la première fois un crédit de 800.000 francs apparut au budget, et fût toujours maintenu par la suite. Dans le même temps M. Guizot, Ministre de l'Instruction Publique créait un inspecteur général des monuments historiques et Vitet fut le premier à être investi de ce titre et de cette fonction (23 octobre 1830). Selon l'expression de Ste Beuve, Vitet a été l' « un des écrivains qui ont le plus « contribué comme critiques à l'organisation et au développement des idées nouvelles dans la sphère des arts » (1). Vitet montra une grande hardiesse dans ses rapports, préconisant l'étude du moyen âge à une époque où il n'était pas encore en honneur « cette innovation, écrivait-il, « aurait, je crois, les meilleurs effets ; car l'ignorance de « ce style national et l'étude exclusive de l'antique, quelque « beau, quelque pur qu'il soit, sont assurément cause, en « partie, de ce caractère abstrait et monotone qui, parmi « nous, a déparé souvent les productions de la statuaire. » Dès 1831, M. Vitet faisait imprimer un rapport au ministère de l'Intérieur, sur les monuments, les bibliothèques, etc... de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne, du Nord et du Pas-de-Calais (2), et ce qui rendit le plus signalé des services à la production des monuments, en éveillant l'attention

(1) Voir éloge de Vitet dans Clément, *loc. cit.*, p. 6-7.

(2) Voir E. du Sommerard, *Les Monuments historiques de la France à l'Exposition universelle de Vienne*, p. 306.

publique, en marquant l'intérêt porté aux choses du passé. C'est ainsi qu'il inaugura un système de voyages. L'impression que rapporta Vitet de ces pèlerinages archéologiques fut déplorable ; avec douleur il constatait l'état de ruine des plus belles constructions et il énumérait les actes de vandalisme accomplis. C'est ce qui avait permis à M. de Montalembert d'écrire : « Que la Restauration à qui son « nom semblait imposer la mission spéciale de restaurer « et de conserver les monuments du passé, avait été tout « au contraire une époque de destruction sans limite, « accomplie sous ses yeux et sans éveiller la moindre « marque de sa sollicitude ». (Montalembert. *De l'état actuel de l'art religieux en France*, 1867). Pendant trois ans Vitet occupa ce poste avec honneur et, en 1833, il céda la place à un homme éminent, M. Mérimée, qui continua fort dignement son œuvre. Entre temps la protection des monuments atteignait une ère nouvelle : la période de réglementation par circulaires, qui est l'acheminement forcé vers la réglementation législative. En 1832, le 16 novembre, une circulaire aux préfets interdit d'exécuter des travaux sans autorisation dans les monuments historiques. Cette lettre recommande aux préfets de transmettre au Pouvoir central des renseignements sur les monuments.

Depuis lors les circulaires se succèdent assez rapidement (1).

(1) Voici un bref résumé des circulaires qui se rapportent à cette période :

Mais le plus grand événement de l'époque fut la création d'une assemblée qui devait publier les documents inédits de l'histoire de France après les avoir recueillis. L'idée était de M. Guizot qui créa en 1834 un Comité historique des Arts et Monuments. M. Pariset, dans l'historique de sa thèse sur les « Monuments historiques » nous montre qu'en cela M. Guizot ne faisait que reprendre un gigantesque projet conçu au siècle précédent par Jacob-Nicolas Moreau, Conseiller à la Cour des Comptes d'Aix en Provence, et le véritable fondateur de nos archives nationales. « Quoi qu'il en soit, le 31 décembre 1833, M. Guizot, « Ministre de l'Instruction Publique, proposa au roi la

10 août 1837 relative au concours financier des communes et des départements pour la restauration. Le concours apporté par l'État n'est qu'une prime au généreux empressement du Conseil général ou des conseils municipaux.

30 décembre 1837. — Rappel de la précédente circulaire demeurée sans réponse.

13 mars 1838. — Circulaire concernant les fouilles. Tendance décentralisatrice. On désire qu'à l'avenir on place dans les collections publiques des villes les plus voisines les objets trouvés.

19 mars 1841. — Circulaire recommandant de subordonner les projets d'alignement aux monuments existant dans la commune.

18 novembre 1841. — Circulaire rappelant aux Conseils généraux que l'État ne peut prendre seul à sa charge les frais d'entretien.

1^{er} décembre 1841. — La plus importante au point de vue qui doit nous occuper spécialement. Au sujet des monuments appartenant aux particuliers, le préfet doit être informé quand les propriétaires seront dans l'intention de restaurer, de vendre ou de démolir et prévenir en temps utile afin que l'État puisse s'en rendre acquéreur quand sa situation pécuniaire le lui permettra.

« création d'une Commission chargée de diriger » le grand
« travail d'une publication générale de tous les matériaux
« importants et encore inédits sur l'histoire de notre
« patrie ».

(Rapport au roi, pièces n° 4). La proposition agréée, la Commission entra en fonctions le 18 juillet 1834.

Le Comité se divisa tout de suite en deux sections, l'une s'occupa de littérature, de philosophie et sciences, l'autre des arts.

« Je me propose, disait M. Guizot (1), de faire incessam-
« ment commencer un travail considérable sur l'histoire
« des arts. Je m'appliquerai à faire dresser un inventaire
« complet, un catalogue descriptif et raisonné des monu-
« ments de tous les genres et de toutes les époques qui ont
« existé et qui existent encore sur le sol de France. Un
« tel travail, à raison de son importance et de sa nouveauté
« doit demeurer distinct des autres travaux historiques. »

Le 18 décembre 1837, M. de Salvandy, Ministre de l'Instruction publique, érigea le sous-comité des arts en un comité des arts et monuments (2).

(1) Rapport au roi et pièces, p. 23.

(2) Voici quelques renseignements sur le développement historique du comité :

Un décret du 18 juin 1834 crée le comité pour la publication des documents inédits concernant l'histoire de France. Le 10 janvier 1835 il est divisé en deux comités.

En 1837, le 18 décembre, le comité de Travaux historiques est divisé en cinq sections (dont la première était le comité historique

Le comité eut pour tâche « de publier tous les documents inédits relatifs à l'histoire des Arts chez les Français, de faire connaître tous les monuments d'art en France, dans tous les genres : monuments religieux, militaires et civils ; de faire dessiner et graver, pour les conserver à l'avenir, les œuvres remarquables d'architecture, de peinture, de sculpture en pierre, en marbre et en bois ; de donner des instructions sur la conservation matérielle des ruines, statues, tours, chapelles, cathédrales qui intéressent la religion, l'art ou l'histoire... »

Le 29 décembre 1837 fût créée au Ministère de l'Intérieur une commission dite « des Monuments historiques ». Son rôle devait être de centraliser tous les renseignements sur les monuments et de désigner ceux qui auraient droit aux secours.

Cette commission canalisa tout ce qui avait un nom dans l'archéologie ou l'histoire de l'art, et resta fidèle à cette tradition comme une petite académie de connaissances artistiques avec Vitet, Vatout, de Montesquiou, Duban, de Lamartine, de Montalembert, Lenormant, Lacroix, Guestel, Victor Hugo, de Longperrier, du Sommerard,

des arts et monuments). Cette commission devait travailler avec la commission des M. H. Le 11 mai 1839, de nombreux correspondants sont nommés. Nouvelles décisions par le décret du 14 septembre 1852 : comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France. Décret du 22 février 1858 : comité des travaux historiques et Sociétés savantes. En 1881, on lui donne le nom de comité des Travaux historiques et scientifiques. Le 12 mars 1883 nouvelle division en sections.

Viollet le Duc, Boeswillwald, Beuli, Quicherat, Abadie...

Il ne faut point confondre cette commission de monuments historiques avec le comité des arts et monuments dont nous avons parlé plus haut. Leur action fut cependant parallèle et leur accord ne s'est jamais démenti (1).

Grâce à son organisation, la Commission procéda avec la plus grande méthode à l'inventaire des richesses de la France : le classement des monuments historiques et dès 1842 (2) on peut signaler le classement général des monuments de la Gironde : classement officiel fait par le préfet et notifié aux maires. Un pareil classement place les monuments sous la tutelle conservatrice des gouvernements, du Conseil général, des sous-préfets, des conseils municipaux, des maires, des curés et des protecteurs de nos antiquités nationales.

Il est de toute justice de reconnaître que l'action officielle de la commission avait de grands appuis dans les sociétés privées qui s'étaient développées fort heureusement sur tous les points du pays. Il est aussi nécessaire de signaler l'activité féconde d'un archéologue distingué, M. de Caumont, qui fonda la Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments historiques. Il avait auparavant fondé la Société des Anti-

(1) Commission d'abord rattachée au Ministère de l'Intérieur, puis au Ministère des Beaux-Arts. En 1853 au Ministère d'État, puis définitivement au Ministère de l'Instruction Publique.

(2) Bulletin du comité, 1842. Première séance, janvier.

quaires de Normandie et groupé les sociétés savantes de Province en un « Institut des provinces ». L'action de ces sociétés fût grande et contribua fort à sauver bien des monuments.

Il est bon aussi de signaler les louables efforts faits dans le même sens par les chefs du clergé français. Instructions aux desservants, cours d'archéologie dans les séminaires. En 1849, Mgr Bonald, évêque du Puy, rédigeait pour son diocèse une circulaire ainsi conçue : « Que le mouvement
« qui entraîne tous les esprits vers l'archéologie soit reli-
« gieux ou scientifique, nous ne croyons point que le
« clergé doive y rester étranger. Nous ne pouvons entiè-
« rement abandonner à d'autres la garde et le soin des
« monuments que le clergé a élevés puisqu'en général ce
« sont à des évêques ou à des moines que sont dues ces
« merveilleuses cathédrales, ces cloîtres si élégants qui
« couvrent notre France mais qui ne la couvrent plus,
« hélas, nous serions tentés de le dire, que de leurs impo-
« santes ruines..... Nous devons être jaloux de sauver de
« la destruction nos antiques sanctuaires afin qu'ils trans-
« mettent aux siècles à venir ce que peut le génie éclairé
« par la religion » (1).

Un autre ecclésiastique, Mgr Turinaz, évêque de Nancy, apporta à la cause du passé le même dévouement ; il prescrivit aux curés et fabriques qu'aucune réparation, aucune

(1) *Bulletin Monumental*, dirigé par M. de Caumont. Année 1839.

aliénation, aucun échange ne puissent avoir lieu sans son autorisation écrite, de plus il fonda un musée diocésain (2).

Ainsi officiellement et officieusement on cherchait à sauvegarder le patrimoine d'antiquités nationales de la France, mais toutes mesures prises n'avaient encore de prise que sur les biens du domaine public ou des personnes morales. Cependant le moment était venu où l'on allait songer à porter une main sacrilège à la tour d'ivoire de la propriété privée, tant le mouvement qui se dessinait avait de puissance et d'autorité. C'est ce que nous allons essayer de montrer maintenant.

Il y aurait d'abord une certaine ironie à nier que le courant qui entraînait ainsi l'opinion publique n'ait point retenu maints possesseurs d'antiquités sur le point de les sacrifier et le nombre des monuments ainsi sauvés est peut-être plus grand que nous ne saurions l'imaginer. Mais pour les récalcitrants, et ils étaient légions, il fallait d'autres moyens. Nous les voyons poindre timidement. Nous avons signalé en note la circulaire du 1^{er} novembre 1841 au sujet des monuments appartenant à des particuliers : elle invite les préfets à s'enquérir des propriétaires qui seraient dans l'intention de restaurer, de vendre ou de démolir, elle les engage à aviser l'administration en temps utile afin que l'État puisse s'en rendre acquéreur quand sa situation pécuniaire le lui permettra.

D'autre part la Commission des Monuments historiques

(2) Pariset. Thèse, p. 33.

dans sa séance du 13 mai 1840 se préoccupe vivement de l'expropriation forcée applicable aux monuments historiques. Déjà dans son rapport à M. Cousin, Ministre de l'Instruction publique, sur les travaux du Comité pendant l'année 1839 cette question avait vivement préoccupé l'assemblée.

C'était à propos de l'Hôtel de la Trémouille, « glorieux « témoin de notre histoire, presque un chef-d'œuvre de « notre art et qui, par surcroît, est situé au centre du quatrième arrondissement ». La ville de Paris manquait de mairie pour le quatrième arrondissement et nul bâtiment mieux que celui-là ne pouvait satisfaire à cet usage. Sur un rapport du Comité, le préfet de la Seine fit des efforts pour acquérir ce monument et y placer la mairie. Le Conseil municipal entama des négociations mais le propriétaire émit des prétentions telles qu'elles ne purent être acceptées. « A cette occasion le Comité s'est demandé si « le gouvernement, qui a le droit de chasser quelqu'un de « chez lui pour cause d'utilité publique et, qui porte ainsi « une atteinte grave, mais approuvée de tous, à la propriété, ne devrait pas se faire conférer le droit d'exproprier pour cause d'intérêt historique ou de conservation « des monuments ».

« Non seulement l'intérêt historique, mais l'utilité « publique réclament une pareille loi, car les monuments « rapportent aux communes qui les possèdent tout ce que « les voyageurs dépensent pour venir les visiter. Quiconque

« est possesseur d'un monument historique ne devrait pouvoir l'abattre ou le modifier qu'après en avoir demandé l'autorisation au gouvernement (1) »

Et le rapporteur continuait :

« L'amour des édifices historiques est trop peu répandu encore, l'intérêt pécunier est trop impérieux pour que les monuments possédés par des particuliers ne soient pas, aujourd'hui ou demain, rasés ou dénaturés. Le mal est

(1) L'amendement déposé au mois de mars 1840 était ainsi conçu :

« *Tout monument historique et d'antiquité nationale dont la conservation serait compromise dans les mains de leurs détenteurs pourra être acquis par l'Etat pour cause d'utilité publique.* » Cet amendement fut défendu par M. Pérignon, député de la Marne. Voici notamment le passage de ce discours concernant la propriété privée

« Les propriétés particulières n'auraient nullement à souffrir des envahissements de l'État, mais en souffriraient-elles, peu importe, puisque ce serait agir dans l'esprit de la loi nouvelle que de mettre en quelque sorte les monuments historiques sous la tutelle de l'État. Nous ne voulons que les défendre contre l'incurie, l'ignorance, la misère ou le vandalisme de leurs possesseurs. Je n'attaque pas le droit de propriété, les termes mêmes de la proposition expliquent toute sa portée. Je veux seulement enlever aux propriétaires qui ne comprennent pas la valeur de leur propriété, la possibilité de la détruire, de la détériorer, sans avantages pour eux et au grand préjudice du pays...

« Les monuments historiques et d'art doivent être considérés comme de véritables propriétés publiques ; de même que les souvenirs qui s'y rattachent, ils doivent appartenir à tous, et quand, par suite des révolutions, ils sont devenus la propriété des particuliers, il est heureux qu'ils soient de nouveau acquis par l'État et qu'ils fassent en quelque sorte retour à leur véritable maître. »

« sérieux, il est imminent ; le remède efficace ne se trouve
« vera que dans une loi spéciale ».

Et il est intéressant de voir signaler alors les ingénieux détours employés pour sauver, quand même, les monuments avec les moyens les plus rudimentaires en face des obstacles les plus infranchissables :

« En l'absence de cette loi, le Comité a cherché du
« moins à faire tomber dans les mains de l'État ou dans
« celles des particuliers intéressés à les conserver, des
« monuments dignes d'intérêt. Le département de la Dor-
« dogne a acheté le cloître de Cadomic ; le département
« de l'Oise, généreusement aidé par le Ministère de l'Inté-
« rieur va se rendre acquéreur de la Basse-Œuvre de
« Beauvais ; l'Église de Binson, sous Châtillon-sur-Marne
« a été achetée par un riche propriétaire qui aime passion-
« nément nos antiquités nationales. Déjà M. de Caumont,
« membre non résidant du Comité, avait acheté pour lui-
« même les restes de l'Abbaye de Savigny en Normandie,
« afin d'en sauver au moins ce que l'abandon et les
« désordres politiques avaient encore laissé debout ».

On voit donc à ces quelques exemples, que seule, la voie diplomatique, l'entente amiable paraissait possible et cependant on se rendait bien compte qu'on pouvait aller plus loin. Cette affaire de l'hôtel de la Trémouille fut cause de l'intervention de M. de Montalembert dans la discussion de la loi sur l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique, à la Chambre des Pairs, le 12 mai 1840. Il en

rendit compte le 13 mai à la Commission. M. de Montalembert demanda au gouvernement s'il croyait pouvoir appliquer aux monuments historiques la loi de 1833, s'il pouvait employer les formes de l'expropriation pour faire rentrer un monument privé dans le domaine public. « Dans
« le cas où un monument qui a un intérêt d'art ou un intérêt de souvenirs, mais qui appartient à un particulier,
« est exposé à être détruit ou transformé, ou modifié, ou dégradé » peut-il agir ainsi? Et M. de Broglie de déclarer que s'il était ministre de l'Intérieur il n'hésiterait point; qu'il se croirait autorisé à appliquer la loi, que d'ailleurs dans une pareille matière la limite de l'utile et du beau est flottante, ne consulte-t-on pas souvent l'agrément pour la beauté d'une promenade ou l'élargissement d'une rue. Interrogé directement par M. Ch. Dupin le Garde des Sceaux répondit qu'il admettait en principe la possibilité de l'expropriation pour des cas de la nature de ceux qui avaient été cités. Et M. de Montalembert de conclure dans le sein de la Commission que point n'est besoin d'une loi particulière, qu'avec la loi de 1833 le gouvernement possède tous les moyens d'arrêter la destruction.

Et à son tour, dans sa séance du 6 décembre 1840, le comité historique des arts et monuments se félicitait de voir le gouvernement en possession de tous les moyens d'arrêter les destructions et les dégradations monumentales.

Ainsi tranquilisée, la commission des monuments his-

loriques continua son œuvre qu'on ne saurait trop louer, mais elle ne tarda point à s'apercevoir combien elle demeurerait impuissante dans bon nombre de cas. Comme elles prenaient une teinte d'ironie ces paroles rassurantes qu'avait prononcé à la tribune en 1841, M. le baron Pérignon !

« Ne craignez point qu'il soit fait abus par l'État de la
« faculté que je sollicite pour lui de pouvoir acquérir par
« voie d'expropriation. En effet, la modicité des fonds, dont
« l'État pourrait disposer modérerait son zèle, il ne lui
« serait possible de procéder que lentement et avec
« précaution. »

On le vit bien d'ailleurs, et la commission sentit, malgré ses efforts, son impuissance à parer au mal. Classait-elle un monument c'était, bien plutôt qu'une mesure le mettant désormais à l'abri de toute tentative, une indication, un signalement donné au public sur l'importance artistique ou historique de l'édifice. Cela allait des années, mais il suffisait d'un caprice du propriétaire pour tout bouleverser. Et contre lui, d'ailleurs, on ne pouvait invoquer ce fameux article 257, C. pén. qui ne frappe que la destruction ou dégradation de monuments publics avec intention de nuire et n'atteint nullement les réparations à un édifice endommagé ou les reconstructions. Et la propriété privée, menacée un instant du haut de la tribune, reprit sa tranquille impunité. Alors la commission usait de persuasion, elle prenait sur son misérable crédit une petite somme, venait l'offrir

au propriétaire, et lui demandait l'engagement en retour de conserver et entretenir le monument. Cela était, bien entendu, soumis à la bonne volonté du propriétaire et on se heurtait souvent à des refus, plus souvent encore à des spéculateurs qui tenaient la dragée haute, trop haute.

Quant à l'application de la loi de 1841, elle n'intervenait que dans des circonstances exceptionnelles, et elle servait bien plus à dégager un monument appartenant à l'État qu'à acquérir un monument appartenant à un particulier.

Durant de longues années, la commission continua à agir par des moyens détournés, ou ne songe en rien à limiter le droit du propriétaire : tout se borne à des essais de centralisation des services concernant les monuments, car c'était là une sérieuse cause d'échec que de voir les monuments ressortir d'administrations diverses.

Une nouvelle phase se dessine avec l'année 1875 : M. Wallon, ministre de l'Instruction Publique, demande à M^e Rousse, le grand avocat qui vient de mourir, de préparer un avant-projet de loi dont les bases furent fournies par la commission des monuments historiques.

Entre temps on s'occupait de protéger aussi les monuments mégalithiques. Des blocs énormes, inutiles au milieu des champs, servaient de carrière aux habitants. Ils en bâtissaient leurs maisons, et en chargeaient leurs routes. Henri Martin, historien et sénateur intervint, obtint des crédits et la nomination d'une sous-commission des monu-

ments mégalithiques, par arrêté du 21 novembre 1879, Henri Martin en fût président et les vice-présidents en furent Daubrée et Gabriel de Mortellet.

La loi sur les monuments historiques suivit lentement, fort lentement la filière. Déposée à la Chambre le 20 mai 1878, renvoyée au Conseil d'État elle revint enfin devant les Chambres en 1882 pour devenir la loi du 30 mars 1887 (1).

Si quelque chose avait pu hâter et rendre plus nécessaire encore le vote de cette loi, c'était le grand événement qui, d'un coup, venait d'enrichir notre patrimoine artistique : nous voulons parler de la conquête de l'Algérie et

(1) Voici le sommaire des documents législatifs :

I. — *Chambre des députés* :

2^e législature : *Journal Officiel*, 4 juillet 1878. Projet de loi n° 741.

3^e législature : Projet n° 305. *Journal Officiel*, 2 février 1882.

Rapport 1125. *Journal Officiel*, 5 août 1882.

Première délibération : *Journal Officiel*, 26 décembre 1882.

Deuxième délibération : *Journal Officiel*, 26 juin 1885, n° 1218.

II. — *Sénat* :

Projet de loi n° 270 : *Journal Officiel* de 1885.

Rapport n° 83 : *Journal Officiel* de 1886 : *Journal Officiel*, 30 mai 1886, p. 598.

Première délibération : *Journal officiel*, 11-14 avril 1886, p. 614.

Deuxième délibération : *Journal Officiel*, 2 juin 1886.

Adoption avec modifications.

III. — *Retour à la Chambre des députés* :

4^e législature : Projet 913, *Journal Officiel*, 15 janvier 1887, p. 238.

Rapport 1501 : *Journal Officiel*, 24 juillet 1887, p. 344.

Discussion et adoption définitive : *Journal Officiel*, 23 mars 1887.

Promulgation : *Journal Officiel*, 31 mars 1887.

Bulletin des lois, XII^e série, n° 1076

de l'établissement du protectorat français en Tunisie. C'était un immense territoire non encore exploré et livré d'un coup à la curiosité surprise des archéologues et des savants :

« Nul pays, mieux que l'Algérie n'offrait au moment de
« la conquête des ruines romaines plus nombreuses, plus
« parfaitement conservées. Dans les régions les plus
« désertes du sud se rencontraient à chaque pas des villes
« mortes, abandonnées mais non détruites, demeurées
« telles que les avaient laissées il y a douze siècles la
« catastrophe qui mit fin à la domination byzantine, avec
« leurs hautes murailles presque intactes, leurs rues
« et leurs places nettement dessinées, avec la masse
« imposante de leurs temples, de leurs théâtres, de
« leurs arcs de triomphe. L'Arabe qui ne bâtit guère,
« n'avait trouvé nul profit à démolir ces édifices, et dédaigneusement il avait épargné ces cadavres de cités.
« Parmi ces monuments, à chaque pas, des centaines
« d'inscriptions apparaissaient ; chaque jour l'heureux
« hasard des foules rendait à la lumière des œuvres d'art,
« des statues de dieux ou d'empereurs, de curieuses
« mosaïques historiées reproduisant peut-être d'après les
« tableaux célèbres les sujets les plus connus de la mythologie classique, ou révélant, sous un jour inattendu et
« piquant, tout un côté de la vie familière antique » (1).

(1) Ch. Diehl, *Découvertes de l'archéologie française en Algérie et Tunisie*.

Les actes de vandalisme qui s'accomplissaient en Afrique se joignirent aux nombreux motifs qu'on avait de réclamer une loi, dont l'efficacité fut autre que celle d'instructions ministérielles notoirement insuffisantes, ou des circulaires officielles absolument stériles.

Laissant d'ailleurs de côté ces nombreuses raisons, qui venaient militer en faveur des restrictions apportées à la propriété privée, il convient, avant tout, de jeter un coup d'œil rapide sur le projet qu'avait élaboré M^e Rousse et les modifications qui y furent apportées.

M^e Rousse était hardi dans sa conception, et, nos législateurs, respectueux à l'excès de la propriété privée, ne voulurent point adopter sa manière de voir. L'économie de son projet se ramène en somme à ceci : limiter le droit de propriété des communes et des établissements publics relativement aux édifices classés qu'ils possèdent, ériger en délit spécial l'atteinte portée par le propriétaire à sa propre chose et l'aliénation abusive qu'il en aurait faite. L'amende devait être la sanction des infractions commises contre l'arrêté de classement.

Cette restriction concernant la propriété privée constituait une innovation hardie. Mais il suffit, pour l'expliquer, d'invoquer la magistrale étude de M. le professeur Saleilles. (1)

(1) Etude de Mr. Saleilles : « La législation italienne relative à la conservation des monuments et objets d'art. *Revue bourguignonne*, 1893).

Le processus auquel avait obéi M^e Rousse était le même que nous avons essayé de dégager dans nos considérations générales, c'est que le propriétaire qui détruit ou modifie une œuvre d'art ou un monument, dispose d'un élément qui n'est point à lui. Détruisez une œuvre d'art; ce n'est point seulement l'objet matériel que vous anéantissez, c'est aussi l'incarnation du génie, et la pensée de l'artiste. Que le propriétaire puisse, sans entrave, détruire une chose que la nature ou l'industrie peuvent reproduire, rien de plus admissible; mais qu'un simple effort de sa volonté, un simple mouvement de son caprice, puisse faire disparaître un objet unique, une œuvre d'un intérêt national, cela ne saurait être admis.

Le possesseur de l'objet, propriétaire de la matière, l'est-il aussi de la pensée qui a présidé à sa création?

Non, et l'État peut prendre des mesures pour sauvegarder cette chose essentiellement personnelle. Quand la loi protège l'œuvre littéraire, c'est la pensée qu'elle défend, et non le livre : lui disparu la pensée subsiste. Mais quand il s'agit d'une œuvre d'art la pensée se confond nécessairement avec la matière, on ne saurait sauvegarder l'une sans restreindre dans le même instant les droits sur l'autre. Dans toute conception artistique, il y a une part tombée dans le domaine public et dont la société a la garde. Ainsi deux propriétés se heurtent ici : celle de l'artiste sur sa pensée, à son défaut, celle du public sur cette pensée même, et à côté celle du propriétaire sur la matière.

Qu'y a-t-il donc d'excessif à protéger la première, même au détriment de la seconde quand il est justement démontré qu'on ne saurait sauvegarder la première sans restreindre la seconde.

A ces idées obéissait le projet Rousse, on le trouva audacieux et il subit plus d'un remaniement, avant de devenir la loi du 30 mars 1887 qui régit aujourd'hui nos monuments historiques ou artistiques.

CHAPITRE II

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'IDÉE DE PROTECTION DES SITES ET PAYSAGES.

SOMMAIRE : Origines lointaines. — XVII^e siècle. — J.-J. Rousseau. — Le Romantisme. — Deuxième moitié du XIX^e siècle. — Le machinisme. — Le Tourisme et le développement des moyens de locomotion. — Le progrès et le vandalisme. — Mouvement de réaction. — Ses manifestations. — Projet de Loi. — Travaux Préparatoires. — La loi du 21 avril 1906.

Très récente de date, cette idée que chaque nation a dans son patrimoine un ensemble de richesses naturelles à protéger, a acquis au premier coup son entier développement sans passer par de longues phases préparatoires. Ses racines sont pourtant lointaines et profondes : elles remontent jusqu'aux fabliaux du moyen âge, et on peut dire que confuse elle existait dans l'âme de tous ceux qui eurent le sentiment des beautés, de la nature. Au xvii^e siècle Mme de Sévigné qui montrait tant de dédain pour les œuvres humaines de l'antiquité n'était point indifférente à de si grandioses spectacles ; c'est ainsi qu'au moment où l'abbé de Grignan venait d'être nommé à l'évêché d'Évreux on apprit qu'un nuage planait sur le bonheur de la marquise : elle a entendu dire que le vieil évêque d'Évreux a fait

couper, à la maison de campagne, les plus belles allées d'un parc qui faisait l'admiration de tout le pays : « Il n'y a point de plaisir pur ! » s'écrie-t-elle (1). Mais il faut bien en convenir d'une façon générale, le xvii^e siècle, en face de la nature, n'éprouva point ce sentiment qui se traduit dans l'art sous quelque forme que ce soit : plastique ou littéraire. Mais, vers 1760, J.-J. Rousseau fit son apparition dans les salons de Paris déguisé en Arménien : « Il exaltait les mœurs candides de l'homme rendu à l'état sauvage et conviait ses disciples à vivre désormais, loin des embarras et de la corruption des villes, dans l'innocente simplicité des retraites pastorales.

« Ce fut une fureur. Les beaux esprits, séduits par les perspectives que leur offraient de telles églogues, s'en forgèrent une félicité qui les fit pleurer de tendresse.

« On vit surgir, tout autour de Paris et de Versailles, des bergères improvisées, tout à coup conquises à la vie rurale, et délicieusement vêtues de corsages bleus ou roses avec la fanchon de dentelle, la jupe courte et seyante sous un tablier de linon bien ajusté à la taille

« La littérature, miroir des tendances nouvelles, revint à la nature avec Florian et Bernardin de St-Pierre. Le marquis de Saint-Lambert mettait les *saisons* en poèmes et Rouchet faisait subir aux *Mois* le même sort. On s'é-

(1) V. l'ouvrage de M. l'abbé Charpentier, *Un évêque de l'ancien régime, L. J. de Grignan, 1650-1722.. Sueur-Charruey.* — Arras, Paris, 1899.

« touffait au Salon autour de l'*Accordée de Village*, de la « *Cruche Cassée* et autres idylles » (1).

Après la période troublée de la Révolution, avec le romantisme le même sentiment se fait jour dans la littérature. Les principaux représentants de cette école furent, comme chacun sait : Victor Hugo, Lamartine, Chateaubriand, Mme de Stael (2). Il faut encore ajouter ceux qui vinrent ensuite : Flaubert, Goncourt, Zola (3).

Avec la seconde moitié du XIX^e siècle s'est produit ce formidable effort, d'une hardiesse étonnante, dont les résultats nous surprennent chaque jour et qu'on est convenu de nommer le « machinisme ». C'est à lui que nous devons l'énorme concentration de la main d'œuvre en un point déterminé, contribuant ainsi à la formation de centres ouvriers. Et à mesure que la vie devenait plus intense,

(1) Voir Carton de Wiart, *Pourquoi et comment protéger nos paysages* Bruxelles, 1905.

(2) « *Le romantisme et la prédominance des œuvres littéraires de la sensibilité et de l'imagination sur la raison et l'observation* ». Lavisse et Rambaud, *Histoire gén.*, t. X, *les monarchies constitutionnelles*, ch. XII. *La littérature française de 1815 à 1847*, par Faguet, p. 473.

(3) M. André Mellerio a fait au collège libre des Sciences sociales, en mars 1907, deux conférences sur la Protection des Paysages. Nous lui devons quantité de renseignements dont nous le remercions, il ajoute : « L'idée d'une présentation d'ensemble de l'évolution du paysage en France, jadis émise par M. R. Bouyer, exécutée en partie en 1900, sera certainement accomplie un jour, soit par un vaste effort privé, soit même nationalement. »

(4) H. Lacroix fils : *La Musique française*, Paris, lib. imp. réunies Bibl. de l'enseignement des Beaux-Arts, p. 221.

que la machine humaine était plus surmenée, que les conditions d'une bonne hygiène devenaient chaque jour moindres, on sentait le besoin de s'échapper de cet étrange étai pour respirer largement et se vivifier au contact de la nature.

Ce même progrès qui tenait l'homme captif allait lui fournir l'occasion de revenir quelquefois à une vie plus saine.

La France, a-t-on dit, menaçait de devenir hydrocéphale, mais par un admirable reflux la science tendait vers une décentralisation désirable. Par ses fils tenus, comme les veines portent aux moindres tissus l'élément de vie, l'électricité allait se diffuser et en quelques années renverser tous les anciens matériels pour venir au devant de l'ouvrier chez lui, et ne plus l'obliger à s'expatrier, à vivre de longues heures loin de sa famille. Le transport de l'énergie à domicile est venu arrêter ce grand mouvement de centralisation dont on s'inquiétait à bon droit. Désormais, les industries locales, les travaux à domicile refleurissent d'une vie nouvelle, c'est un mouvement qui se dessine et auquel on ne saurait trop applaudir.

En même temps, on assistait au merveilleux essor des moyens de locomotion. Les chemins de fer avaient donné déjà le goût des déplacements commodes et rapides, bien que lointains, mais avec l'automobile, le tourisme avait trouvé l'instrument souple qui se prête à tous les desseins, aux caprices du voyageur. Et par une coïncidence heureuse,

revues et journaux faisaient connaître à l'envie cette France que chacun semblait découvrir ; des associations, devenues aujourd'hui des organes quasi-officiels, syndicats d'initiative, Touring-Club, se donnaient pour tâche de faciliter l'accès des beautés naturelles de notre sol et de les faire mieux apprécier.

Mais, comme toute médaille a son revers, on s'aperçut bien vite que ce même progrès, grâce auquel tant de merveilles venaient d'être révélées, ne laissait point de les atteindre un peu : les lignes de chemins de fer brisaient de leur sillage d'acier les plus agréables perspectives, ces transports de force à distance, qui avaient arraché des cris d'admiration, plaçaient de gros tuyaux blancs aux flancs de nos plus belles montagnes, et les coins de gorges les plus pittoresques et les plus sauvages étaient rayés par d'énormes et disgracieux barrages. Puis, c'était le pic des carriers bouleversant un groupe de roches justement admirés, l'exploitation intensive et abusive de nos forêts.

On assistait impuissants à ces ruines. Alors de toutes parts s'élevèrent des protestations énergiques (1) et les

(1) Il ne faudrait pas croire que ce mouvement se borne à de platoniques démonstrations. *Le Journal des Débats* du 13 février 1907 raconte qu'en Suisse, un groupe important d'hôteliers de la vallée du Rhône réunis en assemblée annuelle viennent de décider le boycottage des industriels qui se plaisaient à déshonorer les flancs des montagnes nationales avec leurs écriteaux, affiches, pancartes de dimensions ridiculement exagérées et placés avec intention sur les points les plus en vue, auxquels ils enlèvent ainsi leur carac-

efforts se groupèrent tant et si bien que leur appel finit par émouvoir les pouvoirs publics et non point seulement chez nous, mais, ce qui est fort remarquable, concomitamment dans de nombreux pays.

En 1898, M. Leygues, ministre, envoya dans toute la France une circulaire recommandant de veiller à la protection des sites. C'était le résultat du mouvement d'opinion que certaines sociétés avaient fort justement mis à l'ordre du jour : le Club Alpin, en sauvant la cascade de Gimel dans le Limousin et le Kertoff dans la région de Gérardmer ; le Touring Club, en obtenant la conservation des rochers de Huelgoat, de Ploumanach ; ainsi que bon nombre d'autres sociétés qui mettaient à la poursuite de cette œuvre autant d'intelligence que de persévérance : les Amis des Monuments parisiens, les amis des Arbres, la Société Populaire des Beaux-Arts, l'action Régionaliste... L'année suivante, en 1899, au cours de la discussion du budget, un député des Ardennes, M. Hubert, en protestant contre la destruction d'un groupe de rochers pittoresques de la vallée de la Meuse, les rochers des Quatre Fils Aymon, demanda qu'à l'exemple de la loi sur les monuments historiques une loi vienne protéger les sites et paysages. Il demandait d'ajouter simplement dans la loi sur les monuments historiques les épithètes de « *naturels et légendaires* ».

lère naturel. Un projet de loi dû à l'influence du juriste badois Wieland, considérant l'attache comme une profanation ou paysage a été déposé et nous aurons l'occasion d'examiner cette question.

Dans une autre occasion, M. l'abbé Lemire fit une demande semblable.

A ces différents orateurs, M. Leygues répondit de la façon la plus favorable et promit de créer un jour des « servitudes artistiques » analogues aux servitudes militaires (1).

Cette action législative, abandonnée pour un temps très court, devait bientôt être reprise, deux ans plus tard, en 1901. Entre temps cependant on vit se manifester l'influence de l'administration : le 1^{er} avril 1899 à Privas (Ardèche), M. le Préfet Cruchon envoya une circulaire ayant trait à la destruction des châtaigniers ; à Gap (Hautes-Alpes) un arrêté préfectoral interdit l'arrachage des plantes alpines (2). De son côté, le 29 juin 1899, la direction des eaux et forêts envoyait une circulaire concernant la conservation des arbres remarquables. Il y était dit que de tels arbres faisaient partie de la richesse nationale, qu'ils étaient un objet d'attraction pour une région et il était recommandé d'en dresser une nomenclature. Mais, sans contestation aucune, la première action effective, la première intervention des pouvoirs publics en la matière, venant réglementer d'une façon générale le « paysage » et non plus des objets

(1) Voir *Bulletin Sté. de Protection des Paysages de France*, 1902 N° I p. 10 et Congrès de Liège 1905. Association littéraire et artistique. Bulletin. Rapport de M. Raoul de Clermont sur la Protection des Monuments Sites et Paysages.

(2) Voir Bulletin S. P. P. F. 1903 p. 93.

naturels à titre individuel, fut la création dans le département des Côtes-du-Nord, le 29 novembre 1900, d'une commission spéciale concernant la protection des rochers de la côte bretonne. Cet arrêté du préfet, M. de Luze, fut renouvelé le 30 décembre 1904 par son successeur, M. G. Fourcy (1).

(1) Etant donné les nombreux points communs que présente cet arrêté avec notre législation actuelle (L. 24 avril 1906) il nous paraît utile de le reproduire ici.

Nous, préfet des Côtes-du-Nord, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu, en date du 12 avril 1899, la délibération par laquelle le Conseil général des Côtes-du-Nord a exprimé le vœu que le gouvernement veuille bien étendre sa protection aux admirables rochers si connus des touristes et qui sont menacés de destruction par les progrès de l'industrialisme ;

Vu la pétition par laquelle divers membres ou adhérents de la Fédération bretonne de Paris demandent que l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1884 réglementant l'extraction des matériaux sur le rivage de la mer soit modifié afin de protéger les sites de Trégastel, Ploumanach et Bréhat ;

Vu, en date du 24 novembre 1900, le rapport par lequel M. l'ingénieur en chef du Service maritime reconnaît qu'il ne voit aucune objection à donner satisfaction dans une juste mesure... ;

Vu l'arrêté de notre prédécesseur en date du 29 novembre 1900 ;

ARRÊTONS :

Article 1^{er} : Une commission est instituée à l'effet de désigner les roches isolées ou groupes de roches, dont la conservation offre un intérêt réel au point de vue artistique sur le littoral maritime du département.

Article 2 : Sont nommés membres de cette Commission : MM. l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du Département ; l'ingénieur ordinaire de Saint Briec ; Haraucourt (Edmond) directeur du Musée de sculpture comparée au palais du Trocadéro ; Bourgain, peintre du

Ainsi se dessinait un mouvement officiel de réglementation et presque sans interruption s'élaboraient des projets de loi. Avant que d'en aborder l'examen au point de vue historique, il n'est point peut-être inutile de signaler que le mouvement que nous étudions gagnait aussi la jurisprudence et cela dans les circonstances suivantes : Il s'agissait d'un délicieux paysage du Jura : les sources du Lizon. En 1899 M. Joseph Prost, négociant à Salins, conçut le projet de capter la chute d'eau pour fournir l'éclairage électrique à la ville de Salins ; ce faisant il causait un réel dommage à l'aspect pittoresque de la source qui attirait, bon an mal an, dix mille étrangers dans le pays. Sans entrer dans l'examen des arguments qui furent produits au procès intenté par la commune de Nans-sous-Sainte-Anne à l'industriel en question, signalons la phrase suivante dans les considérants du jugement rendu par le tribunal civil de Besançon le 27 novembre 1902 :

« Considérant... que n'importe quels ouvrages nouveaux

Ministère de la Marine; Looten, conservateur du Dépôt des Phares; Le Goffic, homme de lettres à Vanves (Seine); Even, ancien avoué à Dinan; Brandt, professeur au lycée de Saint-Brieuc, conservateur du Musée de cette ville; Tempier, architecte départemental.

Article 3 : Les maires des communes et les conducteurs des Ponts et Chaussées, chargés du service maritime des cantons où seront situées les roches à conserver, feront partie de droit de la dite commission. les maires avec voix délibérative et les conducteurs des Ponts et Chaussées avec voix consultative.

Article 4 : La commission sera présidée par le préfet ou son représentant.

« qui élèveraient le niveau des eaux dans la grotte, inter-
« diraient l'accès du fonds par le chemin pratiqué dans la
« paroi, capteraient toutes les eaux lorsqu'elles sont peu
« abondantes, et laisseraient alors desséché le lit actuel
« de la source, *ce qui nuirait à la beauté du site que la com-
« mune a intérêt à conserver* » (1).

Cette prise en considération de l'intérêt esthétique était une nouveauté et une hardiesse dans la jurisprudence, il était bon de la signaler.

L'initiative parlementaire, comme nous venons de le dire il y a un instant, ne demeurerait point inactive et en 1901 le Parlement était saisi de trois projets différents qui devaient être fondus en un seul après étude d'une commission nommée par la Société de Protection des paysages de France (2).

(1) Bulletin S. P. P. F. p. 85 année 1902

(2) Voici l'économie des trois projets que nous donnons à titre documentaire :

Le premier dû à M. Ch. Beauquier, député du Doubs et déposé le 28 mars 1901, se basait essentiellement sur un inventaire des richesses naturelles nationales, inventaire dressé dans chaque département par une Commission nommée par le Conseil général et le Conseil municipal du chef-lieu et composée, disait le texte « pour les deux tiers, d'artistes, d'amateurs d'art, des membres du Club Alpin et du Touring Club et pour l'autre tiers de personnes désignées par le ministre. » Les sites classés sur le rapport de la commission, après visite et avis des inspecteurs des Beaux-Arts seront frappés de servitude, si le propriétaire accepte le classement, sinon on aura recours à l'expropriation s'il y a lieu. Quant aux indemnités, elles seront pour moitié à la charge du département et des communes intéressées, pour moitié à la charge de l'Etat.

Cette commission travailla fort rapidement. La Chambre des députés en 1902 nomme de son côté une commission des sites, composée de MM. Beauquier, président; Coulongre, secrétaire; Dubuisson, rapporteur; Tournier, du Halgouët, Hubert, Bos, Aynard, Erment, Dujardin-Beaumetz, Gautier.

Le 23 juin 1903, M. Dubuisson, au nom de la commis-

Le second projet, dû à l'initiative Parlementaire de MM. Dubuisson, Christophle, de Kerjégu, Villiers, le Gouedec de Traissau, Guieysse, Dufour, Surcouf, ne fait intervenir une commission départementale des sites et monuments naturels qu'en cas de désaccord. La composition de cette commission se rapproche sensiblement de celle prévue par la loi du 21 avril 1906 : le préfet, président, l'ingénieur en chef, deux conseillers généraux et « cinq membres choisis par le préfet parmi les notabilités régionales des arts et de la littérature. » Si aucun désaccord ne surgissait, l'initiative du classement devait appartenir au département ou à la commune qui adressaient une demande au Ministre de l'Instruction Publique, et des Beaux-Arts.

Notons que les indemnités au cas d'expropriation devaient entièrement incomber au département et aux communes.

Le troisième projet avait été soumis par M. Ballif président du Touring Club à l'approbation du Ministre de l'Instruction publique.

Il consistait à déclarer applicables aux « sites intéressants au point de vue artistique, géologique ou historique » les articles 1 à 16, 12 et 13 § 1^{er} de la loi du 30 mars 1887. Une commission départementale, de composition diverse et de nombre plus grand quant aux membres devait être nommée; les frais sont entièrement à la charge de la commune intéressée.

Cette dernière peut on bien conserver le site, ou bien l'aliéner grevé de la servitude de classement. Cette facilité était donnée au point de vue financier et les sociétés privées auraient pu y participer.

sion, faisait un rapport unique sur les deux propositions de lois et présentait au parlement un nouveau texte (1).

L'article 4, alinéa 2 de ce projet, créait une servitude obligatoire moyennant indemnité, mais le Ministre de l'Ins-

(1) Voici le texte en question qui pourra être rapproché du texte définitif que nous donnons aux annexes :

Article 1^{er} — Il sera constitué dans chaque département une commission des Sites et Monuments naturels de caractère artistique. Cette commission sera composée :

Du préfet, président,

De l'Ingénieur en chef du département ;

Du chef de service des eaux et forêts ;

De deux conseillers généraux ;

Et de cinq membres choisis par le conseil général parmi les notabilités des arts, des sciences et de la littérature.

Article 2. — Cette commission dressera une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir au point de vue artistique ou pittoresque un intérêt général.

Article 3. — Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ou modifier l'état des lieux ou leur aspect.

Si cet engagement est donné, la propriété sera classée par arrêté du Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Si l'engagement est refusé, la commission notifiera le refus au département et aux communes sur le territoire desquels la propriété est située.

Article 4. — Le Préfet, au nom du département, ou le maire au nom de la commune pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation de propriétés désignées par la commission comme susceptibles de classement.

Le département ou la commune pourront, s'ils le jugent plus avantageux, poursuivre l'établissement moyennant indemnité préalable d'une simple servitude de ne pas modifier l'état des lieux.

Dans les deux cas, tous les frais de procédure, d'expropriation ou

truction publique et des Beaux-Arts d'alors, M. Chaumié, se déclara hostile à un projet ainsi conçu, craignant que cet alinéa n'entraîne une dépréciation de la propriété foncière. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question au cours de notre étude. Toutes tentatives faites pour le maintien d'une telle disposition que la Société de Protection des paysages de France considérait à bon droit comme capitale, furent inutiles, c'est en vain que dans une entrevue avec le ministre des Beaux-Arts, M. Beauquier, président de la Société, assisté du secrétaire général et de M. de Ségogne, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, firent valoir d'excellents arguments, le ministre ne voulut point soumettre aux Chambres un projet conçu dans ce sens.

Force était, si on voulait aboutir à un résultat, si minime fût-il, d'adopter un texte aussi anodin que possible, marquant simplement le mouvement de l'opinion publique et préparant la voie à de nouvelles réformes.

Le 13 décembre 1904, au nom de la Commission relative à la protection des sites et monuments naturels de la France, M. Dubuisson, député, déposa un rapport supplé-

d'indemnité resteront à la charge du département ou de la commune intéressés.

Article 5. — Après l'établissement de la servitude, toute modification des lieux sera punie d'une amende de 100 à 3000 francs. La poursuite sera exercée sur la plainte de la commission.

mentaire (1) dans lequel l'article 4 était ainsi rédigé :

*« Le préfet, au nom du département ou le maire au nom de
« la commune pourra, en se conformant aux prescriptions de
« la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des pro-
« priétés désignées par la Commission comme susceptible de
« classement. Tous les frais de procédure d'expropriation ou
« d'indemnité resteront à la charge du département ou de la
« commune intéressée ».*

Ainsi modifiée, la loi fut présentée à la Chambre et votée d'urgence le 2 février 1903, et votée sans discussion aucune (1).

Le 2 février 1903 le président de la Chambre, M. Doumer, transmet à M. le Président du Sénat, la proposition de loi adoptée par la Chambre.

Le Sénat nomma une commission d'examen, composée de MM. Bérenger, président, Prilieux, Lintilhac, Forgue-rol de Bostquinard, de Pontbriand, Le Roux, Delobeaup, Maurice Faure, Peyrot. Cette commission fit comparaître devant elle les représentants des grandes Sociétés intéressées. Société de Protection des paysages de France, Touring Club, Amis des monuments, Société populaire des Beaux-Arts, etc..., etc...

Le 6 mars 1906, M. Maurice Faure déposa un rapport tendant à modifier légèrement la loi telle qu'elle avait été

(1) *Journal Officiel*, n° 2136, Chambre 8^e législature. — *Journal Officiel*, mercredi 4 déc. 1904, p. 3033.

(1) *Journal Officiel*, janvier 1903, pp. 123 à 126.

votée au Sénat, il prévoyait notamment la possibilité d'un déclassement. Après déclaration d'urgence, le 27 mars 1906 la loi était votée par le Sénat (1).

Le 10 avril 1906 la Chambre, saisie à nouveau de la proposition de loi, l'adopta sans discussion aucune (2).

Cette loi a été promulguée le 21 avril 1906 sous le titre de « *Loi organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique* » (3) (4).

Immédiatement des circulaires en ont signalé l'apparition aux différentes administrations : citons la circulaire de M. Daubrée, conseiller d'État, directeur des Eaux et Forêts aux conservateurs des Eaux et Forêts et celle de M. Barthou aux ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées.

La loi sur les sites et monuments naturels reçut dans la presse un accueil favorable qui prouvait fort justement combien l'opinion publique avait d'avance précédé le législateur dans cette voie. Elle entre maintenant dans la période d'application, les Conseils généraux ont nommé les Commissions départementales prévues par l'article 1^{er} de la loi. Le travail de classement va commencer, le résultat sera-t-il efficace? C'est ce qu'un avenir prochain nous montrera et ce qu'il nous sera permis de préjuger en quelque façon dans les pages qui vont suivre.

(1) V. *Journal Officiel* du 28 mars 1906. — [Sénat] (p. 281 à 286).

(2) V. *Journal Officiel* 11^{er} avr. 1906. Chambre des Dép. p. 1705.

(3) V. *Journal Officiel*, du mardi 24^{er} avr. 1906 p. 2762.

(4) Le texte de cette loi est à la fin de cette étude en annexe.

Plus favorisée que son aînée, la loi de 1887, celle de 1906, n'a point longuement cheminé au travers des rouages administratifs. Désormais ces deux lois avanceront de concert, empruntant les mêmes moyens pour un but commun. Voilà pourquoi il n'est point inutile de les lier à l'avenir. Et maintenant qu'elles ont fait un pas, que certains jugeront timide, vers une réglementation plus étroite, vers une limitation plus stricte, plus précise et plus efficace aussi du droit de chacun, il nous reste à nous demander si elles ne doivent point s'avancer d'une allure plus ferme, s'appuyant l'une sur l'autre, s'autorisant de cette indignation qui se manifeste tous les jours plus hautement dans l'opinion publique de tous les pays.

DEUXIÈME PARTIE

Étude de la législation en vigueur

PRÉLIMINAIRE

A bien considérer les deux lois que nous rapprochons pour les étudier, nous voyons que les atteintes qu'elles portent à la propriété foncière se résument ainsi :

Classement avec autorisation du particulier intéressé, et, en cas de refus, expropriation.

Ce sont ces deux mesures que nous allons maintenant étudier dans le détail et en adoptant cet ordre même.

TITRE PREMIER

Du classement des immeubles appartenant aux particuliers

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION. — CARACTÈRES. — ÉTENDUE

SOMMAIRE : Définition du classement. — Caractères du classement avant 1887 pour les monuments historiques, avant 1906 pour les sites et paysages. — Caractères du classement après ces lois : ordre formel. — Contrat et conséquences qui en découlent. — C'est un contrat administratif. — Spécialité du classement. — Est-ce une servitude ? — Étendue : classement total ou partiel.

« Le classement, dit M. Bardoux, dans son rapport au
« Sénat, n'est autre chose qu'un choix fait par les per-
« sonnes les plus compétentes, une sorte de mise en dehors
« du commerce ordinaire. »

Pour les monuments historiques, avant la loi de 1887, le classement n'avait lieu qu'à titre d'indication. Certes le travail de la Commission avait été un travail digne des plus grands éloges, près de 2.000 édifices avaient été ainsi

remarqués, mais ce n'était là qu'un conseil, un avertissement donné au propriétaire que son immeuble attirait l'attention, qu'il ne devrait y apporter aucune modification sans l'assentiment de la Commission : libre à lui de ne s'y point conformer et c'est, hélas, ce qui se produisait le plus souvent ; circulaires et notifications étaient non avenues. Le seul moyen de peser sur la décision du propriétaire, était de le menacer d'un retrait de subvention et de le faire en réalité s'il ne tenait aucun compte de la menace ; encore fallait-il qu'une subvention ait été consentie. C'était dire combien ce classement avait peu d'efficacité ; suivant le mot de M. Challamel : « Le classement ne donnait à la Commission des monuments historiques aucun pouvoir défini » (1).

Quant aux sites et paysages avant la loi de 1906 ils avaient bien été de leur côté soumis à un classement. Citons à titre d'exemple le classement opéré dans le département de l'Aude par la Commission départementale des sites du Touring, classement qui n'avait rien d'obligatoire, c'était une nomenclature, un catalogue des richesses naturelles d'une région et faute de subvention on ne possédait même point cette arme commode : le retrait des subsides.

Mais après 1887, pour les monuments, après 1906, pour

(1) Voir Challamel dans l'*Annuaire de législation française*, année 1887.

les sites et paysages, le classement prend des caractères spéciaux que nous allons maintenant étudier.

C'est tout d'abord une atteinte au droit de propriété : le classement consenti produit certains effets et la violation de ce classement entraîne des pénalités que les Tribunaux civils auront à prononcer. L'art. 1382 du Code civil deviendra applicable, l'obligation de ne point faire se résoudra en dommages et intérêts. Une fois prononcé, le classement ne sera plus une simple invitation, ce sera un ordre véritable.

En outre, quand ce classement intervient à l'égard des immeubles privés il affecte un caractère spécial : il ne produit d'effets qu'autant qu'il y a un consentement formel et écrit du propriétaire. Il en résulte que ce classement ne devient un ordre que l'autorité publique devra faire respecter, qu'autant qu'il y a contrat intervenu entre le propriétaire et l'administration.

C'est en ce sens que, d'une façon formelle, se prononce, quant aux monuments, l'art. 3. de la loi de 1887 :

« L'immeuble appartenant à un particulier sera classé par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, mais ne pourra l'être qu'avec le consentement du propriétaire. L'arrêté déterminera les conditions du classement ».

La même exigence se fait jour dans l'art. 5 du décret :
« Le classement de l'immeuble appartenant à un particulier ne peut être prononcé qu'après que le propriétaire en a adressé

« la demande au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ou qu'il a donné son consentement par écrit. » Et à son tour la loi de 1906 s'exprime ainsi en son art. 3 :
 « Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission
 « seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale
 « de la Commission et approbation du Ministre de l'Instruction
 « publique et des Beaux-Arts. Si cet engagement est donné, la
 « propriété sera classée par arrêté du Ministre de l'Instruction
 « publique et des Beaux-Arts... »

Soucieux de n'entraver l'exercice du droit de propriété qu'avec le consentement exprès de l'intéressé, le législateur a ainsi revêtu le classement d'un caractère contractuel. M. Courcelles-Seneuil disait au Conseil d'État : « Le
 « projet de loi n'admet pas que l'immeuble d'un particulier puisse être grevé d'une servitude sans son consentement ; pour lui, le classement s'établira par un contrat ».

De ce caractère contractuel du classement quand il a trait à la propriété privée, il résulte tout naturellement que les conditions, l'étendue même, de ce classement seront l'objet d'une entente entre les intéressés. M. Bardoux, dans son rapport au Sénat, écrivait en ce qui concerne les monuments historiques : « Le classement revêt la nature d'un
 « contrat ; les conditions en seront débattues ; l'arrêté ministériel qui classera, déterminera ces conditions ». Et le décret du 3 janvier 1889 déclare dans l'article 5 in

fine que l' « *arrêté de classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire* ».

Rien de semblable n'est prévu dans la loi de 1906 sur les Paysages, il n'est point dit que le propriétaire pourra discuter ainsi les conditions du classement. Il y a lieu cependant de considérer que le même caractère contractuel apparaît avec sa condition essentielle : la libre discussion des clauses. Il nous suffit d'ailleurs, d'une simple lecture des travaux préparatoires, pour nous apercevoir qu'il n'en saurait être autrement. Au Sénat, à une observation de M. Gaudin de Villaine, M. Maurice Faure « rapporteur de la loi », répondait :

« La Chambre des Députés avait rendu la décision concernant le classement absolument irrévocable et intangible. Votre Commission a pensé, conformément à l'aveu très judicieux de son éminent président, M. Béranger, qu'il importait, dans l'intérêt même de l'application normale et facile de la loi, de rendre possible, en certains cas, telle ou telle modification de l'aspect des lieux, qui ne nuirait pas à la beauté du paysage... »

A vrai dire, le plus souvent, l'accord portera sur le quantum des secours offerts par l'État en retour du consentement, mais il est bien d'autres exemples :

S'il s'agit d'un monument classé en vertu de la loi de 1887, le propriétaire pourra se réserver certains droits de jouissance : habitation, aménagement intérieur ; s'il s'agit d'un paysage, d'un site, tantôt c'est un cours d'eau

dont le propriétaire pourra, sous certaines conditions, stipuler le droit à l'eau, tantôt c'est un bois, une forêt, et il aura droit aux coupes sous les réserves les plus strictes. Signalons tout de suite un cas pratique : le Mont St-Michel comprend certaines parties classées en vertu de la loi sur les monuments historiques, mais l'ensemble forme une silhouette pittoresque qui justifie amplement l'intérêt que porte à ce monument unique au monde la Société de Protection des Paysages de France. Aussi, veut-on obtenir le classement total du Mont et d'une zone environnante en vertu de la loi Beauquier. Une société puissante (1) a obtenu des contrats de vente des habitants du Mont ; elle veut démolir en partie et construire à neuf. De son côté, la commission départementale de la Manche, instituée en vertu de la loi de 1906, propose le classement total du Mont. Il y a tout lieu de croire qu'elle entrera en pourparlers avec la Société et si cette dernière accepte, d'un commun accord, il sera établi certaines conditions de hauteur, d'ornementation des façades, bref détails de constructions...

Il n'est donc point inutile qu'un accord intervienne, et on comprend que l'art. 5 du règlement d'administration publique en ce qui concerne les monuments établisse que

(1) La Société hôtelière des Centres de Tourisme qui veut rendre le Mont plus accessible aux visiteurs et les retenir par des habitations nouvelles et confortables, tout en conservant à l'ensemble son aspect unique au monde.

« l'arrêté qui prononce le classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire ».

A notre avis, malgré le silence des textes on doit interpréter en ce sens la loi du 21 avril 1906 et si un règlement d'administration publique vient en établir les détails d'application, il suffirait d'un article très bref pour confirmer cette façon de voir.

Les conditions varieront beaucoup : dans le cas où une subvention annuelle serait promise, il est bien évident que l'administration, en échange, pourrait se montrer plus exigeante, imposer des charges plus lourdes.

Ici M. Constans, dans sa thèse, croit devoir apporter une restriction à la liberté des conventions. « Nous ne croyons point, dit-il, que (le propriétaire) puisse mettre à son consentement des conditions telles que l'on ne recon- naisse plus le « classement » organisé par notre loi ; c'est ainsi que les dispositions essentielles de l'article 4 devront être conservées, elles sont d'ordre public en la matière (1). »

Il est évident, en effet, qu'en tant que l'article 4 de la loi de 1887 vient interdire toute modification essentielle dans l'aspect ou la tenue de l'immeuble, cet article doit être considéré comme s'imposant, sans que puisse intervenir un accord contraire. Ce serait aller à l'encontre du

(1) Constans, *Monuments historiques et objets d'art*, thèse Montpellier, 1905, p. 32-33.

but poursuivi précisément par le classement que de tolérer des changements ou modifications telles que tout intérêt en soit supprimé ou simplement diminué.

Il en résulte que la liberté des conventions est ici limitée par cette considération qu'un changement sans grande portée apparente peut amoindrir la valeur de la chose au point de rendre le classement sans objet. Les clauses à discuter seront donc, en réalité, d'une importance secondaire, porteront sur des points de détail, le plus souvent, avons-nous dit, sur le concours pécuniaire de l'État.

Quant aux monuments historiques, le contrat ainsi formé n'est point un contrat ordinaire, c'est un contrat administratif, qui n'est point, par conséquent, de la compétence des tribunaux civils, mais qui n'est pas, non plus, de la compétence des conseils de préfecture. C'est le ministre qui statue, comme pour les marchés de fournitures, prévus par le décret du 11 juin 1906 et un recours au Conseil d'État est possible.

Si maintenant nous nous demandons sur quels points le litige peut porter, nous devons avoir recours aux travaux préparatoires à la discussion devant le Sénat. La formule votée par la Chambre pour l'article 3 *in fine* était la suivante :

« *S'il y a contestation sur l'exécution de l'acte, il sera statué par le Ministre des Beaux-Arts, sauf recours au Conseil d'état statuant au contentieux.* » Le rapporteur demandait

au Sénat de substituer le mot « interprétation » au mot « exécution ». M. Bardoux, dans le but d'éviter les équivoques, et faisant remarquer que le mot interprétation dans le langage administratif est pris au sens littéral, obtint l'adjonction du mot exécution au mot interprétation et c'est ainsi qu'on obtint la rédaction de l'article 3 *in fine* : « S'il y a contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de cet acte... » « Alors, dit M. Bardoux, nous « aurons à la fois le sens du mot et des conditions mêmes « du contrat. »

En statuant, le ministre fait un véritable acte juridictionnel, qui donne ouverture à un contentieux de pleine juridiction. Le Conseil d'État est juge d'appel, il ne se contentera pas d'annuler la décision prise par le ministre, comme en cas d'abus de pouvoir, il la réformera (1).

Telle est la situation créée par la loi de 1887 au contrat de classement intervenu entre le propriétaire et l'administration. La loi sur les sites et paysages n'a rien prévu de semblable, elle ne contient non plus aucun renvoi à la loi de 1887, elle ne délègue les mesures d'exécution ou de détail à aucun règlement et, dans ces conditions, on peut

(1) Ce n'est point ici le lieu d'examiner la controverse sur les pouvoirs juridictionnels du ministre. Remarquons avec M. Tetreau, que les termes de l'article 3 : « le ministre statue » sont formels et qu'il s'agit d'une décision contentieuse.

Voir Berthélemy. *Traité de Droit administratif*, p. 893.

se demander qui aura à connaître des contestations sur l'interprétation ou l'exécution de l'accord intervenu, et nous croyons qu'il faut décider que le droit commun est applicable, et que les Tribunaux civils jugeront les contestations au sujet du contrat. Il s'agit, en effet, d'un acte de gestion et aux tribunaux judiciaires appartient la compétence pour connaître des actes de gestion (1).

Un autre caractère de classement est sa *spécialité*, c'est-à-dire qu'il s'applique *individuellement* à chaque immeuble, pour chacun il faudra un « arrêté spécial » de classement et cela découle fort justement du caractère contractuel que nous venons d'examiner. On peut très bien concevoir d'autres méthodes de classement, mais elles s'accordent mal avec un respect absolu de la propriété privée. Nous avons un exemple récent d'une mesure générale prise à l'égard d'un certain nombre de monuments, dans la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. L'article 16 § 2 opère un classement en bloc et provisoire de tous les objets mobiliers ou immeubles par destination mentionnés dans l'article 13. Mais cette mesure n'atteint que des choses appartenant à des personnes morales : État, département, communes et encore sous certaines réserves (2).

On pourrait très bien concevoir une législation soumet-

(1) Berthélemy, *Traité de droit administratif* 4^e éd. page 890.

(2) V. Circulaire du Ministre des Cultes aux préfets en date du 10 décembre 1905 (J. Off. 11 déc. 1905, p. 2210).

tant à un régime spécial une certaine classe de monuments, par exemple les restes de la domination romaine ou de l'époque féodale, les arbres datant d'une certaine époque comme les Sully, et cela serait évidemment exclusif du caractère contractuel dont nous parlions tout à l'heure, ce serait une mesure d'autorité prise par l'administration. On tendrait vers ce système avec la création de la propriété privée d'intérêt public dont nous avons parlé dans l'introduction, et c'est ce qui existe à peu près dans le projet badois qui élève au rang de fondement légal les signes auxquels on reconnaît un monument. Sur cette indication générale, tous les monuments similaires tombent sous l'application de la loi : on suppose que le propriétaire en reconnaît la qualité. (V. projet badois § 3).

En Hongrie, la loi de 1891, article 4 place sous la protection de la loi, tout ce qui, sur ou sous terre, présente un intérêt historique ou artistique.

Mais avec raison, on considère que le meilleur système est le type français : la description individuelle. C'est le système à peu près universellement employé, même par les législations comme la loi italienne qui n'exige point pour le classement le consentement du propriétaire, (1) même par celles comme c'est le cas pour le projet hessois qui n'admettent point le classement individuel pour les monuments de l'État et des personnes morales (2).

(1) L. Italienne, Art. 5 et 23 V. aux Annexes.

(2) Art. 8, 9, 10, 24. Projet hessois V. aux annexs.

M. Wieland se montre très partisan du système français ; il voit dans le classement une consécration officielle (1).

Les monuments en France sont classés sous les catégories suivantes : monuments mégalithiques ; monuments antiques, monuments du moyen âge ; de la Renaissance et des temps modernes.

Quant aux sites et aux paysages ils ne sont encore point rangés sous des rubriques différentes.

Continuant à examiner les caractères que présente le classement prévu par les lois de 1887 et de 1906, nous en arrivons à nous demander s'il constitue une servitude. A chaque instant l'exposé des motifs, la discussion, les commentateurs se servent de cette expression : « servitude de classement ». Et, position prise, nous verrons les conséquences qu'on en peut tirer au point de vue de la publicité, et du droit à l'indemnité.

Au sens du droit civil, nous devons répondre négativement, car si notre classement présente, au point de vue de la nature de la charge, les caractères de la servitude au sens juridique, (on retire à un propriétaire l'exercice partiel de son droit) (2), nous ne voyons pas apparaître la distinction du fonds servant et du fonds dominant exigée

(1) Wieland, *loc. cit.* p. 24.

(2) V. Planiol. T. T. 3^e éd. p. 932.

par l'article 637 C. civ. « *Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire.* » Il n'est cependant point impossible en notre matière de voir se dégager ces caractères, il suffit d'envisager les législations qui protègent en même temps que le monument lui-même, les environs directs de ce monument ; un exemple nous apparaît dans la loi italienne : l'article 13 traite des mesures à prendre pour réglementer la hauteur des constructions nouvelles, les distances à observer, etc... dans le voisinage des monuments classés. Il apparaît bien ici qu'il y a deux fonds ; le fonds servant et le fonds dominant. Ceci a d'ailleurs une importance au point de vue du droit à l'indemnité et l'article 13 in fine admet une « équitable compensation. » (1)

Dans le même sens on peut consulter la loi hessoise, article 24, § 2.

Ces servitudes sont des conséquences du classement, mais le classement lui-même n'a jamais constitué une servitude de droit civil.

C'est cependant une servitude, mais une servitude administrative, servitude établie sur le fonds d'un particulier dans l'intérêt général, au même titre que les servitudes militaires, les servitudes de voirie, les servitudes pour la protection des eaux, les servitudes d'occupation tempo-

(1) V. L. 12 juin 1902 traduc. Carpentier.

raire... (1). Ce qui différencie ces différentes catégories de servitude du droit civil, c'est en premier lieu et tout justement l'absence de fonds dominant; de ce premier caractère, il résulte qu'elles ne sont point régies par le droit civil, mais bien par le droit administratif : (article 649 et 650 C. civ.) c'est, en second lieu, qu'elles sont hors du commerce en dehors d'extinction conventionnelle ou de prescription, mais sur ce point il nous faut admettre une restriction précisément quant au déclassement, la possibilité du déclassement, qu'est-ce sinon une extinction conventionnelle? Mais il n'en reste pas moins vrai que la prescription ne crée point de titre et que l'usage abusif d'un monument ou d'un site classé, alors même que cet usage se serait prolongé trente ans, ne donne aucun droit au propriétaire ou à l'usurpateur. Enfin une troisième différence vient de ce qu'une servitude administrative telle que la servitude du classement peut, indifféremment, consister in patiando ou in faciando, une servitude de droit civil ne peut consister qu'in patiando, jamais in faciando. Ainsi quant au classement il pourra être stipulé que le propriétaire subviendra dans une mesure déterminée aux réparations ou sera tenu de prendre certaines dispositions.

Tel est le caractère du classement : servitude administrative, nous aurons à voir dans la suite, si, à raison de ce caractère nous devons repousser toute idée de publicité, et dénier au propriétaire tout droit à indemnité.

(1) V. Berthélemy, *Droit administratif* — 4^e éd. 595-596.

§ 2 Étendue du classement

Sans nous accuser plus longtemps des caractères que présente le classement, nous abordons la question de savoir quelle est l'étendue de ce classement : il peut être total ou partiel. Total, quand l'édifice entier paraît digne d'être conservé ; partiel, quand une partie seulement mérite d'attirer l'attention et le règlement d'administration publique de 1889, article 1 § 2 s'exprime ainsi : « l'arrêté détermine « les parties de l'immeuble auxquelles le classement « s'applique. »

Une telle disposition doit être entièrement approuvée : il n'est point rare qu'un édifice ne présente que certaines parties intéressantes, par exemple dans un château on classera une tour, dans une église un portail, ou bien un cloître, une chapelle, des fonts baptismaux, un vitrail, une cloche.

Sage mesure au point de vue budgétaire, les ressources du Ministère des Beaux-Arts sont limitées et malgré le principe répété bien souvent que le classement n'entraîne aucun droit à subvention, il n'en demeure pas moins acquis que l'État est moralement tenu d'aider aux charges, et souvent des clauses formelles l'y astreignent, et, dès lors, on conçoit facilement que réduire l'étendue du classement, c'est en somme réduire la dépense et répartir le crédit sur un nombre d'édifices plus grand.

Il est difficile d'appliquer cette distinction de classement total et classement partiel aux sites et paysages, la loi de 1906 n'en parle point. D'ailleurs par les définitions que nous avons données, ces deux mots impliquent quelque chose de partiel : un paysage est une partie de la nature, un site est une partie d'un paysage. Si l'on veut cependant pousser à fond le parallèle, on pourrait voir un classement total dans le fait de comprendre sur la liste, un groupe de roches ou un bois, et un classement partiel dans le fait de ne comprendre qu'un ou plusieurs arbres de ce bois ou une seule roche du groupe. Ce serait là d'ailleurs distinction subtile et peut-être sans grand intérêt pratique,

L'examen de l'étendue du classement nous entraînerait fort logiquement à étudier quelles catégories d'immeubles il faut comprendre : immeubles par nature, immeubles par destination, mais c'est ce que nous avons déjà indiqué dans l'introduction (1). Nous ne reviendrons point sur ces distinctions, il nous suffira de traiter les points qui n'ont point été alors examinés.

Remarquons tout d'abord avec M. Tétreau (2) que le classement partiel peut, sans aucun inconvénient, s'appliquer aussi aux immeubles par destination. En fait, l'administration use largement de cette méthode, dans un autel elle classera un rétable, dans une fenêtre un vitrail, dans

(1). V. Introduction, p. 28 et s.

(2) Tétreau, *loc. cit.*, p. 28.

une chaire un bas-relief, dans les orgues les boiseries. C'est donc là un procédé courant qui n'offre aucune difficulté.

Avec M. Tétreau aussi nous poserons en principe que le classement total entraîne de plano classement de tous les immeubles par destination compris dans les immeubles classés. Admettre le contraire, aboutirait à une inconséquence : le propriétaire d'un immeuble classé pourrait impunément en détacher tel objet, en modifier tel détail, pour le plus grand préjudice de l'ensemble.

Mais il importe bien évidemment quand le classement n'est que partiel, d'énumérer les immeubles par destination qui sont englobés, ne point l'admettre serait s'exposer à de dangereux mécomptes. Il reste bien entendu que cette distinction ne s'applique et ne saurait en aucune façon s'appliquer aux Sites et Paysages régis par la loi de 1906, pas plus d'ailleurs que l'observation suivante : la distinction des immeubles par nature et par destination et leur classement entraîne cette conséquence bizarre qu'on atteint par voie détournée le classement de la propriété mobilière particulière. Or, la loi de 1887 n'admet point le classement des meubles appartenant aux particuliers. C'est une conséquence fort remarquable.

CHAPITRE II

DEMANDE DE CLASSEMENT. — FORMES. — DÉLAIS

La procédure de classement, minutieusement prévue par la loi de 1887 et son règlement est à peine effleurée dans la loi de 1906.

De qui doit émaner la demande de classement?

Quant aux Monuments historiques, en rapprochant les articles 3 de la loi et 5 du règlement, il ressort qu'elle peut émaner du propriétaire lui-même ou du Ministre des Beaux-Arts. Dans ce dernier cas, le consentement du propriétaire, consentement écrit doit être exigé comme nous avons vu plus haut.

Dans la loi de 1906 il en est autrement « *La Commission,* » dit l'article 2, *dressera une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir, au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général* ». Il suffira donc qu'un intéressé demande à la Commission de prendre tel site en considération. Comment cet intéressé attirera-t-il l'attention de la Commission départementale? Tout simplement par l'intermédiaire du Préfet, qui saisira la Commission d'une demande de classement.

Donc le procédé est excessivement simple, saisi par le propriétaire, ou tout intéressé (Section locale du Touring-Club, Représentant de la Société de Protection des paysages de France) le Préfet, président de la Commission départementale, nommée en vertu de la loi de 1906, formulera une demande qui sera examinée par la Commission. Si cette demande est prise en considération, alors s'engageront les pourparlers qui amèneront la conclusion du contrat administratif de classement ou son refus.

Et il en est bien ainsi en fait : ouvrons le Rapport du Préfet du département de l'Aude au Conseil général pour la session d'avril 1907 au chapitre concernant la protection des Sites et Paysages, le Préfet déclare que la « Commission accueillera avec empressement et reconnaissance toutes les propositions de classement dont voudront la bien saisir Messieurs les Membres du Conseil général ».

§ 2 Formes de la demande

Quant aux formes de cette demande et classement, elles sont déterminées par l'article 6 du règlement de 1879 en ce qui concerne les monuments.

« Toutes demandes de classement adressées au Ministre
« doivent être accompagnées, entre autres pièces, des documents
« graphiques représentant l'immeuble ou les détails intéressants

« du monument dont le classement est demandé, et, autant que possible des photographies de ce monument. »

La loi de 1906 est muette. Sans doute, un règlement futur pourra contenir une disposition dans le genre de l'article 6 plus haut cité, mais une telle disposition sera à titre purement indicatif. Il est d'usage administratif de préparer sur chaque question un dossier documentaire d'après lequel on peut en connaissance de cause se prononcer, et les sociétés telles que la Société de Protection des Paysages avant que de formuler leur désir, recueillent sur les questions tous documents utiles, et les soumettent aux organes compétents. C'est donc à une méthode courante que le règlement fait allusion et sa disposition ne nous apprendrait rien, si elle ne venait nous indiquer les documents auxquels on doit s'attacher avant tout. D'ailleurs nous n'y trouvons rien de limitatif. Son extension de fait à la loi de 1906 ne fait aucun doute.

Les Commissions sont ensuite appelées à donner leur avis. Dans le cas où il s'agit de Monuments historiques, la Commission unique des Monuments historiques ; dans le cas de sites ou paysages, la Commission départementale spéciale. Le consentement du propriétaire obtenu, le Ministre de l'Instruction et des Beaux-Arts prendra un arrêté de classement (Loi de 1906 article 3 § 2) (Loi de 1887 article 7).

Examinons maintenant une question connexe : quand

une demande de classement a été faite, dans quel délai l'arrêté de classement peut-il intervenir? Ici, une disposition très sage en ce qui concerne les monuments historiques, aux termes de l'article 7 du décret : « *Lorsque l'accord s'établit entre le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et l'établissement ou le particulier propriétaire de l'immeuble, l'arrêté du ministre doit intervenir dans les six mois à dater du jour de cet accord. A défaut d'arrêté dans ce délai, le projet de classement est considéré comme abandonné* ».

On a ainsi créé, au profit du propriétaire, une garantie qui n'est point négligeable : l'incertitude ne pèsera point sur son bien, d'autant plus qu'en vertu d'une disposition discutée du règlement, l'article 12, que nous aurons l'occasion d'examiner plus attentivement en étudiant les effets du classement, la demande de classement crée certaines obligations. Ces obligations assez lourdes prendront fin par la seule expiration du délai.

M. Tétreau (1) fait remarquer avec raison que cette disposition, respectueuse de la liberté du propriétaire, est une clause aujourd'hui de style dans les décrets d'expropriation, si cette dernière formalité n'est point intervenue dans un délai déterminé, le décret déclaratif d'utilité publique est considéré comme non avenu. Il en conclut, que toutes ces dispositions dérivent du même motif; délivrer la propriété privée d'une fâcheuse incertitude.

(1) Tétreau, *loc. cit.*, p. 53.

Dans un autre ordre d'idées, mais partant du même principe, nous voyons la loi sur les monuments historiques du canton de Neuchâtel du 4 novembre 1902 dans son article 9 (1) déclarer que si la demande de déclassement, émanée du propriétaire, n'a point reçu de suite dans les 6 mois, le propriétaire reprend la libre disposition de son immeuble. Ces délais sont donc impartis à juste titre, on se base ici sur une présomption, par son silence l'administration reconnaît ne faire aucune opposition en vertu de l'adage : « qui ne dit mot consent ». On simplifie aussi les formalités, ce qui n'est point à dédaigner.

Maintenant on peut se demander ce qui adviendrait dans le cas où l'administration se ravissant, ou subitement rappelée au sentiment de la réalité, voudrait classer après expiration du délai. Le propriétaire pourrait se pourvoir en Conseil d'État pour excès de pouvoir et faire annuler le décret intervenu.

Il reste d'ailleurs bien entendu qu'il n'y a point là de nullité d'ordre public, c'est une faculté donnée au propriétaire, dans son intérêt seul, il lui appartient, si bon lui semble, de renoncer à se retrancher derrière cet article 7 du règlement et d'accepter le classement tardif.

Nous n'avons rien dit, et pour cause, de la législation des sites et paysages, non point qu'on doive faire deux poids, deux mesures, mais l'absence de règlement laisse

(1) Voir annexes.

dans l'ombre bien des points importants et dans le silence des textes, il nous paraît par trop risqué de déclarer caduque la demande de classement par l'expiration d'un délai de six mois. L'administration demeure donc libre de son temps, et, théoriquement, le décret pourrait être séparé de la demande par un délai de plusieurs années. Doutons qu'il en soit pratiquement ainsi, il n'en demeure pas moins que les bonnes raisons qui ont fait admettre la règle quant aux monuments historiques n'ont point perdu de leur force en la matière. Mais en attendant qu'un règlement détermine ce point ne pourrait-on agir bien simplement ? Avec M. Tétreau nous remarquons tout à l'heure que cette clause de caducité était de style en matière d'expropriation : il ne tient qu'au propriétaire d'en exiger l'insertion dans le décret de classement et de s'y attacher comme à une condition essentielle. La clause deviendra ainsi de style en la matière en attendant de devenir légale. On parerait facilement à bien des lenteurs administratives, on fixerait aussi bien des incertitudes.

CHAPITRE III

DES EFFETS DU CLASSEMENT

SOMMAIRE : § 1. — Obligations résultant du classement : Défense de détruire totalement ou en partie. — Défense de modifier : travaux interdits : restaurations, réparations, travaux d'appropriation, travaux d'entretien urgents. — L'article 11 et le dégagement des monuments. — Le classement suit l'immeuble. — Effets de la demande de classement : controverse sur l'article 12 du règlement d'administration publique de 1889. — Absence d'effets de la demande de classement quant aux sites et paysages.

§ 2. — *Avantages consentis en retour du classement :* Garanties en cas d'expropriation, le ministre des Beaux-Arts est appelé à donner son avis. — Rien n'est prévu quant aux sites et paysages. — Exemption de certaines servitudes. — Subvention de l'État, son caractère facultatif. — Faut-il exempter les immeubles classés de l'impôt foncier ? — Application de la « Croix-Rouge » aux monuments.

§ 3. — *Des infractions aux arrêtés de classement.* — Application de l'article 257 du code Pénal. — A l'égard du propriétaire, application de l'article 1382 en vertu de l'article 12 de la loi de 1887. — Des infractions aux demandes de classement. — Tribunaux compétents. — A qui appartient l'action ? contre qui doit-elle être dirigée ?

§ 1. Obligations résultant du classement

A partir du moment où l'arrêté de classement est pris, il est interdit au propriétaire de détruire ou modifier les lieux. Défense vague et dangereuse dans son imprécision ;

très lourde déjà d'aléas et de conséquences imprévues, quand la loi a essayé de délimiter, comme c'est le cas pour les monuments historiques ; plus lourde, peut-être encore, quand l'interdiction se résout en quelques mots, comme dans l'article 3 de la loi de 1906 : « *Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect* » (1).

Examinons cette défense quant à la loi de 1887 :

« *L'immeuble classé ne pourra être détruit même en partie, « ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou « de modification quelconque si le Ministre de l'Instruction « publique et des Beaux-Arts n'y a donné son consentement* », dit l'article 4 de la loi. Il y a donc deux restrictions : défense de détruire et défense de modifier.

L'immeuble ne saurait être impunément détruit en totalité ou en partie, ceci va de soi, et il n'est point nécessaire de spécifier que cette interdiction s'étend à tous les immeubles par destination contenus dans l'immeuble : statues, toitures, tuyaux d'écoulement, glaces, etc..., bref à tous

(1) Disons tout de suite ce qui concerne les sites et paysages que c'est là le seul texte concernant les effets du classement. Il est des lois plus explicites, citons la loi Hessoise dans son article 34 : les travaux qui peuvent compromettre l'état d'un monument naturel ne peuvent être entrepris sans l'autorisation du Kreisamter. Mais il faut remarquer que le propriétaire a, à son choix, le droit de demander des dommages-intérêts ou l'achat des fonds de terre par l'État. (Art. 34. 10).

les meubles que le propriétaire a fixés à l'immeuble à perpétuelle demeure.

Il reste bien entendu que cette prohibition, dans le cas de classement total, s'étend à toute chose, et s'étend simplement aux objets énumérés, dans le cas de classement partiel.

Quant aux modifications, il nous faut distinguer diverses sortes de travaux pour lesquels l'autorisation du Ministre de l'Instruction publique est nécessaire. L'article 4 de la loi de 1887 signale les restaurations et réparations. Quelques éclaircissements nous paraissent utiles à ce point de vue.

Quand nous avons énuméré les dangers qui menaçaient les monuments, nous avons dit que le péril restaurateur était le plus redoutable peut-être, parce que le moins apparent. C'est souvent dans une intention excellente, mais avec une notoire et maladroite ignorance d'une époque, d'un style, de la valeur d'un motif, qu'agira le propriétaire. C'est un grave danger ! Peut-être, poussé par une raison d'utilité pratique voudra-t-il profiter des modifications en cours pour mettre son édifice « à jour », si l'on peut s'exprimer ainsi, le rendre plus conforme aux exigences modernes, en tout cela, il sera animé des meilleures intentions du monde.

Aussi l'article 4 croit devoir signaler, à côté des destructions, les restaurations et les réparations. Par les premières, il faut entendre les travaux qui ont la prétention de rendre au monument son aspect primitif : à cet effet,

on se sert de tous documents qu'on peut avoir : plans des architectes de l'époque, descriptions littéraires... Il est facile de juger combien ce procédé est chanceux et combien il s'y mêle souvent de conception hautement fantaisiste : c'est souvent à la suite de savantes discussions qu'on exécute dans tel sens plutôt que dans tel autre, sans plus de certitude, trop heureux quand on ne s'aperçoit pas tôt ou tard d'une grave erreur commise.

La réparation est un travail d'allure plus modeste, sans prétentions archéologiques, qui s'applique simplement à maintenir ou remettre en état telle partie qui menace ruine. Quoique sans prétention, il ne faudrait pas croire qu'elle ne présente de graves défauts, de grands dangers.

La plus innocente des réparations, quelques tuiles changées à un toit, un tuyau de conduite ajouté ou changé, et l'édifice n'en est pas moins défiguré. On comprend donc facilement les termes de l'article 4, et on comprend encore plus facilement la gêne énorme que va causer à la propriété privée cette servitude de classement. A la simple lecture de l'article 11 du règlement d'administration publique de 1889, on saisit toute l'étendue de cette gêne et cet article 11 n'est qu'énonciatif : « *Sont compris parmi les travaux dont les projets doivent être soumis à l'approbation du Ministre :*

« *Les peintures murales, les restaurations des peintures anciennes, les travaux qui ont pour objet d'agrandir, dégager,*

*« isoler et protéger un monument classé, et aussi les travaux tels
« qu'installation de chauffage, d'éclairage, de distribution d'eau
« et autres qui pourraient, soit modifier une partie quelconque
« du monument, soit en compromettre la conservation. »*

*« Est également comprise parmi les travaux, la construc-
« tion de bâtiments annexes à élever contre un monument classé.
« Aucun objet mobilier ne peut être placé à perpétuelle demeure
« dans un monument classé sans l'autorisation du Ministre de
« l'Instruction publique et des Beaux-Arts ».*

Et ce ne sont là que des exemples, on pourrait multiplier les cas et se rendre compte qu'une épée de Damoclès est éternellement suspendue sur la tête du propriétaire.

Si nous en doutions, nous n'aurions qu'à consulter les travaux préparatoires de la loi de 1887, pour demeurer convaincus de toute l'étendue de cette prohibition. Au Sénat, l'énumération de ces défenses avait éveillé en M. Combes, un mouvement de défiance, et, prenant la parole au nom de la propriété privée, il proposait un article additionnel ainsi conçu : (1)

(1) Ce que nous verrions sans inconvénient c'est d'obliger l'administration à fournir son avis dans un certain délai. L'exemple nous en est donné par la loi Hessoise dans son article 13 : quand il s'agit de changement, restaurations ou autres améliorations, le propriétaire est dans l'obligation de demander l'autorisation du « Deukmalpfleger » et dans le cas où ce dernier n'a point répondu dans un délai de 6 semaines, le propriétaire recouvre toute liberté.

Six semaines sont sans doute un délai un peu court mais la fixation d'un délai serait certes un utile stimulant.

« Le consentement préalable des Ministres ne sera pas
« nécessaire pour les travaux d'appropriation et d'aména-
« gement effectués par le propriétaire, si ces travaux
« n'altèrent point la disposition primitive ou le caractère
« architectural de l'édifice. »

Ainsi M. Combes voulait empêcher toute inquisition vexatoire de l'administration.

M. Bardoux, rapporteur, combattit l'amendement avec énergie : « Le but de la loi, disait-il, est précisément
« d'empêcher que l'immeuble classé puisse être l'objet de
« travaux de restauration, de réparation ou de modification
« quelconque, sans le consentement ou l'approbation du
« Ministre des Beaux-Arts. Nous avons d'autant plus de
« raison d'introduire cette disposition dans la loi que nous
« avons entre les mains des documents qui nous appren-
« naient dans quelles circonstances incroyables ont com-
« plètement disparu des monuments d'une grande
« valeur. »

M. Bardoux citait de nombreux exemples parmi lesquels le cas typique de l'église de Guérande dans la Loire-Inférieure : à la suite de réparations maladroites on dût abattre le clocher. Il concluait ainsi : « Et d'ailleurs qui décidera
« si ces travaux d'appropriation sont ou non de nature à
« altérer le caractère architectural de l'édifice ? Il faudra
« toujours revenir au Ministre ; son avis et son consente-
« ment seront toujours indispensables ; par conséquent

« l'amendement n'a pas d'intérêt et si vous l'acceptiez vous
« détruiriez la loi que nous allons faire. »

Et l'article additionnel de M. Combes fut repoussé.

Mais il ne faut pas croire que la législation soit dracoenienne et si éloignée de l'amendement de M. Combes : le règlement ne prohibe les travaux dont il donne des exemples, qu'autant qu'ils pourraient soit modifier une partie quelconque du monument, soit en compromettre la conservation. Alors qu'y-a-t-il de changé ? ceci simplement, que le propriétaire ne pouvant retrancher sa bonne foi derrière un texte impératif, doutant de déterminer exactement le caractère de la réparation qu'il entend faire, soumettra dans tous les cas son projet, à l'administration.

Les auteurs qui ont écrit sur cette question sont d'accord pour reconnaître que dans le cas d'urgence les travaux d'entretien pourraient être exécutés sans autorisation préalable, à charge d'en référer au plus tôt pour ces derniers à l'administration des Beaux-Arts; (1) et en parlant de réparations, d'entretien, M. Pariset définit parfaitement : « celles que l'on fait au jour le jour, qui sont urgentes et « ne modifient en rien l'état de chose existant. » Il admet parfaitement qu'on puisse remplacer les tuiles d'une toiture à condition d'employer des matériaux semblables à ceux qui s'y trouvaient déjà, réparer les fermetures à condition de n'y rien changer, etc...

(1) Voir *loc. cit.* Pariset pp. 99 et 1 Tétreau, pp. 59 et 1. Constans, p. 41.

Avec raison M. Pariset tire argument des nécessités que la pratique impose, de l'urgence de la réparation, de son caractère insignifiant, des lenteurs administratives, qui sont elles-mêmes une nécessité, et si nous adoptons cette manière de voir, c'est bien plutôt pour obéir à ces considérations d'ordre pratique, que, convaincus par l'argumentation qu'il essaie de tirer du règlement de 1889 article 9. Cet article refuse la participation financière de l'État aux réparations d'entretien et on en conclut que l'administration s'en désintéresse. Mais tout cela n'est que discussion purement théorique et, dans le doute, le danger planera toujours sur l'acte du propriétaire. Aussi est-il expédient pour ce dernier, de bien stipuler, dans le contrat de classement à intervenir, la limite de ses droits quant à l'aménagement et aux réparations.

Et maintenant, quelques détails sur cet article 11 du règlement de 1889 et les controverses qu'il a soulevées.

On a critiqué celle des dispositions de cet article qui interdit le dégagement ou l'isolement du monument classé sans une autorisation ministérielle et aussi celle de ces dispositions qui interdit également la construction de bâtiments annexes à élever contre un monument classé. L'immeuble, dit M. Pariset (1) ne subit pas de modification en lui-même, surtout quand il s'agit de dégager ou d'isoler,

(1) Pariset *loc. cit.*, page 98.

et l'auteur de conclure que le règlement, en prenant cette mesure, outrepassé légèrement ses droits, et de conseiller à la jurisprudence de se montrer large dans l'appréciation de ces travaux. Nous tenons pour plus vraie l'opinion de M. Tetreau (1). Il était du devoir du règlement de prendre toutes mesures pour atteindre les fins visées par la loi, la conservation du monument, c'est dans cet esprit qu'elle édicte des précautions, quant aux mesures qui pourraient en compromettre la solidité, M. Pariset reconnaît lui-même que les travaux visés peuvent compromettre la solidité de l'immeuble classé et leur exécution peut nuire à la conservation de l'immeuble. Les mêmes dangers se présentent quand il s'agit de constructions neuves : elles peuvent toujours compromettre la solidité d'un vieil édifice, qui a souvent bien de peine à se soutenir lui-même. En dehors de cette raison de tout premier ordre, nous pouvons faire valoir d'autres considérations. Après une première fièvre archéologique, engoûment passager pour les monuments se dressant seuls au milieu d'un désert, on n'a point tardé à voir ce qu'un tel système avait à la fois de peu conforme au goût artistique et de bien souvent contraire à la vérité archéologique ou historique.

Que de fois avons-nous vu cette idée développée qu'un monument n'était pas fait pour être complètement isolé, qu'à ses flancs se blotissaient de pauvres échoppes qui leur

(1) Tétreau *loc. cit.* page 60.

servaient de point de comparaison : « Les architectes, écrit « Ferdinand Bac, artiste doublé d'un littérateur (1), « ignorent sans doute la cohésion intime qui liait ces « monuments à leurs villes, ils ignorent pourquoi ces « maisons étaient aussi étroitement serrées autour des « cathédrales. C'est beau, disent-ils, dégageons-le ! » ils rasant des quartiers entiers pour l'isoler dans un désert. Vous leur diriez que la création de ces déserts autour des cathédrales est un acte sot et criminel, vous les étonneriez beaucoup. Ils pensent avoir fait pleinement leur devoir de courtoisie vis-à-vis du passé ?...

« Contrairement aux hommes illustres qui sont grands « de loin et petits de près, les cathédrales doivent con- « server dans leur entourage immédiat des points de « comparaison pour qu'on sente leur ascendant sur nous.

« C'est une grosse erreur de notre temps que de croire « que les architectes créaient des cathédrales pour être « examinées de loin comme un tableau d'apothéose dans « un ballet.

« D'abord la raison supérieure de la défense le leur inter- « disait : dans l'exiguité des emplacements dont dispo- « saient les cités fortifiées, ils ne pouvaient avoir qu'une

(1) Voir Ferdinand Bac : *Ville Allemagne*, librairie Charpentier, 1906, p. 58 et s.

Voir aussi la critique des auteurs tels que Huysman (*La Cathédrale*) ; André Hallays (*en Flânant à travers la France*) ; Voir Tétreau *loc. cit.* p. p. 60, 61, 62, 63).

« seule intention : leur rapprochement et non l'isolement, « l'émotion et non l'étude ».

Cette idée est devenue aujourd'hui assez courante pour que nous puissions en conclure que les craintes formulées ne sont point vaines. Détruire ce qui touche au monument peut en amener la destruction matérielle, détruire ce qui l'avoisine, c'est parfois aussi détruire ce monument dans ce qu'il a de caractéristique et de pittoresque.

Nous avons voulu, sans plus, énoncer une idée qui trouvera bientôt son application dans un chapitre spécial : la protection des environs du monument, beaucoup de législations sont entrées dans cette voie, c'est le courant moderne que nous aurons à examiner.

Le dernier alinéa de l'article 11 prévoit le cas où les intéressés, en notre cas le propriétaire, voudraient placer à perpétuelle demeure dans un monument classé et sans l'autorisation du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un objet mobilier. Ces objets peuvent évidemment nuire au caractère, et à la netteté de l'édifice et nous retrouvons la même prohibition dans le Duché de Hesse, (loi art. 3, al. 2). Bien évidemment ceci suppose qu'il y a un classement total, car nous avons vu, que lorsque le classement était simplement partiel, il importait de bien spécifier à quels objets il s'étendait.

Des exemples ont prouvé qu'une telle prohibition n'était point vaine. M. Tétreau rapporte un fait ayant trait à

l'église Saint-Ouen de Rouen qui est typique en l'espèce, il ne s'agissait point d'une propriété privée, mais d'une église, il n'en demeure pas moins qu'il en serait exactement de même dans la situation qui nous occupe tout spécialement.

Remarquons, en terminant sur ce sujet des restrictions causées par le classement à l'exercice du droit de propriété, que tous ces effets suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe (art. 4, alinéa final). Telle l'hypothèse prévue par l'art. 2114, c. civ., la servitude de classement grève indéfiniment l'immeuble. C'est là une précaution qui va de soi, qu'on ne soit point obligé de rétablir un classement à chaque transmission de propriété et on ne doit point s'étonner de voir cette sage mesure dans bien des législations : Ainsi l'art. 13, al. 2 de la loi du canton de Vaud (1898) dit que les effets du classement suivront l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe. Ainsi l'art. 8 de la loi du canton de Neuchâtel : les effets du classement suivent les immeubles et meubles classés, en cas d'aliénation autorisée en quelques mains qu'ils passent. Mais on peut se demander et nous nous demanderons, dans un examen critique plus approfondi, si la loi a pleinement sauvegardé les intérêts des tiers acquéreurs ou des intéressés. Le propriétaire vendeur n'aura rien à déclarer, l'acheteur n'aura sans doute point songé à faire des recherches bien spéciales pour connaître la gêne qui paralyse

en partie son droit de propriété. A son insu il aura la surprise de voir son droit réduit et, peut-être, aura-t-il sans le savoir, contrevenu aux défenses de la loi de 1887. Nous aurons donc tout lieu de nous demander si, malgré les objections, la plupart purement théoriques, il n'y a point lieu d'organiser en la matière une certaine publicité, comme cela existe, d'ailleurs, dans le pays de législation plus récente, citons pour mémoire, la loi Suisse du Canton de Neuchâtel du 4 novembre 1902, art. 5, qui ordonne l'inscription au cadastre, et l'art. 11, qui ordonne la radiation en cas de déclassement, citons encore la loi du canton de Berne qui ordonne la mention sur l'Amtsblatt (1).

Quant aux sites et paysages rien n'est dit dans la loi de 1906, en ce qui a trait à cette transmission des effets du classement. Cela est bien évidemment sous-entendu, et l'observation que nous venons de faire reçoit ici son entière application, nous aurons donc tout lieu de nous placer à un point de vue général.

*
* *

Il importe maintenant d'examiner une grave question, qui a soulevé déjà de longues controverses : c'est celle des effets de la demande de classement. L'article 12 du règlement s'exprime ainsi : « *Les immeubles qui seraient l'objet*

(1) Voir le texte de ces lois aux annexes.

« d'une proposition de classement en cours d'instruction ne pour-
« ront être détruits, restaurés ni réparés sans le consentement
« du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, jus-
« qu'à ce que la décision ministérielle soit intervenue, si ce n'est
« après un délai de trois mois à dater du jour où la proposition
« aura été régulièrement portée à la connaissance de l'établis-
« sement public ou du particulier propriétaire ». Cet article
dès son apparition souleva les critiques d'un éminent pro-
fesseur de droit administratif, M. Ducrocq (1), qui voulut
y voir une illégalité : pouvait-il appartenir à un simple
décret de prendre une telle mesure ? d'étendre ainsi les
effets du classement à la demande du classement ? d'aug-
menter les charges de la propriété privée, étant donné
surtout que la loi n'attache les effets ci-dessus énumérés
qu'au classement prononcé, étant donné aussi que le clas-
sement de la loi de 1887 n'a d'effet qu'autant que le con-
sentement du propriétaire existe et est mentionné ? On ne
trouve aucune bonne raison d'étendre ici une mesure de la
loi qui existe, en effet, quant aux meubles, nous voulons
parler de la distinction entre un classement préalable et
un classement définitif. Et on ne saurait objecter qu'une
telle mesure était d'une manière implicite renvoyée au
règlement par l'article 18 de la loi. Cet article déclare
qu'un règlement d'administration publique déterminera
les détails d'application. Une telle mesure n'est point un

(1) Voir Ducrocq : *la loi du 30 mars 1887*, pp. 22 et s. Alphonse Picard, 1889.

détail d'application, c'est une véritable atteinte au droit de propriété.

Malgré toute la logique d'un tel raisonnement, et l'autorité qui s'attache au nom du savant professeur, nous préférons adopter la thèse contraire, et cela pour une raison d'utilité pratique que M. Ducrocq lui-même est loin de n'avoir pas envisagée : il s'agit de savoir si, menacé par une demande de classement, neuf fois sur dix, le propriétaire ne sera pas tenté de défigurer, sans plus tarder et d'une façon irrémédiable, ce qui peut devenir pour lui la cause de tant d'ennuis.

Cette raison suffit pour nous décider entièrement et nous accueillons, seulement à titre accessoire, les autres raisons qui viennent à l'appui de notre thèse.

Dans les travaux préparatoires nous trouvons cette assurance qu'on aurait modifié en notre sens l'article 3, n'était le désir qu'on avait de ne point retarder la promulgation de la loi. Voici d'ailleurs un passage du dernier rapport de M. Antoine Proust à la Chambre cité textuellement par M. Ducrocq ; le rapporteur constate que l'« on n'a point « établi de distinction entre le classement préalable et « le classement définitif, puisque, dans la pratique actuelle, « le classement préalable n'a qu'un effet suspensif jusqu'au « jour où intervient l'accord entre l'administration et le « propriétaire. » Et le rapporteur ajoute : » on aurait pu ainsi rédiger l'article 3 : « L'immeuble appartenant à un « particulier sera préalablement classé par un arrêté du

« Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
« sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux...,
« mais l'opinion de la Commission est que, pour ne pas
« retarder la promulgation d'une loi impatientement
« attendue, il convient de maintenir l'article 3 en ses deux
« paragraphes, tel qu'il a été voté par le Sénat » (1).

L'esprit des législateurs était évidemment tel que, d'une façon implicite, ils admettaient le classement préalable : s'ils ne l'ont pas explicitement énoncé, c'est purement et simplement pour une raison de procédure législative.

M. Ducrocq invoque, il est vrai, le paragraphe 4 de l'article 3 qui dispose que l'immeuble appartenant à un particulier ne pourra être classé qu'avec le consentement du propriétaire ; mais on peut très bien comprendre ce paragraphe 4 en un sens tout différent et dire que le consentement est, en effet, exigé pour le classement proprement dit, c'est-à-dire, le classement complet, irrévocable, et non pour le classement préalable, classement sous condition résolutoire.

L'article 12 constitue bien, d'ailleurs, un détail d'application de la loi. On veut parer à un grand danger de destruction volontaire qui menacerait l'immeuble, c'est une mesure d'inévitable et de sage prudence. Et, remarquons le bien, ce n'est point une aggravation dans l'atteinte au droit de propriété ; aucune atteinte nouvelle : simplement

(1) Rapport de M. Proust à la Chambre, n° 1501, p. 120.

une application anticipée mais non plus sévère, une gêne momentanée, et, suivant M. Tétreau, une simple interdiction administrative temporaire de réparer ou détruire sans autorisation.

Etant donné le grand intérêt pratique qui s'attache à cet article 12, nous nous rendons volontiers à ces raisons, mais pour mettre fin à toute discussion, il serait bon qu'une telle mesure soit comprise dans une refonte de la loi sur les monuments historiques.

Aujourd'hui la question s'élargit, et, dans le silence complet à ce point de vue de la loi du 21 avril 1906, il est permis de se demander ce qui adviendrait dans le cas où, un propriétaire, sentant peser sur lui la menace d'un classement, saperait dans un mouvement un peu radical d'humeur la cause d'un trouble futur. S'il est permis de discuter les effets de la demande de classement en ce qui concerne les monuments historiques, (puisqu'il y a un règlement prévu par la loi et qu'on peut à souhait discuter la légalité de ses dispositions,) ici le doute n'est point permis. Oui, Jacques Bonhomme pourra s'éviter des ennuis, il n'aura qu'un geste à faire; voilà un bois bien agréable à la vue, en quelques jours il sera transformé en bonnes bûches qui pétilleront dans l'âtre; voilà de beaux rochers, quelques grammes de dynamite et ils serviront de moellons ou de cailloux sur les routes; pour tout Jacques Bonhomme pourra agir ainsi, on le menace il se

défend, quoi de plus juste. Il a le droit pour lui, droit absolu, que vient-on l'inquiéter ! Il sait qu'à la préfecture siège une commission, bien gravement, qu'elle a marqué tel point de son domaine d'un trait rouge, et son plaisir s'accroît fort malicieusement à penser que leurs décisions seront vaines et qu'à lui seul il défie tous les arguments, on peut ainsi se demander si demain cette commission chargée de sauvegarder nos sites ne prononcera pas contre eux des arrêts de mort. Signalons le danger, souhaitons de nous tromper, mais ne cherchons point à nous appuyer sur une argumentation quelconque, le point d'appui céderait sous notre effort.



§ 2 : Avantages consentis en retour du classement

Ayant ainsi envisagé les restrictions au droit de propriété dans son exercice, en vertu des lois de 1887 et 1906, nous avons à nous demander si du moins des avantages réels, appréciables ne viennent pas largement compenser de si lourdes charges, au point de faire rechercher le classement sur le propriétaire comme une véritable aubaine.

Ces avantages que nous allons essayer de dégager s'appliquent en totalité aux monuments classés en vertu de la loi de 1887 et en partie seulement aux sites et paysages en vertu de la loi de 1906.

C'est d'abord l'interdiction de poursuivre l'expropriation de l'immeuble classé sans l'accomplissement des formalités. Autant de garanties pour le propriétaire qui n'aura peut-être consenti aux charges du classement que dans l'espoir de ne pas se voir dépossédé d'un bien auquel il peut tenir pour des raisons d'affections.

Nous pourrions nous demander si cette assurance n'est pas factice et si l'on a ainsi atteint le maximum des garanties.

La loi de 1906 est absolument muette sur ce sujet. Il semble cependant logique de faire intervenir le Ministre des Beaux-Arts et la Commission départementale dans l'enquête *de commodo et incommodo* qui sera faite en vue d'une expropriation.

Quant aux monuments, la loi de 1887, art. 4, § 2 s'exprime ainsi : « *L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne pourra être poursuivie qu'après que le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations* ».

On a voulu ainsi éviter aux monuments l'expropriation exercée dans différents buts d'intérêt public, notamment en ce qui concerne les tracés des nouveaux chemins vicinaux « la dernière ligne du second paragraphe de l'article 4, disait M. Courcelle-Seneuil, a pour objet de soustraire les monuments historiques aux dispositions sommaires des articles 14, 15 et 16 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, bien qu'il fut peu pro-

« bable qu'un préfet passât jamais outre malgré l'opposition du Ministre des Beaux-Arts. »

Aujourd'hui, en vertu de l'article 86, § 3 de la loi du 10 août 1871, c'est la Commission départementale qui décide en la matière, mais il n'en reste pas moins que ses décisions portant reconnaissance et fixation de la largeur d'un chemin vicinal attribuent définitivement au service le sol compris dans les limites qu'ils déterminent, en vertu de l'article 15 de la loi de 1836 ; elle autorise pleinement les travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux, en vertu de l'article 16, et le procès-verbal du juge-commissaire emportera translation de propriété définitive. Quant au recours en cassation, il n'a lieu que dans certains cas prévus et suivant certaines formes déterminées par la loi du 3 mai 1841.

Une procédure abrégée existe, aussi, en ce qui concerne les chemins ruraux en vertu de la loi du 20 août 1881 : s'il ne s'agit ni de maisons, ni de propriétés closes, une procédure abrégée et expéditive permet au jury d'accomplir sans grandes formalités ses opérations.

Sur tous ces points des dangers étaient surtout à craindre ; mais la loi de 1887 a statué d'une façon générale, et la même formalité s'appliquerait à tous les autres cas d'expropriation.

La situation est donc telle : dans tous ces cas le Ministre des Beaux-Arts doit être appelé à donner son avis.

Mais rien n'est dit dans la loi quant aux effets d'une

opposition du Ministre? C'est là une lacune grave. Dans le silence de l'article 4, il ne faut point hésiter à décider que la réponse défavorable ne fera point obstacle à l'expropriation.

En somme la défense de l'article 4 se ramène à peu de chose : Si le Ministre n'a point été invité à donner son avis, la procédure d'expropriation est entachée de nullité, on peut alors se pourvoir en Conseil d'État, pour excès de pouvoir, en soutenant que les formalités prévues par l'article 4 de la loi du 30 mars 1887 n'ont point été observées ; on peut aussi, comme le fait observer M. Tétreau, attaquer le jugement d'expropriation par la voie du recours en cassation pour violation de la loi, et notamment, parce que le tribunal n'aurait point vérifié l'accomplissement de la formalité nouvelle édictée par le second paragraphe de l'article 4. Mais si le Ministre a été appelé à donner son avis, sans tenir compte de sa réponse, on peut poursuivre l'expropriation. Son avis est exigé à peine de nullité, mais sans aucun effet prohibitif.

Il en est tout autrement en ce qui concerne les sites et paysages ; dans le silence absolu de la loi de 1906, on ne peut en conclure que pareil avis soit exigé : quand l'expropriation sera poursuivie en vertu de la loi générale de 1841, le Ministre pourra, sans aucune obligation d'ailleurs pour lui, intervenir à l'enquête *de commodo et incommodo*, mais il ne pourra même point intervenir quand il s'agira

des lois de 1836 et 1881, or ceci est d'autant plus regrettable, que les tracés de chemins vicinaux, les rectifications de chemins, dans la majorité des cas, menaceront d'atteindre des sites et paysages classés bien plus souvent que des monuments, restriction faite cependant des monuments mégalithiques.

S'il existe, en ce qui concerne les monuments historiques, une ombre de protection contre les dangers d'une expropriation pour cause d'utilité publique, cette ombre même s'évanouit quand il s'agit d'un moment naturel classé suivant la loi de 1906 !

Un autre avantage, plus réel celui-là, est accordé par l'article 4 § 3. C'est l'exemption pour le monument classé de certaines servitudes. Les unes ne s'entendent que des monuments prévus par la loi de 1887, d'autres peuvent s'entendre aussi des monuments naturels prévus par la loi de 1906.

Les termes de la loi de 1887 sont formels, il y a exemption de toutes les servitudes d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation de l'immeuble (1).

On veut éviter d'assujettir les monuments classés aux règlements rigides qui veulent de longues voies bien droites, selon l'art moderne de construire les villes. A un tel affranchissement, on ne peut que gagner : l'esthétique

(1) Voir dans le même sens la loi Hessoise, art. 23, parag. 1.

d'abord, les souvenirs archéologiques ensuite, y trouveront leur part. On ne verra plus de déplorables actes de vandalisme, tel celui que déplorait Vitet, quand, sous un vain prétexte d'alignement, on détruisit la façade de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin. L'article 4, paragraphe 3, prévoit aussi d'une façon générale toutes autres servitudes qui peuvent dégrader ou déprécier le monument : citons à titre d'exemple, la servitude de grattage, de badigeonnage des façades, l'obligation de se conformer aux règlements concernant la hauteur des maisons (1), à ceux concernant les saillies des édifices sur la voie publique : balcons, toits en surplomb et gouttières anciennes, qui pourront, sans contrainte, déverser leur contenu sur les passants distraits.

Tout cela est fort raisonnable, modifier en quoique ce soit un détail de construction serait souvent nuire à l'ensemble, plus souvent peut-être nuire à la solidité de l'édifice. La loi a statué in genere et a très sagement agi en cela, car des faits nouveaux se présentent aussi menaçants que n'importe quel règlement de voirie et de salubrité auquel on est tenté de penser tout d'abord, et que nos législateurs de 1887 avaient sans doute en vue. A l'époque où la loi fut votée, les savants travaux d'assainissement

(1) Ces règlements sont nombreux, signalons pour Paris le décret du 23 juillet 1883 portant règlement sur la hauteur des maisons, les combles et les lucarnes. — Et le décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris.

du baron Haussmann hantaient bien des cerveaux d'édiles, pour eux on était prêt à tout sacrifier. Depuis lors le progrès a doté nos villes et bientôt nos campagnes, de réseaux tenus de fils : éclairage électrique, téléphone, transport des forces à distances. M. Tétreau a examiné fort exactement dans sa thèse, la question du droit de l'État de poser, en vertu de la loi du 28 juillet 1885, des fils télégraphiques et téléphoniques sur les immeubles de particuliers, des départements et des communes (1). Nous n'hésitons point à déclarer comme lui, qu'il s'agit d'une servitude légale à laquelle l'article 4 s'applique pleinement, et il en serait de même si une servitude identique était établie demain, par une loi, en faveur de l'éclairage électrique sur les immeubles des particuliers.

Pour M. Tétreau, l'arrêté préfectoral qui autoriserait l'établissement de lignes télégraphiques ou autres sur un monument classé, pourrait être attaqué pour excès de pouvoir. Il n'y aurait donc pas seulement lieu à une action en indemnité.

Passons maintenant à la loi de 1906 : rien n'est prévu, y a-t-il exemption de servitude ? Nous ne le croyons point, aucun texte ne venant le déclarer, et cependant combien l'intérêt serait grand de prévoir en cette matière. Ne parlons point des servitudes inapplicables aux sites et paysages, mais il en est qui se comprennent fort bien : par

(1) Tétreau, *loc. cit.*, page 68 et suiv.

exemple la servitude obligeant les propriétaires à supporter les fils télégraphiques ou téléphoniques : ceci sera fréquent à la campagne, et que de fois verrons-nous, impuissants, de malencontreux poteaux déparer un site classé. Rien, croyons-nous, n'autorise à s'opposer à cette prétention administrative. C'est là une lacune fort regrettable : la loi ne s'est point préoccupée de la situation du paysage classé à l'égard des dangers extérieurs, elle n'atteint qu'un but : le préserver contre un danger purement interne, la menace de détruire ou modifier de la part du propriétaire, elle n'assure point ce dernier contre les prétentions venant du dehors, que l'administration gratifie son bois ou son rocher classé d'un poteau télégraphique ou téléphonique, il ne pourra point attaquer la mesure administrative comme entachée d'excès de pouvoir, il devra modestement, comme la loi de 1885 lui en donne le droit, faire valoir ses droits à une indemnité, simple réparation du dommage causé qui laissera subsister le mal.

Pour être juste nous devons signaler à nouveau ici l'art. 19 de la loi du 19 mai 1906, sur la distribution des forces d'énergie qui, indirectement, résout la question dans un cas particulier : « *Des arrêtés pris par le Ministre des Travaux publics, et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, après avis du Comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi*

« qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une révision annuelle ». Nous ne saurions que louer cet article de la loi, dû à l'heureuse intervention de M. le député Beauquier. C'est un résultat fort louable, mais cela ne résout qu'un cas particulier : combien il serait simple et large de dire que les sites et paysages, classés en vertu de la loi du 21 avril 1906, sont exemptés de toute servitude qui pourrait nuire à leur aspect et à leur valeur.

Un autre avantage accordé quelquefois au propriétaire d'un monument classé et qui s'étend, malgré le silence de la loi, aux sites et paysages classés, provient de la subvention consentie par l'État, le département ou la commune. Avantage réel, sans doute, mais purement facultatif : l'article 8 de la loi de 1887 pose, en principe, que le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'État aux travaux et réparations ; et, accentuant ce caractère, l'article 9 du même règlement déclare que le classement d'un immeuble et l'exécution par l'État des travaux d'entretien proprement dits ou de réparations n'impliquent point participation de l'État aux travaux de restauration. Ceci n'est qu'une affirmation nouvelle d'un principe posé par toutes les circulaires ministérielles (10 août 1837, 19 février 1861, 31 octobre 1845, etc.) Nous aurons tout lieu de critiquer ce système ultérieurement, mais ce qu'il convient de remarquer, c'est que, pour

obtenir une subvention, il faut la demander, et il faut la demander suivant certaines formes que le décret de 1889 indique dans son article 10 § 2.

*« Si le projet comporte une demande d'allocation sur le crédit
« effectué aux monuments historiques, il est accompagné de
« pièces établissant : 1° la situation financière du département,
« de la commune ou de l'établissement public qui sollicite la
« subvention ; 2° la situation financière du département, de
« la commune, le montant des sacrifices consentis soit par l'éta-
« blissement, soit par le particulier propriétaire, et celui des
« allocations de toute nature qui pourraient concourir à la
« dépense. »*

Généralement toutes les conditions sont prévues par le contrat de classement et les droits et obligations respectifs de l'État et du particulier sont réglés par le texte même. Mais il peut arriver que ces conditions soient modifiées dans la suite : supposons que l'administration offre au propriétaire une subvention qui n'avait pas été primitivement prévue, ou bien une augmentation de subvention à fin de réparer ou restaurer, il reste bien entendu qu'en échange, elle pourra imposer des conditions plus dures : les clauses seront modifiées. C'est ce qu'a prévu l'article 13 du règlement quand il s'exprime ainsi : *« L'arrêté ministé-
« riel qui alloue, détermine les conditions particulières qui
« peuvent être imposées au propriétaire et mentionne le consen-
« tement écrit de celui-ci. »* C'est donc un nouveau contrat qui réglera les rapports de l'administration, et du propriétaire.

Sur ce concours financier rien n'est prévu par la loi de 1906, mais en ce qui nous occupe, c'est-à-dire quant aux propriétés privées, il n'y a point lieu de se préoccuper outre mesure d'une question qui sera réglée par le contrat de classement et qui pourra être modifiée en même temps que ce contrat lui-même.

Tels sont les avantages consentis en retour de l'acceptation du classement. Sur ce terrain, il reste pas mal à faire, et c'est ainsi que nous accueillons bien volontiers le vœu que le propriétaire d'un immeuble classé, monument ou paysage, soit exempté, totalement ou partiellement, de l'impôt foncier. C'est l'idée exposée par M. André Hallays dans le feuilleton du *Journal des Débats* du 1^{er} mars 1907, il reproduit une lettre fort sensée d'un architecte des monuments historiques dont voici le passage important :

« Puisque tout va être changé dans l'assiette des
« impôts, il n'en coûterait peut-être pas beaucoup de com-
« prendre dans les cas de dégrèvement les immeubles
« classés. A l'heure actuelle, les maisons classées ne sont
« certes pas les plus précieuses, et les plus curieuses, non
« classées, disparaissent ou sont mutilées. On comprend
« facilement qu'un propriétaire écarte immédiatement
« l'idée de classement : Ce serait une servitude dépréciant
« sa propriété. Si au classement est affecté un privilège,
« cela modifiera les idées des propriétaires. J'imagine
« qu'il y aurait du bien à faire dans cette voie. Ce qu'il

« en coûterait au trésor, ou plutôt aux contribuables, serait
« infime d'autant plus que le dégrèvement pourrait n'être
« que partiel. »

M. André Hallays appuie vivement cette idée émise à propos du vote de l'impôt sur le revenu et il ajoute avec raison qu'il ne voit pas pourquoi, même si l'impôt sur le revenu était ajourné, on ne proposerait pas le dégrèvement en faveur des immeubles classés.

On ne saurait qu'approuver le vœu émis par l'éminent critique d'art du *Journal des Débats*, et s'il nous est permis d'ajouter un mot c'est qu'on englobe aussi, dans une application générale de ce dégrèvement, les sites et paysages classés suivant la loi Beauquier.

Enfin, il nous est permis, dans un ordre d'idées tout différent, de souhaiter qu'un autre avantage soit consenti aux monuments classés, nous voulons parler de la croix rouge applicable aux monuments historiques dans le sens du vœu sixième émis au congrès international pour la protection des œuvres d'art et des monuments (24, 29 juin 1889).
« Sur la proposition de M. Charles Normand, le congrès,
« établissant que les monuments d'art appartiennent à
« l'humanité toute entière, demande que les différents
« gouvernements désignent des représentants chargés de
« rechercher et indiquer les monuments de chaque pays
« dont la sauvegarde devrait être assurée en temps de

« guerre par une convention internationale (1) » Ceux qui ont visité Strasbourg savent peut-être combien la fameuse cathédrale eut à souffrir du siège, c'était une cible commode, un but bien apparent et ce n'est qu'en ces dernières années qu'on a pu réparer les désastres causés. La propriété privée classée aurait encore là une sauvegarde, illusoire peut-être, puisqu'elle serait sans aucune sanction, mais qu'il était tout de même bon de le signaler.

Il demeure bien entendu qu'il serait matériellement impossible d'établir la même mesure en ce qui concerne les sites et paysages et de faire flotter sur eux le petit drapeau blanc qui détournerait d'eux l'ouragan de plomb.

Enfin à une époque de décentralisation, où l'on considère avec raison que chaque région doit gérer ses intérêts avec une plus grande autonomie, ne pourrait-on accorder aux propriétaires de sites classés, une satisfaction personnelle qui les engage à accepter ce classement, ce serait de les faire entrer de droit dans les commissions régionales décentralisées qui pourraient être créées. En somme, ne sont-ils point les premiers intéressés, et, ne peut-on comprendre facilement, qu'ils prennent part aux décisions qui seront prises à leur endroit.

(1) Voir Caribert dans « *Paris* » étude très détaillée sur la Croix-Rouge pour les monuments 24 juin 1889 ». — Croix-rouge « *Echo de Paris* » 9 juillet 1889. Compte rendu du congrès international pour la protection des œuvres d'art et des monuments, 26-29 juin 1889.

Cela n'est point une nouveauté, en accordant la personnalité civile aux musées municipaux, le décret de septembre 1906, déclare que feront partie du conseil d'administration du musée tous ceux qui auront fait des dons. Mais cela existe d'une façon plus spéciale quant aux monuments dans les pays étrangers : il en est ainsi dans la loi Hessoise (art. 20).

§ 3. Des infractions aux arrêtés de classement

Les lois de 1887 et 1906 n'ont point statué en ce qui a trait aux dommages causés par quiconque aux monuments, mais simplement quant aux dommages que les propriétaires eux-mêmes portent à leur propre chose. C'est d'ailleurs assez rationnel, celui qui se rendrait ainsi coupable d'un dommage commettrait d'abord un délit contre la propriété privée, et pourrait ensuite être poursuivi conformément à l'article 257 du Code pénal pour dégradation d'un monument public. Aussi les monuments paraissaient-ils suffisamment protégés contre les atteintes extérieures et il n'était point indispensable de prévoir une pénalité spéciale.

Les lois étrangères ont agi autrement : en Suède, quiconque sans autorisation a porté une modification quelconque à un monument de l'antiquité est puni d'une amende de 5 à 500 couronnes, qu'il ait d'ailleurs connu ou

non le véritable caractère de l'immeuble. Les lieux sont remis en état à ses frais (loi de 1887, § 7). Il en est de même en Hongrie (amende spéciale de 50 à 500 florins et rétablissement des lieux en l'état). Nous pourrions ainsi multiplier les exemples : le Brésil prévoit un emprisonnement de deux mois (Code pénal, II, tit. 6, chap. 4, art. 128), et quelquefois l'envoi dans une maison de discipline pour 4 ans.

La loi française n'ayant pas réglé spécialement ce délit commis par un étranger sans droit a voulu, en ce qui concerne les monuments historiques, établir une sanction à l'égard du propriétaire aux manquements du contrat intervenu.

Cette sanction se ramène logiquement à une application de l'article 142 du Code civil : « *Toute obligation de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur* ». Le propriétaire s'est, en effet, engagé en droit à ne faire aucune réparation sans y être autorisé par l'administration. Ceci nous permet d'expliquer la mesure prise par l'article 12 de la loi de 1887 qui s'exprime ainsi (1) :

« *Les travaux de quelque nature qu'ils soient, exécutés en*

(1) Il a été amplement démontré par MM. Pariset et Tétreau que cet article 12 compris dans le chapitre des objets mobiliers était, malgré ce, une sanction générale s'appliquant aussi bien aux monuments qu'aux objets mobiliers. Cette fâcheuse disposition est due à une regrettable division en chapitres intervenue au dernier moment.

« violation des articles qui précèdent, donneront lieu, au profit de l'État, à une action en dommages et intérêts contre ceux qui les auraient ordonnés ou fait exécuter ».

Le projet qu'avait présenté M. Rousse en 1875 considérait cependant comme un délit l'atteinte portée par le propriétaire à sa propre chose et la punissait d'une amende.

Mais ce système fut écarté dans la suite et en 1881, dans son rapport au Conseil d'État, M. Courcelle-Seneuil déclarait qu'on ne voulait pas créer de délit spécial : « parce que les travaux sont entrepris le plus souvent sans intention de nuire ; mais ils causent un dommage incontestable, et ce dommage doit être réparé ». Sans doute on peut objecter que l'intention de nuire n'est pas absolument nécessaire pour entraîner amende et prison, et un exemple bien simple se présente dans les contraventions aux règlements de police. Il faut plutôt dire qu'on craignait de frapper trop peu en édictant de simples peines de police et de frapper trop fort, en établissant des peines correctionnelles contre des actes accomplis sans aucune intention de nuire et on s'est arrêté à un moyen aussi logique que commode, la condamnation à des dommages-intérêts.

Et cependant, même à l'égard du propriétaire, ces considérations n'ont point arrêté des lois étrangères, c'est ainsi que la loi Roumaine de 1893, art. 5 et 6, punit toute réparation ou restauration d'un monument, entreprise sans autorisation. L'amende est de 100 à 5.000 liv., il y a obligation de remettre les lieux en l'état primitif, et l'ar-

article 332 du Code pénal punit quiconque, même propriétaire, détruit ou endommage un monument classé.

Abandonnant, d'ailleurs son système tiré de l'art. 1142 du C. civ., le législateur français, quand il s'est agi de sanctionner le classement des sites et paysages a établi des pénalités (loi de 1906, art. 5).

« Après établissement de la servitude, toute modification des lieux sans l'autorisation prévue à l'article 3 sera punie d'une amende de cent francs à trois mille francs. »

« L'article 463 du Code pénal est applicable. »

L'extension des circonstances atténuantes à un délit commis souvent avec la plus entière bonne foi est une excellente innovation de la loi de 1906.

De ces divergences de procédés faut-il tirer un enseignement? Plus logique en ce qu'il résout la question par l'inexécution d'un contrat, le législateur de 1887 ne tient compte que d'un seul intérêt en jeu, celui du co-contracteur, mais nous l'avons vu, à cette conservation d'un ouvrage qui présente une valeur historique ou artistique, s'attache un intérêt national et souvent mondial, et l'on peut dire qu'en l'espèce l'ordre public est aussi intéressé que si les règlements de voirie ou les règlements d'hygiène étaient violés, à vrai dire, le propriétaire qui a ainsi détruit ou modifié ce quelque chose, a fait plus que violer un contrat, il a porté atteinte à ce qui était moralement dans le

domaine public, à ce dont il était comptable vis-à-vis de la société toute entière. Que cette responsabilité soit exprimée forfaitairement, qu'elle donne lieu à une amende dont on déterminera la destination, rien de plus équitable, et voilà comment nous en arrivons à dire que les deux systèmes peuvent se compléter mutuellement : en tant que l'acte du propriétaire porte dommage à la société tout entière, il est un délit, qui donne droit, au profit de celle-ci, à une amende et cette dernière ne préjudicie en rien à l'action en dommages et intérêts qui pourrait être intentée, à raison de la violation du contrat de classement.

Ayant ainsi examiné les sanctions apportées aux infractions aux arrêtés de classement, demandons-nous si la loi, dans l'état actuel des textes, doit également protéger les monuments « qui seraient l'objet d'une proposition de classement en cours d'instruction. »

En vertu de l'article 12 du règlement de 1889, article dont nous avons plus haut examiné la légalité, nous avons vu que les monuments qui sont l'objet d'une demande de classement en cours d'instruction, sont frappés d'interdiction de modifier ou détruire dans le même sens que ceux classés conformément à l'article 4 de la loi. M. Tétreau fait remarquer que lorsqu'une loi prévoit un règlement d'administration publique, elle peut fixer d'avance une sanction aux dispositions de ce règlement et il cite comme exemple l'article 8 de la loi du 27 décembre 1890 sur les affiches

peintes sur les murs qui punit d'une amende toute contravention au règlement à intervenir.

La loi de 1887 renvoie bien à un règlement, mais ne prévoit aucune sanction. L'action en dommages et intérêts plus haut indiquée ne pourrait par conséquent être intentée. Dans ce cas, quel recours aurait l'administration ? Elle pourrait simplement réclamer l'application de l'article 471 du Code pénal qui punit toute contravention à un règlement fait régulièrement par l'autorité administrative. Et encore vient se présenter à nouveau cette question que nous avons examinée : l'art. 12 du règlement de 1889 est-il légal ? Appartenait-il ainsi à un simple règlement d'administration publique de prendre une telle mesure. Mais admettons qu'aucune contestation ne puisse s'élever sur ce sujet, admettons que l'administration poursuive conformément à l'article 471 du Code pénal, admettons même qu'il y ait aggravation pour fait de récidive en vertu des articles 474 et 483 du Code pénal, ne sommes-nous point tentés de conclure avec M. Tétreau que ce biais aboutit à une application du *summum jus*, et si jamais il venait à l'idée d'un représentant de l'autorité de recourir à cette voie, ne reculerait-il point immédiatement ? ne l'oublions pas, le classement est un contrat ; le propriétaire ne trouvera-t-il point dans une mesure aussi peu courtoise motif suffisant pour refuser son consentement même aux conditions les plus avantageuses et, fort de son droit, il attendra patiemment que les trois mois écoulés lui rendent complet

usage de son bien, à moins qu'il ne rêve procès comme Petit-Jean et ne s'amuse à contester la légalité de l'article 12 en se retranchant derrière l'autorité de M. le professeur Ducroq.

Quant à la demande de classement des sites et paysages, n'en disons rien, pas plus qu'elle n'a d'effets, elle n'a de sanction.

Et maintenant, pour en terminer avec cette question de sanction du classement, il nous reste à examiner comment fonctionnent les actions, quels sont les tribunaux compétents, par qui l'action est dirigée et contre qui. Procédons méthodiquement : en ce qui concerne d'abord la loi de 1887, on peut s'étonner, après avoir vu admettre le principe des dommages et intérêts, de voir l'article 12 de la loi déclarer que « *les infractions seront constatées et les actions intentées et suivies devant les tribunaux civils ou correctionnels, à la diligence des Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ou des parties intéressées.* » Que vient faire le tribunal correctionnel ? L'article 20 du règlement prend soin de nous l'expliquer : le tribunal correctionnel est compétent quand l'infraction est accompagnée d'un délit de droit commun, or, ceci ne saurait se produire quand l'action est intentée contre le propriétaire pour abus de sa propre chose et inexécution d'un contrat, il y a simplement compétence du tribunal civil ; mais cela se comprend fort bien quand l'action est dirigée contre tout autre que le propriétaire,

Si maintenant nous considérons la loi du 24 avril 1906, elle édicte des amendes, et donne implicitement compétence aux tribunaux correctionnels.

Quant aux personnes qui pourront intenter l'action, l'article 12 de la loi de 1887 indique « les personnes intéressées » et ces deux mots ajoutés par la Commission sénatoriale, montrent bien que l'expression doit être entendue dans un sens large. L'action sera dirigée contre quiconque aura ordonné ou fait exécuter le travail, propriétaire, affectataire, architecte, entrepreneur...

La loi de 1906, sur les sites et paysages, donne le droit de poursuite à la Commission, qui déposera une plainte au parquet.

Pour si large que soit le terme de personne intéressée adopté par la loi de 1887, il ne s'étend qu'à un cercle bien restreint de personnes. Beaucoup plus large dans sa conception est le projet Belge de MM. Carton, de Wiart et Destrée, qui donne l'action au procureur du Roi, et concomitamment à tout citoyen belge. Sans aller aussi loin et sans reconnaître à tout citoyen la qualité d'intéressé, ne pourrait-on considérer comme intéressées certaines sociétés, reconnues d'utilité publique, qui poursuivent un but déterminé, c'est là le système Anglais, et nous avons déjà chez nous un essai de ce système, avec la société protectrice des animaux.

CHAPITRE IV

DU DÉCLASSEMENT DES IMMEUBLES APPARTENANT

A DES PARTICULIERS

SOMMAIRE : Utilité du déclassement. — Son caractère contractuel quant à la propriété privée. — Système des législations étrangères. — Examen de situations particulières. — Cas dans lesquels le déclassement est un droit pour le propriétaire. — Du déclassement quant aux sites et paysages classés.

La servitude qui résulte du classement n'est point établie à perpétuelle demeure, elle vient à disparaître au moyen d'une formalité qui se nomme le « *déclassement* », elle libère l'administration de ses obligations et rend au propriétaire l'exercice normal de son droit de propriété. Une telle opération peut, pour de nombreuses raisons, devenir nécessaire. Il se peut que l'immeuble classé ait perdu beaucoup de sa valeur historique ou artistique, par suite de l'effet du temps ou d'une destruction due à une cause quelconque ; il se peut, encore, que le propriétaire trouve bien lourde la charge qui lui est imposée, trop lourde même, et sollicite le déclassement.

Aussi le déclassement est-il prévu par les lois de 1887 et de 1906.

Et d'abord, en ce qui concerne les monuments historiques, l'article 6 de la loi s'exprime ainsi : « *le déclassement total ou partiel pourra être demandé par le Ministre dans les attributions duquel se trouve l'immeuble classé, par le département, la commune, la fabrique, l'établissement public et le particulier, propriétaire de l'immeuble.* »

« *Le déclassement aura lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes distinctions que le classement* ».

On s'accorde avec raison à reconnaître bien peu de clarté à ce texte, qui s'en réfère aux règles relatives au classement. Mais, en ce qui nous intéresse, quand il s'agit du déclassement d'un immeuble appartenant à un particulier, le principe est bien simple et toutes conséquences découlent de ce principe, à savoir que nous sommes en présence d'un contrat. Si les deux contractants, particulier et Ministre, sont d'accord pour reconnaître l'opportunité d'une telle mesure, rien de plus simple : un décret interviendra qui libèrera les deux parties de leurs obligations. Mais que le Ministre ou le particulier refuse ce déclassement, les choses demeureront en l'état. Donc, pour rompre le contrat intervenu, il faut l'accord des deux intéressés. Ainsi point de déclassement d'office quant à la propriété privée et, de son côté, le particulier n'a jamais le droit au déclassement, sauf dans un cas que nous aurons à examiner plus loin.

Disons tout de suite que les législations étrangères

n'ont point unanimement admis ce principe. C'est ainsi que la loi du canton de Vaud, du 10 septembre 1898, dans son article 15 déclare que : « le Conseil d'État peut en « tous temps, d'office ou sur la demande du propriétaire, « ordonner le déclassement total ou partiel des immeubles « dont le classement a été prononcé ».

Bien plus caractéristiques, encore, sont les articles 9 et 10 de la loi du 4 novembre 1902 :

« Le particulier propriétaire d'un immeuble classé peut
« en obtenir en tout temps le déclassement, moyennant
« simple avis donné par lettre au Conseil d'État au moins
« six mois à l'avance. A l'expiration de ce délai, le pro-
« priétaire reprend sans autre avis la libre disposition de
« son immeuble. »

Le Conseil d'État peut en tout temps, après avoir consulté la Commission, ordonner le déclassement total ou partiel des immeubles ou meubles dont il avait décidé la conservation.

En somme c'est là un système qui est absolument le contraire du nôtre et nous en aurions terminé avec cette question, si nous ne voulions examiner quelques situations particulières qui peuvent se présenter.

Le premier cas particulier est celui de l'aliénation d'un immeuble appartenant à une commune, à une fabrique ou à un établissement public consentie à un particulier. Aucun contrat de classement n'est intervenu entre le propriétaire

et l'administration, et d'autre part il y avait lieu de tenir compte de ce fait, que les effets du classement suivent l'immeuble en quelques mains qu'il passe.

L'article 6, paragraphe 3, règle cette situation :

« Toutefois, en cas d'aliénation consentie à un particulier de l'immeuble classé appartenant à un département, à une commune, à une fabrique, ou à tout autre établissement public, le déclassement ne pourra avoir lieu que conformément au paragraphe 2 de l'article 2 ». C'est-à-dire, simple arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, s'il y a consentement, et, en cas de désaccord, nécessité d'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Il est bien évident que dans le cas où l'accord s'opère immédiatement entre le Ministre et le particulier, que leur commun avis est qu'il doit y avoir déclassement, rien de plus simple et la situation se ramène à celle que nous avons examinée, à propos du déclassement de l'immeuble d'un particulier : il suffira d'un simple décret.

Mais dans le cas où le Ministre refuse le classement, le Conseil d'État sera consulté et on prendra un décret en la forme des règlements d'administration publique. Dans ce cas, une telle précaution est digne d'éloges, elle sauvegarde à la fois l'intérêt de l'administration, qui pouvait ignorer cette aliénation, et l'intérêt du particulier, auquel la décision offrira plus de garanties sérieuses qu'un simple décret.

Un seconde particularité ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Aussi nous serons très brefs : il s'agit des monuments classés avant la loi de 1887. La volonté du législateur a été de faire une loi rétroactive. M. Bardoux disait : « les monuments historiques régulièrement classés seront régis par la loi de 1887. C'est une « rétroactivité dont on ne peut se plaindre » ; ne pas l'admettre était réduire à néant une longue série d'efforts de la Commission des monuments historiques.

Mais il y avait lieu de tenir compte des intérêts privés en jeu, beaucoup de propriétaires n'avaient point connaissance du classement, et d'autre part, étant donné les nouveaux effets attachés à cette servitude, on pouvait craindre de l'imposer d'office.

Le législateur voulant maintenir la balance égale entre ces deux ordres d'idées a pris une mesure intermédiaire qui demande quelques explications : l'article 7 déclare que « *les dispositions de la présente loi sont applicables aux monuments historiques régulièrement classés avant sa promulgation.* »

Tout l'intérêt de la matière va résider dans le sens de ces deux mots : « *régulièrement classés* », comme aucun texte n'avait résolu la question, force était au règlement de 1889 de lui donner une solution, d'où l'article 14 ainsi conçu :

« *Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la loi :*

« 1° *Les monuments classés avec le consentement de ceux*

« auxquels ils appartenait, ou dans les attributions desquels
« ils se trouvaient placés ;

« 2° Les monuments qui auraient été classés d'office par le
« Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et dont
« le classement, après avoir été porté à la connaissance des inté-
« ressés, n'aura été l'objet d'aucune protestation dans le délai de
« trois mois ;

« 3° Les monuments classés pour lesquels l'État aurait fait
« une dépense quelconque sur le crédit affecté aux monuments
« historiques. »

Dans les deux premiers cas : acceptation expresse et acceptation tacite provenant de l'expiration d'un délai de trois mois après notification, le particulier pouvait cependant demander le déclassement. Il ne le pouvait dans le troisième cas, celui d'acceptation d'une subvention. C'est ce qui ressort de l'article 7 de la loi, alinéa 2 :

« Toutefois, lorsque l'État n'aura fait aucune dépense pour
« un monument appartenant à un particulier, ce monument
« sera déclassé de droit dans le délai de 6 mois après la déclara-
« tion que le propriétaire pourra adresser au Ministre de l'Ins-
« truction publique et des Beaux-Arts, pendant l'année qui sui-
« vra la promulgation de la présente loi.

Pour légitimer une telle exigence, il faut dire que, d'une façon générale, une subvention n'était accordée que donnant donnant, et que l'administration imposait au propriétaire des charges aussi lourdes certainement que celles prévues par la loi de 1887, article 4. C'est sous le bénéfice

de cette considération qu'il faut entendre cette rigueur. Il faut voir en l'espèce une acceptation tacite. Libre d'ailleurs au propriétaire subventionné de demander le déclassement suivant les formes prévues par la loi.

Cette question de rétroactivité semblait au premier abord, ne présenter qu'un intérêt purement théorique et historique ; il se peut cependant qu'elle devienne vivante, et voici comment : supposons que le propriétaire se trouve dans l'un des deux premiers cas plus haut cités, veuille réclamer le déclassement, la loi lui accordait un délai d'une année à partir de la promulgation. Mais ceci était fort vague, et, de fait, il pouvait se produire qu'il n'y ait pas eu de notification, étant donné surtout qu'aucune mesure de notification n'était établie. Dès lors le propriétaire pouvait, de très bonne foi, ignorer le classement et ce classement perdait son caractère contractuel pour devenir une mesure d'autorité. Aussi l'article 15 du règlement a cru nécessaire d'apporter une précision. Il s'exprime ainsi :

*« Le délai d'un an accordé aux particuliers par l'article 7
« de la loi pour réclamer le déclassement des monuments pour
« lesquels l'État n'a fait aucune dépense, ne commence à courir
« qu'à compter de la notification faite au propriétaire, si elle est
« postérieure à la promulgation de la loi (1). »*

(1) M. Tétreau s'est demandé si on ne pouvait point reprocher à cette disposition d'outrepasser le droit d'un simple décret, mais il voit ici aussi, et à juste raison, un simple détail d'application, sans lequel l'article 7 aurait été illusoire, puisqu'on n'aurait pu fixer de point de départ au délai.

Donc, en supposant que cette notification ait eu lieu avant la promulgation de la loi du 30 mars 1887, rien de plus normal, le délai expirait le 31 mars 1888, mais dans le cas où cette notification n'a pas été faite, le propriétaire peut sans crainte attendre cette notification et voilà comment, une telle mesure transitoire peut, aujourd'hui, emporter quelques conséquences quant à la propriété privée.

Si la notification faite, le propriétaire garde le silence pendant toute la durée du délai, le classement subsiste avec tous les effets qui sont énumérés en l'article 4 de la loi. Si, dans le délai imparti, le propriétaire demande le déclassement « le monument sera déclassé de droit dans le délai de six mois après la réclamation du propriétaire », et ce déclassement aura lieu de plein droit.

Comme nous le disions au début, c'est là le seul cas dans lequel le propriétaire a droit au classement, car, dans tous les autres, il faut un commun accord (1).

Et nous en arrivons ainsi à la loi de 1906 sur les sites

(1) Il est bien évident qu'on ne saurait confondre ces divers délais : 3 mois, 1 an et 6 mois. Prenons un immeuble classé, il sera considéré comme régulièrement classé avant 1887 s'il y a eu notification sans protestation dans les 6 mois. Pour cet immeuble il sera accordé un délai d'un an à partir de la promulgation pendant lequel le propriétaire pourra demander le classement, s'il a agi ainsi, au bout de six mois, délai partant de sa demande, son immeuble est déclassé d'office. Cet exemple combine les divers délais.

et paysages Le texte primitif voté d'urgence à la Chambre le 2 février 1893 ne contenait aucune mention de déclassement. C'était une lacune assez forte. Les mêmes raisons qui font qu'un monument peut être déclassé s'appliquent pleinement et on peut facilement concevoir tel paysage classé qui par suite de malencontreux travaux qu'on n'a pu empêcher ait perdu tout son caractère artistique. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait fort bien M. Maurice Faure, rapporteur de la loi au Sénat, quand il proposait l'adjonction d'un paragraphe additionnel :

« Interprété à la lettre, l'article 2 n'eût permis aucune
« modification, même réalisable, sans nuire à la beauté
« des paysages et des monuments même désirable pour
« l'embellissement des sites, et cette interdiction draco-
« nienne serait vraisemblablement de nature à faire
« hésiter des propriétaires bien intentionnés à consentir à
« un classement qui les priverait à perpétuité d'apporter
« le moindre changement à leur propriété... Nous vous
« proposons de rendre possible le déclassement d'un site
« ou monument naturel classé, en prévision du cas excep-
« tionnel où cette mesure aura été reconnue nécessaire
« par la Commission, après un cataclysme, par exemple,
« qui aurait détruit le caractère artistique du paysage et
« nous vous prions d'ajouter à l'article 3, le paragraphe 4
« et dernier ci-après : *« le déclassement pourra avoir lieu
« dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le
« classement ».*

Si le déclassement est accepté, un arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts interviendra, conformément à l'article 3, alinéa 2 de la loi. Ici point de dispositions transitoires, le classement pour les sites et paysages fait pour la première fois son apparition avec la loi et on comprend qu'il n'y ait point lieu à tenir compte d'une rétroactivité.

TITRE II

De l'expropriation appliquée aux monuments, sites et paysages

SOMMAIRE : Application, à peu près généralement admise, de l'expropriation dans un intérêt artistique ou historique. — Questions générales : le but de l'expropriation peut-il résider uniquement dans la poursuite du classement ? — Droit du propriétaire, au cas d'expropriation partielle de réclamer l'emprise totale.

Quant aux monuments historiques : Principe d'expropriation admis de bonne heure. — Cas dans lesquels peut intervenir cette formalité. — La demande d'expropriation a-t-elle un effet suspensif ? — La violation des formes et le recours ouvert par la loi de 1887. — Expropriation des monuments mégalithiques. — Refus quant aux blocs erratiques.

Quant aux Sites et Paysages : Le droit d'expropriation mis au service des départements et des communes. — Qui doit supporter les frais de ces expropriations.

De l'expropriation en matière de fouilles : Loi de 1887, art. 14. — Pouvoirs des maires, critique.

L'Administration pouvait ne trouver dans le classement qu'un moyen peu efficace et des raisons graves pouvaient motiver la dépossession du propriétaire au moyen de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Aussi bien on n'a pas souvent mis en doute que l'utilité publique

puisse s'étendre à la conservation du patrimoine national. On l'a admis, comme nous allons le dire dans un instant, même avant que la loi de 1887 ait consacré législativement le principe quant aux monuments historiques, on l'a admis, non seulement chez nous, mais encore dans presque tous les pays où existe l'expropriation pour cause d'utilité publique. C'est ainsi qu'en Belgique un projet de loi sur les expropriations déposé à la Chambre des représentants par le comte de Smet de Naeyer, met expressément le principe d'expropriation au service de l'intérêt esthétique, « besoin humain d'ordre plus élevé et plus
« idéal, sinon plus utilitaire, que l'hygiène et la facilité
« des communications. Il permet d'imposer aux immeu-
« bles, moyennant une indemnité juste et préalable, des
« servitudes qui n'ont point leur justification, ailleurs que
« dans l'intérêt pittoresque.

Il ne faudrait pas cependant croire que le principe soit unanimement admis, et nous en voyons un exemple dans le *Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil de Neuchâtel*, séance du 4 novembre 1902 :

« La Commission s'est également prononcée contre le
« principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
« des monuments historiques classés ou non classés, des
« immeubles où l'on projette des fouilles et des objets
« trouvés dans les fouilles, expropriation qui était prévue
« par les articles 12, 14, 16, 19 du projet du Conseil d'État.
« Elle a envisagé que cela pourrait entraîner à des dé-

« penses par trop considérables, et, qu'en outre, il n'était
« pas certain que la constitution l'autorisât. On peut, en
« effet, se demander si la conservation ou l'acquisition
« d'un monument historique ou d'un objet représentant
« un intérêt archéologique sont bien des choses d'utilité
« publique, au sens de l'article 8 de la constitution. »

Quoiqu'il en soit, le législateur français, et avec lui la majorité des législateurs étrangers, ont pensé que l'extension du principe n'était point un fait douteux, chez nous, nous le voyons admis par les deux lois de 1887 et 1906. La première s'exprime ainsi en son article 5 :

« *Le ministre des Beaux-Arts peut, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des monuments classés, ou qui seraient de sa part l'objet d'une proposition de classement refusée par le particulier propriétaire* ».

La seconde prévoit le même moyen en son article 4 :

« *Le préfet, au nom du département, ou le maire, au nom de la commune, pourra en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841 poursuivre l'expropriation de propriétés désignées par la commission comme susceptibles de classement* ».

Il reste bien entendu que les règles générales qui s'imposent, sont celles de la loi du 3 mai 1841, et, pour leur application nous renvoyons aux traités sur la matière (1).

(1) Voir Berthélemy : *Traité de Droit administratif*. 4^e éd., p. 560-591.

Mais il importe immédiatement de résoudre des questions particulières et communes à l'expropriation de monuments historiques aussi bien qu'à l'expropriation des sites et paysages.

La première est celle du but poursuivi par cette expropriation. Il faut et il suffit que le but à atteindre ait été simplement d'établir une servitude de classement, peu importe ce que l'État, le département ou la commune entendent par la suite faire de l'immeuble. Qu'un propriétaire récalcitrant refuse le classement, on peut l'exproprier simplement dans le but d'établir ce classement, quitte à revendre ensuite cet immeuble. Ceci a été contesté en une affaire célèbre à propos d'une ancienne église de Saint Laurent, à Rouen. La question était celle-ci : Le décret par lequel le gouvernement en Conseil d'État, après accomplissement des formalités légales, autorise l'État à poursuivre l'expropriation d'une ancienne église, intéressante pour l'histoire de l'art, faite par le propriétaire d'avoir consenti au classement proposé par l'administration des Beaux Arts est-il entaché d'excès de pouvoir (1).

Le propriétaire attaquait le décret et en demandait l'annulation pour détournement de pouvoir. Il soutenait que l'État n'avait agi qu'au nom de la ville de Rouen qui ne pouvait opérer elle-même l'expropriation et qui devait profiter de l'expropriation.

(1) Courcelle, 7 juillet 1893. Lebon, p. 573.

« Qu'ainsi il apparaît, alléguait-on, qu'au moyen de
« transferts successifs, l'opération poursuivie n'a eu
« qu'un but, évincer le propriétaire, constituer un détour-
« nement, de nature à entraîner l'annulation du décret
« attaqué ».

Le pouvoir fut rejeté, « considérant qu'il résulte de
l'instruction que le décret attaqué a eu uniquement pour
objet d'autoriser, dans les conditions prévues par la loi du
30 mars 1887, sur la conservation des monuments histo-
riques, l'acquisition par l'État de l'ancienne église Saint
Laurent dont le propriétaire avait refusé de laisser opérer
le classement », et l'arrêt en conclut qu'il y a lieu pure-
ment et simplement à rejet, puisque, « dès lors le sieur
« Courcelle qui n'allègue d'ailleurs la violation d'aucune
« des formalités prescrites, ne justifie pas que l'administra-
« tion ait fait usage des pouvoirs qui lui appartiennent
« dans un but autre que celui pour lequel ils lui ont été
« déférés. »

On le voit, la question contestée était celle-ci : l'État en
expropriant avait-il agi comme personne interposée, mais
immédiatement la question que nous avons annoncée plus
haut venait à l'esprit.

L'État, expropriant, devait-il nécessairement demeurer
propriétaire de l'immeuble exproprié. Devait-on lui
refuser le droit de retrocéder cet immeuble, en l'espèce
l'église Saint-Laurent, si son avantage était tel. Et dans
ce dernier cas le propriétaire exproprié ne pouvait-il user

du droit qui lui est reconnu par la loi de 1841 de se faire restituer dans sa propriété.

L'article 60 de la loi dispose, en effet, que « *si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants-droit peuvent en demander la remise* ». Dans ce cas le prix est fixé soit à l'amiable, soit par le jury, mais ne saurait en aucun cas être supérieur à l'indemnité reçue lors de l'expropriation.

Ceci établi nous pouvons nous demander si, le particulier, venant à opposer son droit de préemption, dans le cas où l'État voudrait ensuite retrocéder l'immeuble, serait recevable dans sa demande. Avec M. Tétreau nous ne le croyons pas, car l'immeuble était acquis en vue d'un travail d'utilité publique, comme l'exige l'article 60 précité, en l'occurrence que poursuivait-on, sinon l'établissement de cette servitude de classement, et alors qu'importe l'usage que l'État fera de cet immeuble, qu'il le cède ultérieurement pourvu que le classement soit maintenu et, que le contrat à intervenir, établisse les conditions de conservation et d'entretien ? Il est vrai que cet acte d'aliénation devra être autorisé par une loi, conformément au principe concernant l'aliénation, ventes, échange des biens de l'État (loi domaniale des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, art. 8).

Si nous avons fortement insisté sur ce point, c'est que la question peut être d'un très grand intérêt pratique, dans

les cas où le classement deviendrait impossible. Expliquons-nous :

C'est un moyen détourné d'atteindre le classement obligatoire. En effet, supposons un refus catégorique du particulier : dès lors le contrat du classement devient impossible, on peut cependant avoir grand intérêt à imposer cette servitude, on hésite devant les frais énormes de l'expropriation, si l'administration était assurée de pouvoir revendre les biens ainsi acquis pour une somme un peu moindre au prix d'expropriation, peut-être n'aurait-elle plus aucune hésitation. Tout le monde y trouverait son compte !

Prenons un exemple qui peut demain devenir une réalité : il s'agit du mont Saint-Michel : la commission départementale des sites, dans sa séance de février 1907, en a demandé le classement total : il s'agit de propriétés particulières, on s'attend à des refus de la part des intéressés. Le département ne pourrait-il point poursuivre l'expropriation de l'intérieur du mont, quitte à revendre ensuite les immeubles acquis grevés de servitude, et combien cela lui serait facilité si une société s'engageait à acquérir ces terrains et constructions ainsi grevés de servitude. En l'absence d'un classement obligatoire il y a là un moyen d'obtenir un résultat fort désirable au moyen d'une dépense peu considérable.

Une autre question qui se pose est celle de savoir si le

propriétaire dont on n'a exproprié qu'une partie d'immeuble ou une simple portion de terrain peut, en vertu de l'article 50 de la loi du 3 mai 1841, réclamer l'emprise totale.

Cela est fréquent en matière de monuments, dans une église on classe un jubé, dans un portail une portion simplement, par exemple un tympan ; en matière de sites et paysages, c'est un arbre dans un petit bois, un rocher dans un bloc. En ce qui concerne les monuments historiques, la question discutée au Sénat lors des travaux préparatoires fut résolue par l'affirmative. M. Tétreau pense avec raison qu'on ne peut donner une solution absolue, et qu'on ne saurait reconnaître ce droit qu'autant que l'expropriation partielle apporte un grave changement à la condition générale de l'immeuble. Si cela est vrai, en ce qui concerne les monuments historiques, cela est encore plus vrai quant aux sites et paysages.

Nous allons maintenant envisager séparément l'application du principe dans les différents cas : d'abord quant aux monuments historiques, ensuite quant aux sites et paysages.

Comme nous l'avons dit dans l'exposé historique, la commission des Monuments historiques eût, dès ses premiers moments d'existence à se demander, si la loi de 1841 s'appliquerait aux monuments historiques. On sait que cela ne fit aucun doute et que les amendements proposés

pour joindre l'intérêt historique aux raisons d'utilité publique motivant déjà l'expropriation, furent repoussés et M. Martin, garde des Sceaux, répondit à M. l'érignou : « L'utilité publique n'est pas purement matérielle, les traditions nationales, l'histoire, l'art lui-même ne sont-ils point, en effet, d'utilité publique aussi bien que les ponts, les arsenaux, les routes ? » Et de fait, le 3 octobre 1845 des maisons d'habitations privées qui se trouvaient accumulées dans l'enceinte romaine du théâtre d'Orange furent expropriées.

De même le 8 juin 1874, un décret vint autoriser l'expropriation des monuments mégalithiques de Carnac (Morbihan), il est vrai que ce décret ne fut jamais exécuté ; mais, comme le dit fort justement M. Tétreau, on ne saurait faire dépendre la validité d'un décret de ce qu'aucune suite ne lui a été donnée par l'administration.

Ces deux exemples remarquables montrent bien qu'on ne mettait point en doute antérieurement au texte précité la légalité de l'expropriation. A la rigueur, un article spécial eut été inutile, on a cru devoir écarter tout doute possible : M. Courcelle-Seneuil disait dans son rapport : « Il a semblé bon d'écarter tous les doutes par une disposition formelle ». C'est dans ces conditions que fut voté l'art. 5.

Il importe maintenant d'en établir l'application.

On employait l'expropriation soit dans le cas où il s'agissait de dégager un monument historique déjà propriété de l'État, soit dans le cas où il s'agissait d'enlever

à un propriétaire un monument dont aucune parcelle n'était dans le domaine public. Et on comprend facilement que l'expropriation paraissait beaucoup plus motivée dans le premier cas que dans le second, et les applications plus fréquentes.

Quant à la situation dans laquelle peut se trouver un immeuble au point de vue de l'expropriation, il y a lieu d'examiner successivement : le cas où l'immeuble n'a été l'objet d'aucune proposition de classement, ensuite le cas où l'immeuble a été l'objet d'une proposition de classement qui a été refusée par le propriétaire. Enfin celui où l'immeuble est classé.

Il y aura lieu de se demander ensuite si la demande d'expropriation, comme la demande de classement, est susceptible de produire certains effets.

On expropriera directement quand il s'agira d'immeubles qui ne sont pas susceptibles de classement. Ainsi, il est bien certain que l'une des conditions essentielles pour que le classement puisse se faire, est que l'immeuble présente un caractère artistique ou historique suffisant, cela n'a point lieu quand il s'agit de dégager un monument, les bâtisses visées ne présentent aucun caractère, aucun titre, permettant d'user de cette voie, le seul moyen à employer sera l'expropriation.

Mais il se peut fort bien que l'immeuble à exproprier soit déjà classé, et alors on peut se demander si l'intérêt

sera suffisant pour motiver une telle atteinte à la propriété privée. Or cet intérêt peut apparaître dans plusieurs cas : tout d'abord, quand le propriétaire se trouvant en présence de réparations considérables, et ne pouvant y faire face, l'État peut consentir de grands sacrifices et il est à prévoir qu'en agissant ainsi il fera l'affaire du propriétaire sans grand profit pour lui ; rien de plus naturel qu'il veuille retirer de l'opération l'avantage tout entier. Grâce à ce moyen extrême, l'État n'aura pas seul à supporter la dépense, laissant la plus-value au propriétaire, et gardant seulement pour lui l'honneur d'avoir sauvé un monument.

On peut encore concevoir, qu'au mépris du classement, le propriétaire s'obstine à modifier ou détruire telle partie de son immeuble classé, sans doute, on pourra user envers lui du recours en dommages et intérêts, mais cette voie peut être inefficace pour une raison quelconque, et on expropriera.

Enfin l'expropriation peut porter sur un immeuble qui a déjà fait l'objet d'une proposition de classement refusée par le particulier propriétaire.

A raison même du caractère contractuel du classement, que l'une des deux parties refuse et il n'y a rien de fait. Il se peut cependant que le monument signalé présente un grand intérêt historique, l'État force la main au propriétaire en lui enlevant son bien. C'est là sans doute un droit exorbitant qui sera d'ailleurs très peu employé à raison

même de la modicité du budget des monuments historiques. La procédure suivie sera alors celle de l'article 5 de la loi de 1887. Et nous estimons, avec M. Tétreau, qu'il convient de consulter à nouveau la Commission des monuments historiques : classer et exproprier font deux ; parfois la Commission n'hésitera pas à classer, mais reculera devant l'expropriation toujours coûteuse, il faut y réfléchir à deux fois avant d'agir ainsi et une seconde délibération de la Commission sur l'opportunité de cette dépossession ne nous semble pas douteuse.

Mais ici se présente incidemment une question fort grave. La demande de classement, avons-nous vu, produit certains effets en vertu de l'article 12 du règlement de 1889. Nous avons vu combien était discutée cette disposition et nous en avons admis l'application pour des considérations d'ordre pratique : il est fort à craindre que le propriétaire, à la pensée d'être inquiété par l'administration, ne défigure l'immeuble au point de rendre impossible le classement. Le même danger, bien plus évident encore, se présente quand il y a demande d'expropriation. Il n'y a ici aucun doute sur l'intention du propriétaire, il s'oppose au classement, et, sans doute, ne reculera devant aucun moyen pour libérer sa propriété d'une telle menace. On peut donc se demander, avec raison, si certains effets ne s'attachent pas à la demande d'expropriation.

Dans le silence du paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi,

dans le silence aussi de l'article 42 du règlement qui ne vise point cette hypothèse, on ne saurait conclure, par analogie, qu'à l'exemple de la demande de classement, la demande d'expropriation produit certains effets quant à la propriété privée. Nous sommes ici en matière pénale et l'interprétation doit être des plus strictes.

La liberté du propriétaire demeure donc entière.

Il se peut cependant que l'État use d'un détour, presque d'une ruse, connaissant les intentions bien nettes du propriétaire, sachant qu'on ne le fléchira en rien, qu'il refusera toujours obstinément le classement, il fait tout de même une demande de classement. En vertu de l'article 42 du règlement, pendant un délai de trois mois, lorsqu'il y a une proposition de classement, les immeubles ne pourront être détruits, restaurés ou réparés sans une autorisation du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Pendant ce délai, l'Administration poursuit l'expropriation. C'est là sans doute un moyen d'atteindre le but proposé, mais deux inconvénients se présentent immédiatement : d'abord en ce qui concerne ce délai de trois mois, il sera absolument insuffisant pour remplir toutes les formalités prévues par la loi de 1844. Il n'y a point lieu, d'autre part, à déclaration d'urgence, celui-ci ne s'appliquant qu'aux terrains non bâtis.

Et puis enfin, tout cela suppose la validité entière, complète, de l'article 42 du règlement et, nous l'avons vu, rien n'est plus discuté.

Concluons donc que la demande d'expropriation, ou l'accomplissement des formalités préliminaires, n'auront aucun effet suspensif.

Nous avons dit plus haut, que toutes les règles appliquées en matière d'expropriation ordinaire, le sont, également, quant aux monuments historiques. En général, un simple décret suffit pour autoriser la déclaration d'utilité publique, seuls les travaux de grande importance nécessitent une loi, d'autres moins importants nécessitent simplement un décret rendu au Conseil d'État.

Quant aux recours et contestations relatives à la déclaration d'utilité publique voici en quelques mots quels sont les principes : En règle générale, un décret déclaratif d'utilité publique n'est pas susceptible de recours au fond, mais il peut être attaqué pour violation des formes, excès de pouvoir ou incompétence. A ces causes générales, il convient d'ajouter les causes spéciales de violation des formes prévues par la loi de 1887.

L'article 4 exige, dans son paragraphe 2, que le Ministre ait été appelé à se prononcer et à présenter ses observations. L'article 15 du règlement exige que le Ministre avant toute décision ait pris l'avis de la Commission des monuments historiques.

Ce sont là formalités nouvelles, qui viennent s'ajouter à celles du droit commun de la loi de 1841 et dont l'inobser-

vation peut donner ouverture à recours pour excès de pouvoir.

Avant d'en venir à l'étude de l'expropriation au service des beautés naturelles, il convient d'examiner l'application du principe quant aux monuments mégalithiques, et une proposition faite quant aux blocs erratiques, aussi bien y trouverons-nous comme une liaison entre les deux sujets qui nous importent, et nous serons tout naturellement amenés de l'un à l'autre.

En mettant au service des monuments mégalithiques le principe de l'expropriation le législateur de 1887 ne faisait que consacrer une pratique qui s'était affirmée en 1874, déjà, à propos des alignements de Carnac. On s'était aussi préoccupé de cette question en 1880, époque à laquelle le Ministre de l'Instruction publique avait interrogé la Commission des monuments historiques qui ne mettait point le principe en doute. Donc, dès avant 1887, on déclarait d'utilité publique l'expropriation des monuments mégalithiques. La loi du 30 mars 1887 n'ajoute rien de nouveau quand elle donne au Ministre des Beaux-Arts le droit de poursuivre l'expropriation des monuments historiques, ainsi que celle des terrains sur lesquels ces monuments sont placés.

On trouve étrange que le législateur vienne ainsi préciser : *« les terrains sur lesquels ces monuments sont placés »* l'expropriation du monument n'importe-t-elle point avec

elle celle du terrain qu'il délimite. Comme le remarque fort justement M. Tétreau, c'est le résultat peut-être d'une théorie contestable, qui voit dans les monuments mégalithiques des immeubles par destination (1). Cela ressort très clairement des paroles mêmes du rapporteur au Sénat : « le droit d'expropriation s'appliquera aux monuments « mégalithiques comme les dolmens, les menhirs, les « pierres levées, par suite aux terrains sur lesquels ces « monuments sont placés. Ces monuments sont de véri- « tables immeubles par destination. » Tout porte à croire que nous sommes plutôt en présence d'immeubles par nature, car ces blocs figés au sol depuis des siècles offrent avec lui la même adhérence, le même contact que n'importe quelle bâtisse cimentée à chaux et à sable.

Quant aux blocs erratiques il fut fait à la Chambre une proposition par M. Raphaël Bischoffsheim tendant à mettre à leur disposition le principe de l'expropriation. On sait ce qu'il faut entendre ainsi par blocs erratiques : ce sont les énormes roches que les glaciers ont détaché, et roulent souvent à des distances considérables. M. Combes soutint M. Bischoffsheim dans son amendement et profitant de la circonstance il voulait aussi qu'on prenne en considération

(1) Dalloz, *Repertoire*. Voir Expropriation, n° 36. La jurisprudence considère comme meubles ces blocs mégalithiques. Il convenait dès lors de déclarer que l'expropriation s'appliquait au terrain.

les objets préhistoriques. Ainsi la liste des choses à protéger s'accroissait à toute heure.

Fort justement, M. Bardoux, rapporteur, fit observer que de tels objets rentraient mal dans le but que se proposait la loi : la protection de l'intérêt historique et artistique. L'amendement fut repoussé.

D'autres législations n'ont cependant pas craint d'étendre aux blocs erratiques leur protection : citons la loi de Neuchâtel dans son article 1^{er}, parag. 2 : « sont assimilés aux « monuments historiques, et compris dans les dispositions « de l'alinéa précédent, les blocs erratiques. » Il en est de même dans le canton de Vaud.

Malgré tout nous nous confirmons dans l'idée émise dans nos considérations générales : sans méconnaître l'intérêt qu'il y a à protéger tout ce qui, par sa nature particulière, caractérise un pays ou une époque, il convient de remarquer encore une fois que tout cela serait fort mal à l'aise dans un cadre aussi étroit, aussi défini que celui d'une loi concernant les monuments historiques et artistiques.

Nous en arrivons maintenant à la loi de 1906 qui prévoit l'expropriation dans son article 4 ainsi conçu : « *Le « préfet, au nom du département, ou le maire, au nom de la « commune, pourra, en se conformant aux prescriptions de la « loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des proprié-*

« les désignées par la commission comme susceptibles de classement ».

Et tout d'abord il nous faut remarquer qu'à l'encontre de ce que nous avons vu pour les monuments historiques un seul cas se présente ici : c'est le cas où, conformément à l'article 3, il y a une demande de classement repoussée par le propriétaire, l'expropriation pourra être poursuivie.

Nous avons eu l'occasion de dire, à propos de la loi de 1887, que la demande d'expropriation ne produisait aucun effet. A plus forte raison, en est-il de même ici, et, puisque nous avons admis que l'article 12 du décret de 1889 était inapplicable, on ne pourrait même point avoir recours au détour dont nous avons parlé. Le propriétaire est donc entièrement libre de détruire ou de modifier pendant la demande d'expropriation et c'est là un inconvénient fort grave.

Mais ce qu'il est très curieux d'observer en cette matière, c'est l'essai de décentralisation que contient cet article 4. Le soin jaloux que la loi de 1906 a mis à créer des Commissions départementales des sites (qui tendront à devenir les conseils consultatifs locaux en matière d'art), marque assez son intention de rendre une vie propre à chaque parcelle de notre territoire. On ne s'étonne point, par conséquent, de voir l'article 4 confier aux départements et communes le droit d'expropriation. D'ailleurs

voici comment s'exprime M. Maurice Faure dans son rapport au Sénat :

« La loi du 30 mars 1887 (art. 5) donne au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts le pouvoir de demander l'expropriation en vertu de la loi du 3 mai 1841, en ce qui concerne les monuments dont le classement serait refusé par le propriétaire. La présente loi est éminemment décentralisatrice et ne met en aucune façon l'État en cause. Seuls les départements et les communes, peuvent, sous leur responsabilité, et à l'aide de leurs propres fonds poursuivre l'expropriation. Aussi est-ce le Préfet, leur représentant légal, qui est investi, aux termes de l'article 4, du soin d'accomplir quand il y a lieu les formalités prescrites par la loi susvisée du 3 mai 1841 (1) ».

(1) Nous ne saurions trop approuver cette mesure de décentralisation. En Belgique on a très bien défini quels peuvent en être les effets heureux et nous ne saurions résister au désir de reproduire quelques lignes du journal *l'Art public* dans son n° 15 du 20 juillet 1899 qui en note les résultats : « La Commission, (entendez la Commission royale des monuments de Belgique) devrait se décentraliser en services locaux, de surveillance permanente et pratique dans les différentes régions du pays. Il faut que ces commissions, intervenant au nom de l'État, puissent délibérer là où leur intervention peut s'exercer d'un commun accord avec les autorités administratives. Il est bien des erreurs commises avec son approbation, parce qu'elle n'a pas pu agir sur place, directement de concert avec les administrations publiques intéressées. C'est son excuse. Les délégations et les correspondances ne suffisent guère à une charge pareille, car ne l'oublions point, il s'agit de veiller efficacement aux grands intérêts de l'art national, de réparer,

Le projet voté à la Chambre contenait un paragraphe additionnel à l'article 4 qui était ainsi conçu :

« *Tous les frais de procédure, d'expropriation ou d'indemnité, resteront à la charge du département ou de la commune intéressée.* » La commission au Sénat en proposa la suppression et sur l'observation de M. Gaudin de Villaine, M. Béranger, président de la commission, en donna les explications suivantes : « Nous nous sommes demandé « quelle était l'utilité de ce paragraphe. A quoi bon, en « effet, parler des frais alors que la loi de 1844 sur les « expropriations fixe avec beaucoup de précision la manière « dont ils devront être réglés. C'est un principe courant et « parfaitement logique que les frais doivent être à la « charge de celui qui perd le procès. Mais quel est, en « matière d'expropriation, celui qui perd le procès? Plusieurs hypothèses peuvent se produire, la loi de 1844 « les a parfaitement distinguées.

« *Première hypothèse* : La personne expropriée obtient la « totalité de l'indemnité qu'elle réclamait, c'est elle qui « gagne son procès; les frais sont, par conséquent, à la « charge de la partie poursuivante.

« prévoir, et empêcher toutes les fautes qui peuvent y porter préjudice !

« Il faut que cet important organisme artistique sur lequel l'État « doit pouvoir s'appuyer en toutes circonstances soit directement « et pratiquement en rapport avec les autorités communales et puisse « satisfaire aux exigences qui justifient son autorité »,

« *Deuxième hypothèse* : C'est au contraire la partie expro-
« priante qui réussit à obtenir du jury qu'il ne prononce
« que l'indemnité qu'elle offrait elle-même ; l'exproprié
« perd alors le procès.

« *Troisième hypothèse* : Le jury accorde moins que ne
« demande l'exproprié, mais plus que n'offrait la partie
« expropriante ; alors il se fait un partage des dépens dans
« une certaine proportion entre les deux parties qui ne
« gagnent ni ne perdent ni l'une ni l'autre. Voilà la règle
« de 1841, elle nous a paru excellente. »

M. Béranger se demandait si la Chambre avait voulu modifier cette règle et déclarer que le propriétaire ne pourrait jamais être condamné aux frais. Mais renseignements pris, la pensée de la commission de la Chambre était que l'État, en aucun cas, n'aurait à intervenir pour payer les frais ou indemnités. Et M. Béranger de conclure :

« Cela était absolument inutile ; l'État n'étant pas partie
« au procès, puisque l'affaire se débat seulement entre la
« commune ou le département et le propriétaire expro-
« prié, ne peut faire l'objet d'aucune condamnation. En
« conséquence la disposition était, à cet égard, tout à fait
« inutile, et n'avait aucune portée ; mais, d'autre part, le
« paragraphe avait un danger, celui de rendre indemne
« de tout frais contre toute justice, le propriétaire qui, à
« tort, avait refusé l'indemnité offerte. »

La suppression du paragraphe 2 fut votée et la loi de 1844 reçoit son entière application.

De l'expropriation en matière de fouilles

Nous en aurions fini avec l'étude de l'expropriation et nous aurions par là même terminé l'examen des deux grandes restrictions imposées en notre matière à la propriété privée foncière, si nous n'avions l'intention de dire quelques mots de l'expropriation appliquée aux fouilles. Là aussi nous trouvons une limitation au droit de propriété foncière dans un intérêt historique, artistique ou archéologique.

A ce sujet, l'article 14 de la loi de 1887, en son paragraphe 3, décide que : *« si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avisera le préfet. Sur le rapport du préfet, et après avis de la commission des monuments historiques, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pourra poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique suivant les formes de la loi du 3 mai 1841. »*

Ici nous nous trouvons en présence de deux situations bien définies : les fouilles amènent la découverte d'un immeuble ou la découverte d'objets mobiliers.

Dans le premier cas il paraîtrait tout simple de déclarer que l'immeuble ainsi découvert rentre sous la loi commune

et on sait que deux solutions se présentent : si le propriétaire consent au classement tout est fini, s'il refuse il y a lieu à expropriation. Mais telle est la rédaction de l'article 14 qu'il refuse la voie du classement pour protéger le monument que le hasard des fouilles vient mettre à nu. Mais il nous paraît inadmissible que pour rendre tel procédé impossible, on n'ait d'autre grief contre un monument que sa récente découverte. Distinction subtile et que le législateur n'a certes pas voulue. Ne faut-il pas plutôt expliquer sa pensée, et dire qu'il se préoccupait surtout de l'expropriation d'un terrain dans lequel seraient découverts des objets mobiliers intéressant l'archéologie, l'histoire ou l'art. Dans ce cas, en effet, il ne saurait y avoir classement d'un terrain nu, et le seul moyen ouvert est bien évidemment l'expropriation. Il y a là un défaut de rédaction blâmable, mais la solution paraît si évidente qu'on n'éprouve aucune difficulté à dissocier les deux hypothèses du texte. D'ailleurs, arrivons au second cas ; c'est celui où les découvertes portent sur des objets mobiliers. Dans ce cas le législateur édicte une règle nouvelle en autorisant l'expropriation du terrain et, par un moyen détourné, il atteint ce résultat vraiment remarquable, l'expropriation des objets mobiliers.

Mais ici encore, respectueux jusqu'au bout de la propriété, le législateur donne simplement mission au maire d'informer le préfet. En ce qui concerne les terrains des

communes, des départements ou de l'État, il lui avait été accordé un droit tout particulier : celui de prendre les mesures provisoires de conservation. Et nous en sommes à nous demander si le législateur n'a point eu tort de se départir de ce principe dans le § 3 de l'art. 14. Pendant cette période de démarches administratives, pendant la procédure d'expropriation, un temps fort long peut s'écouler, le propriétaire pourra irrémédiablement détruire une œuvre du plus haut intérêt. Il pourra ainsi continuer les fouilles, sans ordre, sans connaissances spéciales, et ceci sera un grand danger pour les richesses amassées, que maladroitement il peut perdre. Combien il était naturel de donner ici au maire le droit de prendre certaines mesures provisoires : faire suspendre les travaux en attendant l'avis des autorités compétentes, prendre certaines mesures concernant la conservation des objets ou monuments découverts.

D'autres législations ne sont pas tombées dans ce travers, citons la législation Italienne qui soumet propriétaire et entrepreneur à une déclaration.

TROISIÈME PARTIE

Principes d'une refonte législative

Nous n'avons nullement ici l'intention de revenir sur les différentes critiques que nous adressions, chemin faisant, à notre régime actuel, nous n'avons pas non plus la prétention de donner le plan d'une législation nouvelle, il s'agit tout simplement de coordonner un certain nombre d'idées, de principes à soumettre aux réformateurs de notre loi.

Nos observations porteront sur trois points ;

- 1° le classement obligatoire moyennant indemnité ;
 - 2° la publicité du classement ;
 - 3° la protection des alentours des monuments, sites ou paysages.
-

CHAPITRE PREMIER

CLASSEMENT OBLIGATOIRE MOYENNANT INDEMNITÉ

SOMMAIRE : Inefficacité du classement contractuel. — Stratagèmes. — Le système du classement obligatoire moyennant indemnité proposé quant aux sites et repoussé. — Objections au système. — Réfutation. — Du classement testamentaire. — Législations étrangères. — La question financière et la visite payante des monuments et sites.

Le grand défaut que l'on reproche à la loi de 1887, celui que l'on reprochera peut-être demain à la loi de 1906, c'est son manque d'efficacité en ce qui concerne le classement des propriétés privées. Nous avons longuement défini son caractère contractuel, nous avons eu aussi l'occasion de dire combien ce classement présentait peu d'avantages, partant peu d'attrait pour le propriétaire qui se soumet à bien des gênes, à bien des obligations, et cela, sans contrepartie ou presque. On trouve donc, et on trouvera, très peu de personnes qui, volontairement, se soumettront à cette contrainte.

Aussi, nombreux sont les stratagèmes auxquels on a eu recours. Avant 1906 nous voyons le tribunal de Besançon admettre des théories fort spéciales sur la propriété du

tréfonds et cela pour sauvegarder l'un des plus beaux paysages de France, les sources du Lizon. La loi est aujourd'hui votée ; c'est à peine si elle entre en application, et on en voit tous les inconvénients. comment vaincre la résistance opiniâtre des propriétaires ! Prenons un exemple récent :

Le 25 février 1907 la Commission départementale de la Manche a demandé le classement dans sa totalité du Mont Saint-Michel ? Conformément à l'article 3 de la loi de 1906, les propriétaires seront invités à prendre les engagements nécessaires à la formation des contrats de classement. Mais on prévoit déjà des réponses négatives, on cherche donc à tourner la difficulté, on la tourne, en effet, mais par quel détour et combien le résultat obtenu est loin d'équivaloir au résultat souhaité. La loi du 15 février 1902 « *sur la protection de la santé publique* » déclare en son article 1^{er} que « *dans toute commune le maire est tenu, afin de protéger la santé publique de déterminer après avis du Conseil municipal et sous formes d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire 1°... 2°... les prescriptions destinées à assurer la salubrité de leurs maisons et de leurs dépendances, des voies privées closes ou non, etc.* » et l'article « du règlement type du 30 mai 1904 dispose que « *la hauteur des maisons qui seront élevées à l'avenir sur une voie de moins de 12 mètres dans les agglomé-*

(1) André Hallays. *Journal des Débats*. Feuilleton « *En Flânant* », du 8 mars 1907.

rations indiquées : hauteur mesurée du pavé à la ligne de faite ne dépassera pas six mètres plus une dimension égale à la largeur de la voie ».

Il résulte de cela que la hauteur des maisons dans l'intérieur du Mont Saint-Michel, en dehors de tout classement, peut être fixé à 9 mètres, les rues n'ayant guère plus de trois mètres de largeur.

Et dans le cas où le maire refuserait de prendre un tel arrêté il est prévu que le préfet peut le prendre lui-même en son lieu et place.

Combien le moyen proposé est long, et comme il prouve assez que la loi de 1906 demeurera lettre morte dans bien des cas. Il semble préférable d'avoir recours à un autre système.

S'il est vrai qu'un intérêt général s'attache à la protection de notre patrimoine national, n'est-il point raisonnable de faire fléchir ici le principe du droit absolu de propriété. Il est donc tout naturel d'imposer le classement. Dès lors, en ce qui concerne les monuments historiques, disparaîtra la grande différence entre les immeubles des personnes morales soumises au classement obligatoire et ceux des particuliers qui n'y sont soumis qu'à la suite d'un contrat, impliquant, de toute nécessité, consentement réciproque. Est-ce à dire, par là, que nous voulions du même coup supprimer l'expropriation en notre matière ? Nullement ! Elle demeurera toujours un moyen extrême dans des cas exceptionnels, et nous pouvons même accorder

que ce moyen n'est point aussi onéreux qu'on veut bien le prétendre.

L'État, le département ou la commune peuvent, avons-nous vu, exproprier pour revendre ensuite l'immeuble grévé d'une servitude, cela est possible puisque le but de l'opération est précisément l'établissement même de cette servitude. Mais, nous le répétons, il s'agit d'un moyen d'exception.

Quant au classement obligatoire moyennant indemnité, à vrai dire, une tentative fut faite en ce qui concerne les sites et paysages, et nous avons eu l'occasion de la signaler, et il est bon de le rappeler en quelques mots, le projet de loi déposé à la Chambre le 23 juin 1903, contenait un paragraphe 2, dans son article 4, ainsi conçu :

« Le département ou la commune pourront, s'ils le jugent plus avantageux, poursuivre l'établissement, moyennant indemnité préalable, d'une simple servitude de ne point modifier les lieux »

Les auteurs du projet considéraient ce point comme essentiel, mais M. Chaumié, alors Ministre de l'Instruction publique, fit savoir qu'il n'accepterait jamais la loi avec une clause pareille ; que ce serait bien souvent déprécier une propriété, et qu'on ne saurait alléguer, comme dédommagement, une indemnité à fournir. Nous avons déjà dit combien furent grandes les insistances de M. de Ségogne, avocat au Conseil d'Etat. Avec les promoteurs de la loi, il pensait que cette servitude ne frapperait point les terres

de grande culture, partant de grand rapport, mais des biens sans valeur, des propriétés peu productives qui détiennent un peu le monopole du pittoresque.

Le Ministre ne voulut point céder. Ainsi fut retranchée de notre loi de 1906 cette excellente disposition qu'était le classement obligatoire moyennant indemnité.

On s'est jusqu'à présent opposé à ce système, soit qu'avec M. Ducrocq on considère le classement forcé comme modifiant le régime de la propriété en dérogeant au droit commun, au point de la restreindre, soit qu'on se place avec M. Pariset à un point de vue bien différent et qu'on parte de ce principe, que le classement n'est point une servitude du droit civil. Dès lors puisqu'il n'y a point dépossession, atteinte à la propriété même dans sa jouissance, que le propriétaire a toujours l'immeuble entre ses mains, à quoi bon lui accorder une indemnité ?

M. Pariset prend soin de déclarer que s'il y avait servitude à proprement parler il y aurait lieu à compensation pécuniaire, et il donne comme exemple les législations étrangères qui voient dans une mesure semblable une véritable atteinte au droit de propriété.

A ceux qui avec M. Pariset s'attacheraient surtout à combattre le droit à indemnité en se basant sur des déductions rigoureusement logiques nous répondrons qu'il faut voir les choses dans leur réalité.

Il y a atteinte au droit de propriété ! Ce droit de propriété se décompose en exercice et en jouissance du droit,

il suffit que l'un des deux facteurs soit diminué pour que le total, c'est-à-dire le droit de propriété lui-même en soit diminué. Donc il importe d'accorder au propriétaire, soumis à ce régime spécial du classement, une indemnité correspondante à la diminution dans l'exercice du droit.

A ce système que nous préconisons nous voyons un double avantage, ce serait d'abord l'unification dans le régime. Il est bien certain, en effet, que le caractère contractuel du classement en arrive à créer une charte pour chaque immeuble classé, mais il est bien certain aussi que l'État indemnisant les propriétaires, pourrait fort légitimement leur imposer des obligations identiques, Donc plus de précision. Quant au second avantage il n'est point à dédaigner, le classement refusé, l'État, le département ou la commune, suivant les cas, hésitent à recourir à l'expropriation, car nous avons dit combien les crédits étaient minimes, désormais ils auront les coudées plus franches : pour un même crédit ils pourront augmenter d'une façon notable leurs moyens d'action, dispenser leur protection à des monuments ou à des sites bien plus nombreux.

A ceux qui, sans nier l'atteinte à la propriété privée, contesteraient plutôt le bien fondé de l'obligation au classement, qui verraient dans une telle mesure un droit exorbitant et qui concluraient, avec M. le Ministre de l'Instruction publique Chaumié, qu'une simple raison d'esthétisme ne peut motiver pareille mesure, nous répondrons

qu'il n'est point démontré du tout que la raison d'esthétisme ne cache des motifs plus forts d'intérêt général. Il est bien certain que des législations comme celle de l'Italie, comme celle de la Suisse qui respectent avec un soin jaloux la première ses monuments, la seconde ses paysages, ont en vue la conservation de leurs richesses nationales.

Nous croyons donc que le principe du classement obligatoire moyennant indemnité devrait être introduit dans une législation nouvelle. Seul il est efficace, en ce qu'il permet une réelle sauvegarde du patrimoine artistique même entre les mains des particuliers, seul il est éminemment juste, puisqu'il dédommage le propriétaire des préjudices subis. Mais il se peut que de longs jours passent avant qu'on en arrive à un tel changement et comme il importe toujours de réaliser un progrès pratique, si minime fut-il, il est bon de signaler l'idée émise devant nous par notre excellent maître M. André Hallays : Il y aurait lieu, pense-t-il, d'autoriser le classement testamentaire et voici ce qu'il faut entendre par là : telle personne qui hésite de son vivant à laisser classer une partie de son immeuble, ne ferait plus grande difficulté à consentir pour après sa mort. Bien mieux elle désirerait parfois cette mesure : prenons un exemple : Un propriétaire très fier d'un immeuble auquel le lient de longs souvenirs de famille en a refusé le classement. Il y apporte tous ses soins, mais il craint que ses héritiers, moins respectueux

que lui du bien de leurs pères, ne soient tentés d'y porter la main. Pourquoi, en l'état actuel des choses, ne pourrait-il conserver l'usage entier de sa propriété de son vivant, et imposer la servitude de classement à ses héritiers et cela par une simple clause du testament que l'administration compétente serait libre, bien évidemment, d'accepter ou de refuser.

Cela rendrait les classements plus nombreux et augmenterait du même coup dans de notables proportions l'efficacité de notre législation en la matière.

Les lois étrangères ne sont point encore entrées dans cette voie, mais on peut dire qu'elles ont donné un intérêt très vif au classement en tenant la subvention comme une contre-partie indispensable : C'est ainsi que la loi du canton de Vaud en son article 12 dispose que : « l'État participe financièrement aux frais de conservation des immeubles classés, et s'il y a lieu à ceux de leur restauration. »

C'est là pour l'État ou le propriétaire une lourde charge pécuniaire mais on peut se demander si on ne pourrait pas facilement former une caisse pour subvenir dans une large mesure à ces dépenses.

Il faudrait pour cela que l'État donne l'exemple en établissant la visite payante des monuments et des sites. A vrai dire quelques essais ont été faits et nous voyons des taxes prélevées sur les admirateurs et visiteurs au château

de Blois et à l'abbaye de Saint-Denis. Un moment même la commission du budget proposa à la Chambre, à la séance du 26 novembre 1890 de faire payer un droit aux visiteurs des monuments historiques. Mais combien nous sommes loin aujourd'hui d'un semblable projet. La loi de séparation, en son article 17 in fine déclare : « *La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques ; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe en redevance.* »

C'est poser bien clairement le principe de la gratuité. Mais le but démocratique poursuivi par nos législateurs ne serait-il point atteint malgré tout en établissant comme tempérament du système que nous préconisons : la visite gratuite, à jours fixes, et une distribution assez large de permis aux artistes et personnes qu'amènent des motifs tout spéciaux ? C'est là le système des musées d'Italie.

Ne pourrait-on aussi admettre que dans cette caisse tomberait le produit des amendes pour infractions aux lois et décrets organisant cette protection ? La Turquie et l'Italie ont admis cette solution.

Enfin on pourrait encore affecter à ce service toutes souscriptions publiques, subventions des commerçants et industriels d'une région, compagnies des chemins de fer, etc...

Quant aux monuments du domaine public, la question d'une taxe a préoccupé le congrès de la propriété artistique

et littéraire tenu à Marseille du 24 au 29 septembre 1904. » (1)

(1) Rapport de M. Lucas, architecte.

Il y est spécifié que les revenus seront perçus par des sociétés reconnues d'utilité publique investies du mandat légal de représenter le domaine public, payant dans les différents ordres de propriété.

Le tout serait de savoir quelles seraient les sociétés qui pourraient, avec le plus d'autorité, faire respecter le droit moral et aussi en faire appliquer les conséquences (voir supplément au journal la Loi du 14 août 1903).

Parmi les vœux déposés on trouve celui-ci :

2° Que les sociétés puissent suivant le projet de la loi sur le « domaine public payant » préparé par la société des gens de lettres percevoir une redevance sur les visites et les publications qui seraient faites, afin de trouver dans cette redevance les ressources nécessaires à la conservation et à l'entretien de ces monuments, ainsi qu'à des publications spéciales destinées à les faire mieux connaître.

CHAPITRE II

DE LA PUBLICITÉ DU CLASSEMENT

SOMMAIRE : Législations qui admettent la publicité. — Motifs qui l'ont fait écarter chez nous. — Réfutation de ces arguments. — Utilité d'une telle mesure.

A cette question de classement obligatoire moyennant indemnité, il faut joindre celle de la publicité de ce classement lui-même. Nous avons eu l'occasion de dire qu'aucune de ces deux lois, celle de 1887 et celle de 1906 ne l'ont prévu. On aurait pu croire à un oubli ; il n'en est rien, et il nous suffit de consulter les ouvrages écrits sur la question pour être persuadés que des raisons graves ont fait repousser cette publicité.

Cependant, nous avons eu l'occasion de le dire, d'autres législations moins logiques, peut-être, mais plus pratiques, ont crû devoir établir un moyen de publicité : à Neuchâtel, avons-nous dit plus haut, il y a inscription au cadastre en vertu de l'article 5 de la loi de 1902. Cette inscription à lieu d'office et sans frais : En vertu de l'article 11 dès qu'un immeuble est déclassé, l'inscription au cadastre est radiée d'office sur arrêté du Conseil d'État. Dans le canton

de Vaud on mentionne au *Ligenschaftskataster*, à Berne, dans l'*Amtsblatt*, journal officiel. En Autriche on inscrit sur le livre foncier (*Grundbuch*) (L. parag. 1, al. 6).

Quels arguments a-t-on bien pu faire valoir pour repousser la publicité en l'espèce? Ils ont été mis en lumière par M. Pariset.

On a dit : les immeubles sont soumis à ce qu'on est convenu d'appeler les servitudes administratives, et cela de plein droit, or, le classement est une servitude administrative, et on en conclut que c'est là une situation fort naturelle qui ne demande aucune publicité.

On a argué ensuite des difficultés pratiques : le classement est chose très variable : variable avec chaque monument, car il faut tenir compte des clauses diverses qui seront insérées.

Ce sont là difficultés pratiques :

Dans ce contrat, il faut tenir compte, aussi, de l'art. 13 du règlement « *si après le classement d'un monument appartenant à un particulier, et en dehors des conditions prévues par l'art. 3 de la loi, c'est-à-dire l'arrêté de classement, l'État accorde une subvention pour la conservation ou la restauration du monument, l'arrêté ministériel qui alloue cette subvention détermine les conditions particulières qui peuvent être imposées au propriétaire et mentionne le consentement écrit de celui-ci* ».

Et l'on se demande ce que l'on pourrait ainsi transcrire dans un contrat exposé à tant de modifications.

On fait ensuite intervenir une raison toute de sentiment. Il n'est point vrai, dit-on, que l'immeuble frappé de servitude de classement soit amoindri quant à sa valeur, bien plus, le goût du public est tel qu'on voit les vendeurs attirer les acheteurs par des annonces de ce genre : « A vendre château historique de M..... manoir du xiv^e siècle ». Une telle annonce, loin de détourner les acquéreurs, serait plutôt un brevet qu'on rechercherait avec envie.

D'ailleurs, ajoute-t-on, si le classement présente des inconvénients, ils sont largement compensés par les avantages réels consentis et, enfin, au point de vue pratique, les faits parleront d'eux-mêmes et la situation particulière de l'immeuble sera rarement ignorée.

Il va de soi que ces arguments, donnés en ce qui concerne la servitude de classement d'après la loi de 1887, pourront sans aucun inconvénient s'appliquer en ce qui concerne les sites et paysages classés selon la loi de 1906.

Nous ne croyons point ces arguments bien concluants. Dire que les faits parleront d'eux-mêmes, n'est point tout à fait exact, tout acheteur n'est pas doublé d'un archéologue, d'un historien ou d'un artiste : j'achète une maison d'aspect bien modeste, bien ordinaire et rien ne m'indiquera qu'entre ces murs blanchis à la chaux un homme célèbre a vécu, et ce fut pourtant la raison du classement. J'achète une propriété, je puis en reconnaître le charme

et ignorer cependant que telle partie en a été classée en vertu de la loi de 1906.

Et s'il en est ainsi, j'ai le droit de savoir qu'une servitude pèse sur ma nouvelle propriété. Si mes sentiments artistiques en sont flattés, si je crois ma propriété, par ce fait seul, augmentée de valeur, j'ai le droit de ne le point ignorer. Mais, j'ai surtout le droit de ne le point ignorer, quand j'estime que mon droit de propriété en est amoindri, et pour que je ne l'ignore point la servitude doit être rendue publique. La servitude de classement est assez lourde, elle limite suffisamment le droit de propriété pour qu'on ne puisse voir en elle une charge normale de la propriété, ce n'est point une situation qui saute aux yeux et elle peut exposer l'acheteur ignorant et de bonne foi à tant de mécomptes qu'il est de toute justice de l'en avertir.

Doit-on s'arrêter aux difficultés que nous avons signalées plus haut? Nous voulons croire que de tels détails n'arrêterait point l'ingéniosité administrative : on pourrait se contenter d'une mention simple avec renvoi aux arrêtés de classement, mais ce que nous tenons à faire remarquer c'est combien le système de classement obligatoire moyennant indemnité simplifierait en la matière : l'État accordant une indemnité pourra exiger beaucoup plus du propriétaire, et pourra même établir à peu près les mêmes charges pour tous : tout se résoudra donc en formules semblables, sans clauses diverses et déroutantes pour une

bureaucratie, et quand on dira qu'un immeuble est classé, on aura tout de suite présent à l'esprit tout un régime de restrictions, qui seront vraisemblablement les mêmes ici comme là : et les difficultés pratiques en seront bien diminuées.

On parle beaucoup de créer un livre foncier, où seront mentionnées toutes les charges, tous les droits qui pèseront sur la propriété. Nous ne nous dissimulons pas qu'un tel travail est loin d'être accompli encore : mais si jamais il voit le jour, une simple mention avec renvoi aux arrêtés du classement, et la publicité serait à peu près réalisée.

Quel que soit le moyen employé, il nous est permis de souhaiter qu'un tel état de chose soit rendu public. Mettrait-on sur l'immeuble une marque spéciale, à l'instar de ce qui a été prescrit par le décret du Bey de Tunis, du 7 mai 1886 ou par le paragraphe 4 de la loi du canton de Berne (27 novembre 1901)? Se conformera-t-on au système adopté pour les objets mobiliers (L. 1887, art. 9) en exigeant le dépôt d'une liste des monuments classés chez certains fonctionnaires du département ou de l'arrondissement? Il ne nous appartient pas de discuter ces mesures. Pour n'être point une chose en accord avec l'idée qu'on se fait du classement, qui n'est pas une servitude dans le sens du droit civil, la publicité n'en est pas moins fort utile, comme le prouve son adoption générale par les législations voisines.

CHAPITRE III

PROTECTION DES ALENTOURS, DES MONUMENTS, SITES ET PAYSAGES

SOMMAIRE : Intérêt qu'il y a à réaliser cette protection. — Diverses mesures : a) Limitation de la hauteur des maisons. — b) Défense de construire des baraquements. — c) Réglementation de l'affichage.

Il ne suffit pas, souvent, de protéger le monument ou le site, considéré en lui-même, abstraction faite du milieu dans lequel il se trouve, mais il convient encore de considérer que certaines précautions doivent être prises pour le préserver de tout fait qui l'atteindrait indirectement : il s'agit de modifications aux alentours des monuments, sites et paysages. Une telle idée apparaît seulement dans les législations les plus récentes. C'est ainsi que la loi Hessoise en son article 33 dispose : « Cette protection peut être également étendue à l'entourage d'un monument naturel (1) ».

C'est que cet entourage concourt très souvent à la mise en valeur du monument, c'est l'écrin qui met le bijou en évidence.

(1) V. journal *Deukmuthflege*, année 1905, p. 28.

Ces mesures prises par les législations étrangères se rapportent à trois questions différentes :

- a) Limitation de la hauteur des maisons.
- b) Défense de construire des baraquements.
- c) Réglementation de l'affichage (1).

*
* *

Sur le premier de ces points, nous avons eu l'occasion de signaler plus haut, le moyen détourné qui pouvait être employé en cas de refus de classement, mais il ne s'agit plus ici d'un moyen de secours, mais bien d'une mesure qui a son but déterminé, d'un pouvoir donné à l'administration dans un but esthétique de limiter la hauteur des maisons dans le voisinage d'un monument naturel ou dû à l'art de l'homme.

C'est en ce sens que se prononce la loi Italienne en son art. 23, parag. 3 : « on ne peut construire qu'à une certaine distance des monuments, et les bâtisses sont soumises à certaines règles concernant la hauteur.

En Belgique, au Congrès de l'Art Public en 1898, M. Holbach fit adopter un vœu à ce sujet : « le gouvernement doit posséder le droit d'autoriser ou d'interdire les

(1) Sur toutes ces questions voir *Bulletin de la Société de protection des paysages de France* 1902, p. 74, 1903 p. 19-42 et 91, 1904 p., 76.

Voir rapport de M. Raoul de Clermont au Congrès de Liège (association littéraire artistique) p. 33 *in fine*, p. 53, p. 56, (8^e et 15^e vœux).

« constructions, de contrôler et au besoin d'imposer l'architecture des bâtisses dans les coins de campagne, « constituant un paysage ou un site digne d'être conservé ».

*
* *

Sur le second point, que nous ne faisons que signaler, un curieux exemple nous est fourni par la loi Japonaise. Les Nippons sont très soucieux des beautés naturelles de leur pays et on trouve dans Élisée Reclus (1) cette curieuse observation : il est interdit au Japon de « déshonorer la nature par des auberges mal placées ».

En Suisse, M. Albin Perret, député de Neuchâtel, a formulé un vœu en ce sens dans son ouvrage : « de la « nationalisation des sites » : « Que les autorités interdisent l'établissement d'estaminets, dans le voisinage « immédiat d'endroits dits historiques.

*
* *

Enfin sur le troisième point : la réglementation de l'affichage, nous nous étendrons plus largement.

L'affiche réclame, issue de la bonne vieille enseigne (2)

(1) Élisée Reclus. *Nouvelle Géographie Universelle*, t. VIII, p. 772.

(2) Sur l'affiche et l'enseigne voir les travaux de John Grand-Carteret : *L'histoire des enseignes*. Librairie Savoyarde. Moulins 1902.

L'affiche Belge par A. Demeure de Beaumont (Toulouse 1897).

L'enseigne et l'affiche, par Baudin (Genève 1905). Imp. Atar., rue

a acquis dans ces dernières années un développement tel qu'on a pu parler d'abus et que certains pays n'ont pas craint de sévir contre ces énormes carrés de papier ou ces gigantesques lettres peintes qui revêtent nos villes et nos campagnes de grands habits d'arlequin comme on s'est plu à le dire.

A proprement parler une telle réglementation n'était pas facile et des mesures ne pouvaient être prises sans léser des intérêts fort respectables.

Corratarie, 12. Il est intéressant de voir dans ces ouvrages comment l'enseigne a évolué peu à peu : simple signe de reconnaissance pour un temps où on ne savait guère lire, elle est devenue peu à peu un instrument de réclame. Elle avait par son développement même entraîné des abus ; circuler dans les rues au ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècle était véritablement passer sous les fourches caudines, les enseignes saillantes se détachaient parfois pour le plus grand dommage des passants ; dans les paisibles petites villes elles étaient un objet constant de terreur, la nuit elle grinçaient terriblement, troublant le sommeil des habitants, elles faisaient aussi de grandes ombres favorables aux ténébreux desseins. Les marchands en étaient arrivés à placer au dessus de la voie publique des tableaux énormes et des objets immenses « des gardes d'épée de six pieds de haut, des bottes grosses comme des muids, des éperons comme des roues de carrosses et des gants qui auraient logé un enfant dans chaque doigt ».

En 1760 devant de tels abus, le parlement de Londres supprime toutes les enseignes saillantes. A Paris, M. Sartines, l'intendant de police du royaume prohiba en 1760 toutes enseignes faisant saillie sur les rues. L'enseigne devait être placée contre les murs et ne point faire une saillie de plus de quatre pouces. Ce fut l'origine de l'affiche qui devait se développer surtout avec les progrès de l'imprimerie. Il était intéressant de signaler cette réglementation pour la rapprocher des mesures prises dans différents pays contre les affiches-réclames.

Tout d'abord l'affiche-réclame est devenue aujourd'hui un des éléments les plus importants de la concurrence entre commerçants ou entre industriels : c'est l'un des facteurs de leur lutte économique, mais, cette considération ne serait point un grand obstacle à des mesures plus ou moins énergiques, on s'est plu à montrer combien la publicité revêtait de formes inattendues, l'ingéniosité des maisons de publicité est à toute épreuve, on ne l'incommoderait guère en lui supprimant l'une de ces voies.

Mais l'affiche est une source de revenus pour le trésor, par le droit de timbre (Loi de finance du 27 décembre 1890, art. 5 et 6), c'est aussi une aubaine pour le propriétaire qui loue son mur, son immeuble, son terrain pour des sommes annuelles souvent très élevées.

On ne saurait le priver d'un tel profit que dans un intérêt absolument supérieur. C'est précisément dans les environs des endroits les plus en vogue, les plus connus, que s'étale plus facilement l'affiche-réclame, et on s'est aperçu qu'elle était une cause de dépréciation pour tel chef-d'œuvre de la nature ou de l'homme, les visiteurs, les admirateurs des beaux spectacles s'éloignaient un peu désillusionnés, causant un grand préjudice aux commerçants de la région. Tout récemment, en Suisse, cet exode se faisait si cruellement sentir qu'un groupe important d'hôteliers de la vallée du Rhône, réunis en assemblée annuelle, ont décidé de boycotter les industriels qui se plaissent à déshonorer les flancs des montagnes avec leurs

écriteaux, affiches, pancartes de dimensions ridicules et exagérées, et placées avec intention sur les points les plus en vue, auxquels ils enlèvent leur caractère (1).

Si un tel préjudice était constaté en France, et il est fort probable que l'abus de l'affichage peut entraîner pour des régions favorisées un certain dommage en éloignant tout un courant d'admirateurs, il y aurait lieu non point tant de supprimer l'affiche que de la réglementer.

Les lois étrangères n'ont pas craint de sévir et d'enlever aux propriétaires fonciers le droit d'utiliser en ce sens leurs immeubles.

En Amérique, dans l'État de Massachussets, existe un texte qui réglemente l'affichage le long des routes. Dans l'État de Pensylvanie on trouve trois actes de législature relatifs à l'affichage sur les bâtiments le long des routes.

En Angleterre les mesures se lient étroitement au règlement sur l'embellissement des villes.

L'ordonnance municipale de Douvres de 1901, en son art. 41 et 43, réglemente et délimite les emplacements où l'affichage sera permis. Une autorisation écrite de la municipalité, renouvelable tous les quatre ans, est exigée et le pouvoir municipal peut y attacher telle condition qui lui paraîtra utile. Les contravenants sont passibles d'une amende de 40 shillings (2).

(1) *Journal des Débats*, 13 février 1907.

(2) Voici quelques paragraphes de cette ordonnance à titre documentaire : art. 41, parag. 2, afin de permettre à la municipalité

En Angleterre, de nombreuses associations organisent une lutte constante et reçoivent des dons très importants, la dernière formée est la « National Society for Checking the Abuses of public Advertising », qui a élaboré un projet de loi ainsi intitulé : « A bill To Authorise Local authorities to make Byelaws respecting the exhibition of « Advertisements ».

d'exercer son contrôle sur tous les emplacements et sur toutes les clôtures exigés et employés dans un but de publicité, les stipulations suivantes auront leur effet : (1^o personne ne pourra élever, exposer, ajouter, maintenir ou conserver aucune annonce, sur des terrains, maisons, édifices, ou constructions, sauf les emplacements, clôtures, ou autres constructions pour lesquelles la municipalité aura donné une licence.

(2^o Si un tableau d'annonces est élevé, maintenu ou conservé sur un emplacement pour lequel une licence, conforme aux stipulations du présent règlement n'a pas été obtenue ou sur un emplacement dont la licence est expirée ou annulée, la municipalité sera légalement en droit d'exiger du propriétaire ou du locataire du terrain, de la maison, du bâtiment ou de la construction sur laquelle cette annonce est placée ou appuyée, d'ôter ou d'enlever une telle annonce dans un temps déterminé, et, en cas de non exécution le tribunal « Petty Sessional Court » pourra, sur la demande de l'inspecteur des Travaux publics, ordonner que celui-ci soit autorisé à ôter ou enlever ladite annonce aux frais dudit propriétaire ou locataire, (3^o....(4^o Toute personne à laquelle la municipalité aurait refusé d'accorder une licence, et que ce refus aurait lésée, peut en appeler devant le tribunal « Petty Sessional Court » deux jours francs après un tel refus.

Art. 43. — Il sera illégal d'élever ou fixer sur ou conjointement à un bâtiment une enseigne aérienne. En cas de contravention, la municipalité pourra légalement prendre des mesures pour faire ôter ou enlever ladite affiche aérienne.

Il s'agirait non plus d'une mesure locale, mais d'une loi générale.

En Allemagne, la Prusse est entrée dans cette voie de réglementation. Le Landstag a voté une loi le 2 juin 1902, qui donne aux municipalités le droit de prendre certaines mesures, concernant l'affiche réclame (1). « Dans le but d'empêcher la détérioration des sites, remarquables par leur beauté naturelle, les autorités municipales auront le droit de prohiber hors de l'enceinte des villes les tableaux d'annonces, inscriptions et sujets illustrés, susceptibles de déparer le paysage. Par des règlements de police rendus conformément à la loi de juillet 1883, ces règlements peuvent s'appliquer à des espaces ou à des sites particuliers ».

Dans le grand duché de Hesse, une ordonnance fort complète sur la protection des monuments naturels traite de la question en son art. 35 :

« En vertu d'une décision de l'administration préfectorale, les inscriptions et autres réclames analogues et « objets de cette nature, existant au moment de l'entrée « en vigueur de la présente loi, doivent être supprimés.

« Le propriétaire a le droit de réclamer de l'État le remboursement des frais occasionnés par la suppression des objets en question.

Par ordonnance de la police locale, l'installation ou

(1) Voir rapport de M. Maurice Faure au Sénat, annexes p. 32 et s.

l'établissement d'inscriptions et autres réclames ou objets de nature à nuire au caractère esthétique de beaux paysages, peuvent être interdits, et la suppression de telles inscriptions ou réclames, ou de tels objets déjà existants peuvent être ordonnés ».

La Suisse, de son côté, a pris certaines mesures, c'était pour ce pays une question vitale, et on ne s'étonnera point de voir le canton de Vaud posséder depuis 1901 un texte de loi. Devant le grand Conseil du canton, M. Albert Bonnard, au nom de la Commission, concluait ainsi : « Votre « Commission ne trouverait point excessif de prohiber « d'une manière plus absolue les affiches-réclames posées « sur poteaux, en plein champ, à moins qu'ils ne se rap- « portent au sol sur lequel elles sont placées ».

Quelques communes du canton du Grisons, ont défendu l'enlaidissement du paysage par l'affiche-réclame : ce sont les communes de Saint-Moritz, Poubernic et Zùg.

Enfin d'une façon plus générale, au moment même où nous écrivons ces lignes, un projet de loi vient d'être

(1) Texte de la loi du canton de Vaud :

Art. 1^{er}. — Les affiches sur papier qui sont placées ou transportées de manière à être vues depuis un chemin public, une voie ferrée ou un bateau servant au transport public des voyageurs ou qui sont apposées à l'intérieur d'un édifice ou d'un véhicule librement accessible au public payent un droit de timbre fixé comme suit.

Art. 4. — Le conseil d'État interdit et s'il y a lieu, fait enlever, par voie administrative, toute affiche gâtant le paysage appliquée contre un appui autre qu'une muraille d'édifice ou un mûr de clôture ou dépassant le faite de l'édifice ou du mur lui servant de soutien.

élaboré par M. Wieland, professeur de droit à l'université de Bâle. Il a bien voulu nous en adresser quelques exemplaires, son système de base sur l'interdiction complète dans quelques cas, une forte taxe dans les autres cas, cependant quelques affiches ne sont point atteintes par ces mesures, ce sont celles qui ont trait au commerce du propriétaire de l'immeuble visé.

Quoiqu'il en soit, et de ce rapide coup d'œil sur la législation étrangère, nous pouvons conclure que les moyens par lesquels on veut en cette matière limiter le droit qu'a le propriétaire foncier d'user de sa chose comme bon lui semble sont assez divers :

Tantôt on ne l'atteint qu'indirectement, en se contentant d'établir une forte taxe sur l'affichage, ce moyen a comme inconvénient de ne pas être efficace, il ne fait que favoriser le grand industriel au détriment du petit.

Quelquefois il l'atteint directement, soit en réglementant les conditions mêmes de cet affichage, soit en l'interdisant d'une façon absolue, et ici encore les législations se séparent, soit qu'elles édictent une mesure générale d'interdiction, soit qu'elles remettent un pouvoir discrétionnaire aux autorités locales, moyen plus souple.

Quelque soit le moyen employé, il est un fait digne d'attention, c'est le soin jaloux avec lequel l'exposé des motifs légitime cette restriction au droit de propriété. En Prusse, le rapport de la Commission s'exprime ainsi : « ce qui est nécessaire, c'est la création d'une base légale.

L'intérêt de tous ceux qui aiment la belle nature est en jeu, et c'est celui de presque tous les voyageurs se déplaçant pour leur plaisir, à quelque nationalité qu'ils appartiennent. D'autre part, nous ne pouvons considérer avec indifférence les pertes pécuniaires que l'enlaidissement progressif des sites occasionnera en enrayant le trafic des touristes »

Au début de notre étude, dans les considérations générales, nous avons eu l'occasion de signaler une théorie admise en Suisse au sujet du droit de propriété, il s'agissait précisément d'interdire l'affichage dans la campagne. Il y était dit que l'affichage constituait un fait nouveau, non prévu par le législateur, et comme tout fait nouveau présentait de graves inconvénients, il appelait une réglementation. Il était dit aussi que le propriétaire qui louait sa vigne ou son champ pour la publicité, allait à l'encontre de la destination même de ce terrain, et de ce chef, la société pouvait intervenir. Nous renvoyons donc à l'introduction en ce qui concerne l'exposé de cette théorie.

M. Wieland, dans son exposé des motifs, démontre que l'atteinte portée au droit de propriété dans son exercice n'est point contraire aux textes fédéraux Suisses, et cela serait conforme au projet du Code fédéral Suisse, art. 3, al. 2. « Celui qui abuse évidemment de son droit ne peut jouir d'aucune protection légale ».

Tant de souci dans des pays très différents pour établir une base juridique aux mesures à prendre, prouve certai-

nement que l'intérêt général est ici en jeu, et qu'il heurte directement l'intérêt privé. L'existence de cet intérêt, légitime pleinement quelques restrictions au droit de propriété. Le rôle du législateur doit être tel qu'il satisfasse aussi pleinement que possible le premier, en ne portant au second que les limitations essentielles (1).

D'un point de vue général, nous venons de voir les pays étrangers étendre cette protection qu'ils accordent aux monuments, sites et paysages, aux alentours même de ces choses. Cette servitude nouvelle qui rayonne inégalement autour des richesses historiques, artistiques, naturelles d'une nation, mérite d'attirer l'attention du législateur Français, le jour où il procédera à une refonte de nos lois en la matière.

(1) Si l'on voulait réglementer en la matière et trouver une base légale, peut-être aurait-on un terrain assez sûr dans la théorie de l'abus de droit qu'on définit ainsi : « un détournement du droit de son but économique et social ».

Voir Bufnoir. « *Propriété et Contrat* », p. 809.

Voir Saleilles. *De l'abus de Droit*, rapport présenté à la 1^{re} sous-commission de révision du Code civil dans le *Bulletin de la Société d'études législatives* 1905.

CONCLUSION

Arrivés à ce point de l'évolution historique où des manifestations législatives sont venues sanctionner, dans notre pays, les atteintes à ce que la nature et la main de l'homme ont produit d'artistique et de remarquable, nous avons ralenti notre course, comme le voyageur demeure quelques instants en un point culminant de son chemin, observe ce qui l'environne avant de poursuivre sa route. La protection de l'art, sous toutes ses formes, est une idée en marche : suivons-là un instant ! Elle ne veut plus emprunter les sentiers frayés et étroits où elle s'était plu jusqu'ici, elle veut aussi, inquiète voyageuse, flâner de droite et de gauche. Son champ d'action est restreint : elle veut l'agrandir ; les moyens qu'on lui accorde lui paraissent bien timides : elle en réclame de plus énergiques.

Il ne s'agit plus, maintenant, de protéger le château, parce qu'il se rattache aux grands faits de l'histoire, la cathédrale comme un chef-d'œuvre de l'architecture d'une époque, il ne s'agit même plus de protéger la ruine en

tant que ruine, le paysage en tant que beau. Le cercle s'agrandit !

Avec netteté et précision, un mouvement se dessine, mouvement de vie et de renaissance pour nos provinces, c'est une poussée, qui s'annonce irrésistible, vers la décentralisation. Rendre à chaque province sa vie propre et son originalité, voilà le but que poursuivent généreusement des sociétés, pleines d'ardeurs, comme la Fédération Régionaliste, et leur action n'est point restée vaine, car nous voyons dans ces derniers temps des vœux et des propositions de lois, se succéder avec une étonnante persistance, et voilà quelques jours à peine, M. Beauquier, député du Doubs, déposait sur le bureau de la Chambre un projet fort documenté de décentralisation.

Mais pour atteindre un but aussi désirable, avant toute chose, il convient de rendre ou conserver à chaque parcelle de territoire sa caractéristique, son « cachet ». Or le progrès, en sa toute puissance, voudrait frapper, êtres vivants et choses, dans le même moule, les revêtir de la même livrée. Contre une telle tendance on ne saurait trop réagir, car, si un indicible besoin, de voir et d'apprendre, semble posséder chacun, cette louable curiosité, qui recherche partout l'empreinte personnelle d'une époque ou d'une région, ne saurait se satisfaire au spectacle banal et uniforme, que les nécessités de la vie semblent créer. Que chaque pays, que chaque région, prenne conscience d'elle-même et de ses richesses, qu'elle ignore souvent !

Nous avons eu l'occasion de le dire, l'Amérique n'a point craint de protéger ses derniers pélicans et ses derniers bisons, l'Autriche les edelweiss. Détail, nous dira-t-on ! Détail, sans doute, mais la flore et la faune d'un pays, tout cela ne rentre-t-il point dans son patrimoine ? Des petits riens accumulés créent des différences profondes. Ce sont d'antiques usages conservés, de générations en générations, la survivance de pittoresques costumes locaux, qui valent aujourd'hui encore à la France deux régions aussi caractéristiques que la Bretagne et le pays basque. Et à chaque fois que de sa vague immense le progrès vient effacer quelques-unes de ces différences, comme le flux aplanit tout sur la grève, c'est une parcelle du patrimoine national qui s'efface.

Il semble, cependant, que dans ces vastes organismes qui ne paraissent tenir la vie que d'un point commun, un réveil se produise au contact même de tant de ressources jusqu'ici méconnues. Et c'est ainsi que fleurissent à nouveau des industries locales qu'on croyait à tout jamais disparues.

Et ce mouvement de protection, que nous nous sommes efforcés de mettre en lumière, quand il s'appliquait aux manifestations artistiques quelle que soit d'ailleurs leur source, grandit à vue d'œil et s'étendra peut-être un jour à tout ce qui constitue la richesse d'un pays.

La Suisse l'a défini d'un mot : « Heimatschütz ! » la sauvegarde du patrimoine national, c'est d'ailleurs le nom

que prend la ligue pour la conservation de la Suisse pittoresque.

Elle se propose de rechercher et protéger l'originalité naturelle et historique sous toutes ses formes et nous verrons nettement le but à atteindre en énonçant son programme :

a) « Protéger les beautés de la nature y compris les
« ruines, principalement contre l'enlaidissement par la
« réclame et l'exploitation égoïste ;

b) « Conserver l'architecture rurale et bourgeoise traditionnelle ;

c) « Coopérer à la protection des monuments avec la
« Société Suisse des monuments historiques.

d) « Lutter contre la destruction de la flore et de la faune
« nationales ; préserver les curiosités géologiques ;

e) « Rénover l'art populaire dans les objets mobiliers et
« accessoires de la vie ordinaire.

f) « Conserver les coutumes et costumes ».

Tel est le programme proposé, mais pour l'accomplir quelles voies emprunter, c'est sur ce point que les diversités des législations apparaissent le plus. Si certaines, comme la législation belge, ont au plus haut degré le respect du droit absolu de propriété, d'autres se sont montrées plus hardies, et n'ont point craint sur ce terrain d'apporter quelques limitations dans un intérêt supérieur. Et on ne s'en est point tenu là, du moins en théorie, et nous en

trouvons un exemple remarquable en ce qui concerne la protection des sites et paysages dans l'ouvrage de M. Albin Perret, député de Neuchâtel : la nationalisation des sites et points de vue. L'auteur demande :

Qu'un certain nombre de sites et points de vue soient désignés à l'avance comme devant être joints un jour au domaine cantonal ou communal, et que le classement en soit adopté après une enquête dirigée par l'État ou les communes, et après consultation de l'opinion publique ;

Qu'aucune mise en vente de domaines où se trouve un site classé ne puisse se faire avant que l'État n'en ait été informé à l'avance ;

Que l'État où les communes se rendent autant et aussitôt que possible acquéreurs des sites et points de vue classés ;

Que ces sites soient déclarés d'utilité publique ;

Qu'à défaut d'achat, les autorités fassent constituer des servitudes dans un but de protection des sites et des points de vue, et dans l'intérêt d'une libre vue et circulation.

Il est assez difficile de dire en quel sens s'orientera le mouvement. Mais ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que cette question, comme beaucoup d'autres, est avant tout une question de sens moral, une question d'éducation. Un penseur anglais disait avec raison : « avec un bill du Parlement, on ne rend point un homme sage ! »

La plus étroite réglementation demeurera lettre morte, les mesures les plus restrictives du droit de chacun seront

vaines, si elles ne répondent à un besoin à peu près général, si elles ne correspondent à un état commun dans l'opinion publique. S'il en était autrement, de telles lois seraient inquisitoriales et odieuses.

Mais voici que ce mouvement semble se dessiner. Des groupements se forment ayant des buts bien déterminés, accueillis partout avec sympathie. Des publications rendent les inépuisables richesses de notre patrie familières à tous, et tout ce qui atteint ce patrimoine nous touche profondément.

Mais puisqu'avant toute chose, il y a ici une question d'éducation, c'est le rôle de ceux qui doivent former les générations futures, que de leur apprendre qu'il y a plusieurs formes de patriotisme, plusieurs façons d'aimer son pays, et que c'en est une et non la moindre, que de respecter ce qui en fait la beauté.

Voilà quelques jours à peine, sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, une importante association s'est formée : la Société de l'Art à l'École. Nul doute qu'elle n'atteigne d'heureux résultats. N'aurait-elle pour effet que de combattre chez l'enfant cette manie de détruire qui s'attaque à tout, et qui est une première forme du vandalisme, pour le remplacer par un sentiment d'attentive curiosité, que par là-même elle aurait résolu, en majeure partie, la question de protection de notre patrimoine national, et qu'elle aurait acquis des droits à notre estime.

Mais cette empreinte, donnée à de jeunes cerveaux aura, dans la suite, et bien longtemps encore, des résultats heureux. Tandis qu'on discutait au Parlement la loi sur les monuments historiques, un député demanda pour l'expropriation un jury composé de spécialistes, le rapporteur de la loi repoussa une telle prétention. Il comptait sur les bienfaits de l'instruction obligatoire, pour mettre chacun à même d'apprécier chaque chose à sa juste valeur. En pourrait-il être autrement aujourd'hui ! Ne point l'admettre serait douter de ce mouvement de forces libres qui se dessine de nos jours, et va toujours grandissant, douter de la volonté de chacun de vouloir une France belle et admirée de tous.

Vu : Le Président
BERTHÉLEMY.

Vu :
Le Doyen de la Faculté
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

N.-B. Dans les quelques pages qui suivent, nous avons réuni, à titre documentaire quelques textes de lois sur la protection des monuments, sites et paysages. Nous n'avons pris dans ces textes que ce qui avait trait à la limitation de la propriété privée foncière. La liste que nous donnons n'a nullement la prétention d'être complète, c'est ainsi que nous avons laissé de côté les nombreux textes qui n'ont point encore été traduits en français.

A) Législation Française

**Loi pour la conservation des monuments et objets
d'art ayant un intérêt historique ou artistique
(30 mars 1887).**

CHAPITRE PREMIER

IMMEUBLES ET MONUMENTS HISTORIQUES OU MÉGALITHIQUES

Article premier

Les immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, seront classés en totalité ou en partie par les soins du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Article 2

.
.

Article 3

L'immeuble appartenant à un particulier sera classé par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, mais ne pourra l'être qu'avec le consentement du propriétaire. L'arrêté déterminera les conditions du classement.

S'il y a contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de cet acte, il sera statué par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux.

Article 4

L'immeuble classé ne pourra être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts n'y a donné son consentement.

L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne pourra être poursuivie qu'après que le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations.

Les servitudes d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Les effets du classement suivront l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Article 5

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1844, poursuivre l'expropriation des monuments classés ou qui seraient de sa part l'objet d'une proposition de classement refusée par le particulier propriétaire.

Il pourra, dans les mêmes conditions, poursuivre l'expropriation des monuments mégalithiques, ainsi que celle des terrains sur lesquels ces monuments sont placés.

Article 6

Le déclassement total ou partiel pourra être demandé par le Ministre dans les attributions duquel se trouve l'immeuble classé, par le département, la commune, la fabrique, l'établissement public et le particulier propriétaire de l'immeuble.

Le déclassement aura lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes distinctions que le classement.

Toutefois, en cas d'aliénation consentie à un particulier de l'immeuble classé appartenant à un département, à une commune, à une fabrique ou à tout autre établissement public, le déclassement ne pourra avoir lieu que conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

Article 7

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux

monuments historiques régulièrement classés avant sa promulgation.

Toutefois, lorsque l'État n'aura fait aucune dépense pour un monument appartenant à un particulier, ce monument sera déclassé de droit dans le délai de six mois après la réclamation que le propriétaire pourra adresser au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE II

OBJETS MOBILIERS

.

Article 12

Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, exécutés en violation des articles qui précèdent, donneront lieu, au profit de l'État, à une action en dommages-intérêts contre ceux qui les auraient ordonnés ou fait exécuter.

Les infractions seront constatées et les actions intentées et suivies devant les tribunaux civils ou correctionnels, à la diligence du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ou des parties intéressées.

Article 13

.

CHAPITRE III

FOUILLES

Article 14

Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on aura découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'État, à un département, à une commune, à une fabrique ou autre établissement public, le maire de la commune devra assurer la conservation provisoire des objets découverts, et aviser immédiatement le préfet du département des mesures qui auront été prises.

Le préfet en référera, dans le plus bref délai, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, qui statuera sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avisera le préfet. Sur le rapport du préfet et après avis de la Commission des monuments historiques, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pourra poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 3 mai 1841.

Article 15

Les décisions prises par le Ministre de l'Instruction

publique et des Beaux-Arts, en exécution de la présente loi, seront rendues après avis de la Commission des monuments historiques.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'ALGÉRIE

ET AUX PAYS DE PROTECTORAT

Article 16

La présente loi est applicable en Algérie.

Dans cette partie de la France, la propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-relief, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, qui pourraient exister sur et dans les sols des immeubles appartenant à l'État ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans les terrains militaires, est réservée à l'État.

Article 17

Les mêmes mesures seront étendues à tous les pays placés sous le protectorat de la France et dans lesquels il n'existe pas déjà une législation spéciale.

Disposition transitoire*Article 18*

Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 mars 1887.

DÉCRET

**Portant règlement d'administration publique
pour l'exécution de la loi du 30 mars 1887**

Article premier

Le classement, en totalité ou en partie, des immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt national, est prononcé par arrêté spécial du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

L'arrêté détermine les parties de l'immeuble auxquelles le classement s'applique. Il vise l'avis de la Commission des monuments historiques et, s'il y a lieu, ceux du

Ministre intéressé et des représentants légaux de l'établissement public propriétaire.

.
.

Article 5

Le classement de l'immeuble appartenant à un particulier ne peut être prononcé qu'après que le propriétaire en a adressé la demande au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ou qu'il a donné son consentement par écrit.

L'arrêté qui prononce le classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire.

Article 6

Toutes demandes de classement adressées au Ministre, doivent être accompagnées, entre autres pièces, des documents graphiques représentant l'ensemble ou les détails intéressants du monument dont le classement est demandé et, autant que possible, des photographies de ce monument.

Article 7

Lorsque l'accord s'établit entre le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et l'établissement ou le particulier propriétaire de l'immeuble, l'arrêté du Ministre

doit intervenir dans les six mois, à dater du jour de cet accord.

A défaut d'arrêté dans ce délai, le projet du classement est considéré comme abandonné.

Article 8

Le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'État aux travaux de restauration ou de réparation.

Dans le cas où une partie de ces dépenses est mise à sa charge, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel et des sacrifices consentis par le département, la commune, l'établissement public, ou le particulier propriétaire du monument.

Article 9

Le classement d'un immeuble et l'exécution par l'État de travaux de restauration ou de réparation, n'impliquent pas la participation de l'État dans les charges des travaux d'entretien proprement dits.

Article 10

Tous projets de travaux concernant un monument classé, sont adressés ou communiqués au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si le projet comporte une demande d'allocation sur le crédit affecté aux monuments historiques, il est accom-

pagné de pièces établissant : 1° la situation financière du département, de la commune, ou de l'établissement public qui sollicite la subvention ; 2° le montant des sacrifices consentis, soit par l'établissement, soit par le particulier propriétaire, et celui des allocations de toute nature qui pourraient concourir à la dépense.

Article 11

Sont compris parmi les travaux, dont les projets doivent être soumis à l'approbation du Ministre : les peintures murales, la restauration des peintures anciennes, l'exécution de vitraux neufs, et la restauration des vitraux anciens, les travaux qui ont pour objet d'agrandir, dégager, isoler et protéger un monument classé, et aussi les travaux, tels qu'installation de chauffage, d'éclairage, de distribution d'eau et autres, qui pourraient soit modifier une partie quelconque du monument, soit en compromettre la conservation.

Est également comprise parmi ces travaux la construction de bâtiments annexes à élever contre un monument classé.

Aucun objet mobilier ne peut être placé à perpétuelle demeure dans un monument classé, sans l'autorisation du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Article 12

Les immeubles qui seraient l'objet d'une proposition de

classement en cours d'instruction ne pourront être détruits, restaurés ou réparés, sans le consentement du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, jusqu'à ce que la décision ministérielle soit intervenue, si ce n'est après un délai de trois mois à dater du jour où la proposition aura été régulièrement portée à la connaissance de l'établissement public ou du particulier propriétaire.

Article 13

Si, après le classement d'un monument appartenant à un particulier, et en dehors des conditions prévues par l'article 3 de la loi, l'État accorde une subvention pour la conservation ou la restauration de ce monument, l'arrêté ministériel qui alloue la subvention détermine les conditions particulières qui peuvent être imposées au propriétaire, et mentionne le consentement écrit de celui-ci.

Article 44

Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la loi :

1° Les monuments classés avec le consentement de ceux auxquels ils appartenaient ou dans les attributions desquels ils se trouvaient placés ;

2° Les monuments qui auraient été classés d'office par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et dont le classement, après avoir été porté à la connaissance des intéressés, n'aura été l'objet d'aucune protestation dans le délai de trois mois ;

3° Les monuments classés pour lesquels l'État aura fait une dépense quelconque sur le crédit affecté aux monuments historiques.

Article 15

Le délai d'un an, accordé aux particuliers par l'article 7 de la loi pour réclamer le déclassement des monuments pour lesquels l'État n'a fait aucune dépense, ne commence à courir qu'à dater de la notification faite au propriétaire, si elle est postérieure à la promulgation de la loi.

Six mois après la déclaration, le monument est déclassé de droit, sans qu'aucune formalité soit nécessaire.

.
 ,

Article 20

L'action civile ouverte au profit de l'État par l'article 12 de la loi devant les Tribunaux civils, ou devant les Tribunaux correctionnels, si l'infraction est accompagnée d'un délit de droit commun, contre les personnes qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4 et 10 de ladite loi, ainsi que celle qui appartient au propriétaire, est, en ce qui concerne les établissements publics, intentée et suivie à la diligence, soit du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, soit des représentants légaux de l'établissement.

**Loi du 24 avril 1906 organisant la protection
des sites et monuments naturels de caractère
artistique.**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier

Il sera constitué dans chaque département une Commission des sites et monuments naturels de caractère artistique.

Cette Commission sera composée :

Du préfet, président ;

De l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et de l'agent voyer en chef ;

Du chef de service des eaux et forêts ;

De deux conseillers généraux élus par leurs collègues ;

Et de cinq membres choisis par le Conseil général parmi les notabilités des arts, des sciences et de la littérature.

Article 2

Cette Commission dressera cette liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir, au point de vue artistique ou pittoresque un intérêt général.

Article 3

Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale de la Commission et approbation du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si cet engagement est donné, la propriété est classée par arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si l'engagement est refusé, la Commission notifiera le refus au département et aux communes sur le territoire desquels la propriété est située.

Le déclassement pourra avoir lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le classement.

Article 4

Le préfet, au nom du département, ou le maire, au nom de la commune, pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841 poursuivre l'expropriation des propriétés désignées par la Commission comme susceptibles de classement.

Article 5

Après l'établissement de la servitude toute modification des lieux, sans l'autorisation prévue à l'article 3, sera punie d'une amende de cent francs (100 francs) à trois mille francs (3.000 francs).

L'article 463 du Code pénal est applicable.

La poursuite sera exercée sur la plainte de la Commission.

Article 6

La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 avril 1906.

B) Législation étrangère

Extrait de la loi Italienne de 1902 (12 juin) édictant des dispositions sur la protection et la conservation des monuments et objets ayant une valeur d'art ou d'antiquité.

(D'après la traduction de M. Paul Carpentier, avocat à Lille)

Article premier

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux monuments, aux immeubles et aux objets mobiliers ayant une valeur d'art ou d'antiquité. Elles ne visent pas les édifices et objets d'art, dont les auteurs sont vivants ou dont l'exécution ne remonte pas au-delà de cinquante ans.

.

Article 5

Quiconque soit comme propriétaire, soit aussi à titre de simple possesseur, sera détenteur d'un monument ou d'un objet artistique ou antique compris dans le catalogue prévu à l'article 23, sera tenu d'en déclarer à l'instant tout contrat

d'aliénation ou toute mutation dans la possession. La même obligation pourra lui être imposée du fait de la notification de la valeur de l'objet ou du monument, quand, pour des raisons d'urgence, le Ministre de l'Instruction publique, sur l'avis de la Commission compétente, procède à cette notification avant l'inscription au catalogue.

L'effet de cette notification est provisoire, et se prolonge au moins jusqu'à l'inscription au catalogue lui-même.

Dans l'acte même d'aliénation, le vendeur est tenu d'informer l'acheteur, que le monument ou l'objet artistique ou antique est repris au catalogue, ou qu'il a été procédé à la notification prévue au paragraphe précédent ; cette information a pour effet d'astreindre l'acheteur, sous la sanction édictée aux articles 26 et 27, à ne pas disposer du monument ou de l'objet sans déclaration préalable.

Article 6

Quand une personne aura l'intention de vendre un monument ou un objet artistique ou antique de la catégorie de ceux prévus à l'article précédent, le Gouvernement aura le droit de préemption à parité de conditions. A quelque moment que soit effectuée la déclaration d'aliénation, ce droit devra être exercé dans les trois mois qui le suivent. Ce délai pourra être prorogé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois, lorsque, par suite de l'offre simultanée de nombreux objets antiques ou artistiques, le

Gouvernement n'aura pas promptement à sa disposition toutes les sommes nécessaires aux acquisitions.

Lorsque le droit de préemption s'exerce sur un objet mobilier, et sur la base d'une offre partie de l'étranger, qu'elle émane de particuliers ou d'institutions, le prix sera établi en déduisant de l'offre le montant de la taxe d'exportation établie par l'article 8 ci-dessous.

Article 7

Le droit de provoquer l'expropriation de monuments immeubles appartiendra en outre des personnes morales indiquées dans l'article 83 de la loi du 25 juin 1865 (n° 2359) (1) à toutes celles qui sont légalement reconnues et ont pour fin spéciale la conservation des monuments.

.

Article 10

Sauf les précautions en cas d'urgence établie, il ne pourra être fait sans autorisation du Ministre de l'Instruction publique, de travaux aux monuments et aux objets artistiques et antiques, repris aux articles 2, 3 et 4.

Cette autorisation est également nécessaire, s'il s'agit

(1) L'article 83 de la loi du 25 juin 1865, est ainsi conçu :

Tout monument historique ou d'antiquité nationale, ayant le caractère d'immeuble et dont la conservation pourrait être compromise, s'il continuait à être possédé par une personne morale quelconque ou un particulier, pourra être acquis par l'État ; la province ou la commune, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

de monuments qui sont des propriétés privées, quand le propriétaire entend y exécuter des travaux de nature à modifier les parties de ces monuments exposées à la vue du public.

Article 11

Il est interdit de démolir ou d'altérer les ruines monumentales, existant même sur des propriétés privées, toutefois le propriétaire aura le droit de faire examiner par les fonctionnaires du Gouvernement si la ruine monumentale mérite d'être conservée.

Article 12

Le Gouvernement a le droit d'exécuter les travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des monuments.

Lorsque l'utilité financière de ces travaux sera établie, l'article 1144 du Code civil (1) sera applicable.

Article 13

Dans les communes dans lesquelles il existe des monuments assujettis aux dispositions de la présente loi, il pourra être prescrit, pour les cas de constructions nouvelles,

(1) C. Civil, art. 1144 : Si l'affaire a été bien administrée, l'intéressé doit remplir les obligations contractées en son nom par le gérant, l'indemniser de celles qu'il a prises personnellement, et lui rembourser toutes les dépenses nécessaires et utiles avec les intérêts, au jour où elles ont été faites.

de reconstructions, ou d'élévation d'édifices, l'observation de distances ou les mesures nécessaires, afin que les nouveaux ouvrages ne nuisent pas à la perspective ou à la lumière réclamées par la nature des monuments eux-mêmes, sauf une équitable compensation, selon le cas prévu par le règlement à édicter pour exécution de la présente loi.

Article 14

Quiconque voudra entreprendre des fouilles pour la recherche des antiquités, devra présenter à cet effet une demande au Ministère de l'Instruction publique, qui aura la faculté de les faire surveiller et de faire procéder à des études et des relevés, et pourra soit en faire différer le commencement, non toutefois au-delà d'une durée de trois ans, — soit encore les faire suspendre quand, par suite de demandes nombreuses et simultanées, il ne sera pas possible de surveiller en même temps toutes les fouilles, ou que ne seront pas observées les règles propres à la bonne direction scientifique des fouilles elles-mêmes.

Les institutions ou citoyens étrangers qui, avec l'agrément du Gouvernement, ou dans les conditions à fixer pour chaque espèce, entreprendront des fouilles archéologiques, devront remettre gratuitement à une collection publique du Royaume les objets retrouvés.

Dans tous les autres cas, l'État aura droit au quart des objets découverts ou à l'équivalence de ce quart.

Les conditions de l'exercice de ce droit seront indiquées dans le règlement à édicter pour l'exécution de la présente loi.

Article 15

L'entrepreneur d'une fouille sera tenu de faire immédiatement la déclaration de la découverte de tout monument ou objet artistique ou antique. La même obligation incombe à l'inventeur fortuit. L'un et l'autre doivent veiller à la conservation des monuments mis au jour, et les laisser intacts jusqu'à ce qu'ils aient été visités par les autorités compétentes. Le Gouvernement a le devoir de les faire inspecter et étudier dans le plus bref délai. Dans le cas de découverte de monuments ou d'objets dûs à l'art antique, découverte survenue au cours de fouilles de toute nature, les autorités administratives pourront prendre toutes les mesures de protection et de précaution qu'elles jugeront nécessaires ou utiles pour assurer la conservation et empêcher le détournement ou la dispersion des objets mis au jour.

Article 16

Pour cause d'utilité publique scientifique, le Gouvernement pourra exécuter des fouilles dans le terrain d'autrui. Le propriétaire aura droit à une indemnité pour le gain manqué et pour le dommage qu'il aurait pu subir du fait des fouilles.

L'utilité publique des fouilles est déclarée par un arrêté

du Ministre de l'Instruction publique, le Conseil d'État entendu. L'indemnité, lorsqu'elle ne peut être fixée amiablement est déterminée suivant les règles prescrites par articles 65 et suivants de la loi du 25 juin 1865 (n° 2359) pour autant qu'elles seront applicables. Un quart des objets découverts dans les fouilles ou de leur équivalence en argent appartiendra alors au propriétaire du fonds et le reste de l'État.

Article 17

Si l'on vient à découvrir des débris ou des monuments d'une importance telle que l'intérêt général réclame qu'ils soient conservés et que l'accès en soit rendu possible au public, le Gouvernement pourra exproprier définitivement le terrain sur lequel se trouvent ces débris ou monuments et celui qui sera nécessaire pour étendre les fouilles et construire une voie d'accès.

La déclaration d'utilité publique de ces expropriations est faite par décret royal, après l'avis de la commission compétente, sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique, et suivant le mode indiqué dans l'article 12 de la loi du 25 juin 1865.

.

Article 23

Le ministre de l'Instruction publique procédera, dans les formes qui seront établies par le Règlement, à la con-

fection des catalogues des monuments et des objets artistiques et antiques.

Ces catalogues eux-mêmes seront divisés en deux parties, dont l'une comprendra les monuments et objets artistiques et antiques appartenant à des personnes morales, et l'autre ceux qui constituent des propriétés privées et y sont inscrites, soit à la suite de la déclaration des particuliers, soit d'office.

La première partie indiquera expressément les monuments et objets qui, par leur extrême importance, ne sont pas susceptibles d'être aliénés à des particuliers aux termes de la disposition de l'article 3.

Les syndics (maires), présidents des députations provinciales, curés, recteurs des églises, et, en général, tous les administrateurs de personnes morales, présenteront au Ministère de l'instruction publique, dans les formes qui seront déterminées par le règlement, la liste des monuments, immeubles et des objets artistiques et antiques appartenant à la personne morale dont ils ont l'administration.

L'inscription d'office au catalogue des objets artistiques et antiques constituant des propriétés privées, sera limitée à ceux de la plus haute valeur (*di somna valor*) et dont l'expropriation hors du Royaume constituerait un dommage grave pour le patrimoine artistique et pour l'histoire.

Article 24

Le Ministre de l'instruction publique, dans le mois qui suivra l'inscription au catalogue d'un objet artistique ou antique constituant une propriété privée, donnera communication de cette mesure au propriétaire lui-même aux fins de l'article 3 de la présente loi.

Article 25

Les aliénations faites au mépris de la défense édictée par les articles 2 et 3 sont nulles de plein droit.

Les fonctionnaires de l'État, des provinces et des communes et les administrations des personnes morales de toute nature qui auront contrevenu à ces dispositions seront punis d'une amende de 50 à 10.000 liras.

Les mêmes dispositions sont applicables aux violations de l'article 4, au moins en ce qui touche la nullité de la vente.

L'amende frappera également l'acheteur, s'il est à sa connaissance que l'objet artistique ou antique est compris parmi ceux mentionnés aux articles 2, 3 et 4.

Article 26

L'omission de la déclaration prescrite à l'article 5 est punie d'une amende de 500 à 10.000 liras.

Article 29

Les peines portées en l'article 26 s'appliqueront à toutes les violations des articles 10 et 11.

Si le dommage est partiellement ou totalement irréparable, le contrevenant sera tenu d'une indemnité équivalant au monument ou à l'objet artistique ou antique perdu ou à la diminution de sa valeur.

Article 30

Les contraventions aux articles 14 et 15 sont punis d'une amende de 400 à 2000 liras ; en outre, dans le cas où le dommage serait en tout ou partie irréparable, on appliquera la disposition finale de l'article précédent.

SUISSE (canton de Vaud)

**Loi du 10 septembre 1898 sur la conservation
des monuments et des objets d'art ayant un
intérêt historique ou artistique.**

•
•
•

CHAPITRE III

CLASSEMENT

I. Immeubles

Article 8

Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, seront classés, en totalité ou en partie, par arrêté du Conseil d'État, sur proposition de la Commission des monuments historiques.

Sont assimilés aux monuments historiques et traités comme tels, les terrains sur lesquels il sera découvert des monuments ou des objets intéressant l'archéologie.

Article 9

Le classement a lieu de droit pour tout édifice public appartenant à l'État. Pour les édifices appartenant à une commune, il peut être prononcé nonobstant l'opposition de celle-ci.

Article 10

Si le classement a pour effet de fixer une commune d'un revenu ou de diminuer la jouissance qu'elle retire de l'immeuble classé, il lui sera alloué une indemnité.

Article 11

L'immeuble appartenant à un particulier ne pourra être classé qu'avec le consentement du propriétaire.

Article 12

L'État participe financièrement aux frais de conservation des immeubles classés, et, s'il y a lieu, à ceux de leur restauration.

Article 13

L'immeuble classé ne pourra être ni aliéné, ni détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans l'autorisation du Conseil d'État, sur préavis de la Commission des monuments historiques.

Les effets du classement suivront l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Article 14

En cas d'infraction à l'article ci-dessus, le propriétaire de l'immeuble classé est tenu de restituer à l'État, avec intérêt dès le jour où il les a reçus, les subsides qu'il en a obtenus pour la conservation ou la restauration de l'immeuble.

Il est de plus passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à mille francs, prononcée conformément à la loi du 15 février 1892 sur la répression des contraventions en matière administrative.

Article 15

Le Conseil d'Etat peut en tout temps, d'office ou sur la demande du propriétaire, ordonner le déclassement total

ou partiel des immeubles dont le classement a été prononcé. La Commission des monuments historiques doit être entendue à ce sujet.

Article 16

Le Conseil d'État est autorisé à avoir recours à l'expropriation lorsqu'elle paraît nécessaire pour assurer la conservation des monuments présentant pour le pays un intérêt historique ou artistique.

Les monuments mégalithiques et les blocs erratiques, ainsi que le sol sur lequel ils reposent, peuvent de même être expropriés par l'État contre juste et équitable indemnité.

Article 17

En cas de vente autorisée d'un immeuble classé, l'État aura, à prix égal, un droit de préférence pour son acquisition.

CHAPITRE IV

FOUILLES

Article 21

La Commission des monuments historiques peut entreprendre, avec l'autorisation du Conseil d'État, des fouilles là où elle juge qu'il y a intérêt de le faire.

Lorsque les fouilles doivent être entreprises sur un immeuble appartenant à un particulier, le propriétaire est

tenu de les subir et il lui est interdit de changer l'état des lieux dès l'instant où il en a reçu défense par le Conseil d'État ; mais il a droit à une indemnité dont le montant est fixé, en cas de contestation, conformément à la loi du 29 décembre 1836 sur les estimations juridiques.

Article 22

L'État peut devenir propriétaire, moyennant paiement de la moitié de leur valeur, des objets trouvés dans les fouilles faites par la Commission des monuments historiques.

Il favorisera le développement des collections des musées locaux.

Article 23

Il est expressément interdit à toute personne non munie d'une autorisation spéciale de l'État de se livrer à des fouilles ou recherches quelconques dans les eaux vaudoises ou sur les bords des lacs Léman, de Neuchâtel et de Morat en vue de recueillir des objets provenant des stations lacustres.

Il est particulièrement défendu d'enlever et de s'approprier les pilotis marquant l'emplacement qu'occupaient les stations.

Article 24

Toute contravention à l'article précédent sera punie d'une amende pouvant s'élever jusqu'à mille francs, prononcée conformément à la loi du 15 février 1892 sur la

répression des contraventions en matière administrative.

En dérogation à l'art. 12 du Code pénal, les dispositions renfermées dans la partie générale de ce Code, ainsi que dans l'art. 303, sont applicables aux contraventions réprimées par le présent article.

Article 25

Le Conseil d'Etat élaborera un règlement en vue de l'exécution des prescriptions de la présente loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1899.

SUISSE (Canton de Neuchâtel)

Loi sur la conservation des monuments historiques (du 4 novembre 1902)

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Le Conseil d'État est chargé de veiller, selon les dispositions de la présente loi, à la conservation des monuments présentant pour le pays un intérêt historique.

Sont assimilés aux monuments historiques et compris

dans la disposition de l'alinéa précédent, les blocs erratiques, les monuments mégalithiques, le sol sur lequel ces blocs et monuments sont situés ou les renfermant ainsi que tous les monuments intéressant l'archéologie.

Article 2

Cette surveillance du Conseil d'État s'étend aux monuments historiques, meubles et immeubles appartenant à l'État et aux communes, et aux monuments historiques immeubles appartenant aux particuliers.

CHAPITRE II

CLASSEMENT

Article 4

La Commission établit une liste générale des monuments historiques devant être soumise à la surveillance du Conseil d'État à teneur des articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

Elle peut compléter ultérieurement cette liste.

Article 5

Au vu de la liste dressée par la Commission, le Conseil d'État statuant par voie d'arrêté, classe dans les monuments historiques les immeubles et meubles qu'il juge convenable de conserver.

L'immeuble appartenant à un particulier ne peut être classé qu'avec le consentement du propriétaire.

L'arrêté est inscrit d'office et sans frais au cadastre en ce qui concerne les immeubles.

Article 7

Les monuments classés appartenant aux communes ou aux particuliers ne peuvent être aliénés ni modifiés d'une manière quelconque sans l'autorisation du Conseil d'État, donnée sur préavis de la Commission des monuments historiques.

Article 8

Les effets du classement suivent les immeubles et meubles classés, en cas d'aliénation autorisée, dans quelques mains qu'ils passent.

Article 9

Le particulier, propriétaire d'un immeuble classé, peut en obtenir en tout temps le déclassement moyennant simple avis donné par lettre au Conseil d'État au moins six mois à l'avance.

A l'expiration de ce délai, le propriétaire reprend sans autre avis la libre disposition de son immeuble.

Article 10

Le Conseil d'État peut en tout temps, après avoir consulté la Commission, ordonner le déclassement total ou partiel des immeubles ou meubles, dont il avait décidé la conservation.

Article 11

Dès qu'un immeuble est déclassé, l'inscription au cadastre est radiée d'office, sur arrêté du Conseil d'État.

CHAPITRE III

FOUILLES

Article 12

Le Conseil d'État peut ordonner, à la requête de la Commission des monuments historiques, de pratiquer dans des immeubles appartenant à l'État, ou à une commune, des fouilles archéologiques, ayant un intérêt pour le pays.

Le crédit nécessaire doit être préalablement demandé au grand Conseil.

Les fouilles sont faites, sous la direction de la Commission aux frais de l'État et, si c'est possible, avec subvention de la Confédération.

Leur produit appartient à l'État. S'il n'y a pas intérêt à conserver sur place les objets découverts, le Conseil d'État les fait déposer dans telle collection qu'il désigne.

Article 13

Il est expressément interdit à toute personne non munie d'une autorisation spéciale du Conseil d'État, de se livrer à des fouilles ou recherches quelconques dans les eaux

Neufchâteloises, en vue de recueillir des objets provenant des stations lacustres.

Il est particulièrement défendu d'enlever et de s'approprier les pilotis marquant l'emplacement des stations.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS PÉNALES

Article 14

Toute contravention aux articles 2 et 13 sera punie d'une amende pouvant s'élever jusqu'à mille francs.

Ordonnance du Grand Duché de Hesse

CHAPITRE IV

MONUMENTS NATURELS

Article 33

Ce qu'on entend par monument naturel

Conditions de la protection légale

Sur la proposition du Ministère des Finances (section pour l'administration des affaires forestières et d'économie politique), l'Administration préfectorale peut placer sous une protection spéciale les divers aspects de la nature

tels que cours d'eau, rochers, arbres, etc.) dont la conservation pour des considérations historiques, scientifiques, des particularités ou des raisons de beauté pittoresque touche à l'intérêt public (monuments naturels). Cette protection peut être étendue également à l'entourage d'un monument naturel.

L'ayant droit doit être avisé des dispositions prises.

Dans un délai strictement limité de quatre semaines, à partir de la date de la communication écrite, l'ayant droit peut faire opposition contre ces dispositions applicables dans les affaires administratives pour les cas où l'administration préfectorale refuse d'accorder l'autorisation gouvernementale aux décisions des autorités communales ou Conseils municipaux.

Article 34

Conséquences de la protection légale

Obligation d'autorisation

Tous les travaux qui sont de nature à menacer l'existence d'un monument protégé officiellement en vertu de l'article 33, ou à faire du tort à la beauté du paysage qui l'entoure, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation préalable de l'administration préfectorale.

Une autorisation proposée en vertu de l'alinéa I doit être refusée si, dans l'intérêt de la conservation du monument naturel, ou pour d'autres considérations mentionnées

dans l'article 33, alinéa I, des raisons s'opposent à l'exécution des travaux projetés.

Article 35

Défenses d'inscriptions, d'affiches-réclames, etc.

En vertu d'une décision de l'Administration préfectorale, les inscriptions et autres réclames analogues et objets de cette nature existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, doivent être supprimés.

Le propriétaire a le droit de réclamer de l'État, le remboursement des frais occasionnés par la suppression des objets en question.

Par ordonnance de la police locale, l'installation ou l'établissement d'inscriptions ou autres réclames ou objets de nature à nuire au caractère esthétique de beaux paysages, peuvent être interdits, et la suppression de telles inscriptions ou réclames, ou de tels objets déjà existants, peuvent être ordonnés.

Article 36

Organes de la protection légale et leurs attributions

Ce sont les autorités forestières supérieures locales compétentes et le Département ministériel pour l'Administration forestière et pour l'économie politique qui sont chargés de l'exécution de la présente loi.

A la demande de l'ayant droit dans toute procédure pendante devant le Conseil général, le Conseil provincial

et le Ministère de l'Intérieur, la consultation d'un expert à désigner par le réquérant est de rigueur.

BELGIQUE

Deux membres du Parlement belge, MM. Destrée et H. Carton de Wiart, vice-président de la Société nationale pour la protection des sites et des monuments, ont proposé, au cours de la séance du 30 juin 1905, à la Chambre des Représentants, le texte de loi suivant pour la conservation de la beauté des paysages.

PROPOSITION DE LOI

Article premier

Tout exploitant qui modifiera l'aspect visible du sol sera tenu, aussitôt ses travaux achevés, et si possible, à mesure de leur achèvement partiel successif, de réparer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsister d'une manière permanente.

Article 2

A défaut de se conformer au précédent article, il pourra

y être contraint par justice. L'action sera poursuivie devant le Tribunal de première instance du lieu dévasté, à la requête du procureur du Roi. Elle appartient également à tout citoyen belge.

Le tribunal s'entourera de tous les renseignements nécessaires et recourra, s'il y a lieu, à une expertise, aux fins de déterminer de quelle manière peuvent se concilier équitablement les droits de l'exploitant et ceux de l'esthétique des paysages.

Article 3

La présente loi s'applique à l'État, aux provinces et aux communes de même qu'aux entreprises privées.

J. DESTREE

H. CARTON DE WIART

ALLEMAGNE

Projet de loi, présenté à la Chambre des députés de Prusse, tendant à la protection des sites pittoresques.

Les articles 1 et 2 sont ainsi conçus :

Article premier

La police municipale est autorisée à interdire toutes constructions de nature à défigurer les rues et les places,

l'aspect général d'un lieu ou le caractère de paysages particulièrement pittoresques.

Article 2

Dans les localités entourées d'une enceinte, un règlement local pourra stipuler l'interdiction de construire ou de modifier des bâtiments existants dans les rues, sur les places ou à proximité d'édifices ayant un intérêt historique ou artistique dont ils altéreraient le caractère.

Si par suite des modifications nécessitées dans le plan de ces constructions par les prescriptions ci-dessus les frais d'exécution se trouvent notamment accrus, il pourra être dérogé à l'application de ce règlement local.

Les articles 3 et 4 prescrivent la consultation d'experts par l'autorité municipale et la ratification du règlement local par la Délégation de district.

SUISSE

Proposition de loi concernant la défense et l'imposition des affiches-réclames (1)

§ 1. — L'apposition des affiches-réclames nécessite

(1) Cette proposition de loi a été élaborée au début de l'année 1907 par M. le professeur Wieland qui a bien voulu nous autoriser à en publier une traduction qui est due à M. de Clermont.

l'autorisation des pouvoirs constitués (autorités cantonales et communales). Exception est faite pour les réclames mentionnées au § 8.

§ 2. — Dans l'esprit de la loi, il convient de comprendre particulièrement sous le nom d'affiche-réclame des signes disposés en plein air et visibles au public, tels que tableaux, affiches, inscriptions sur papier, carton, métal, tôle et autres matières, peintures murales, transparents, etc., destinés à recommander une maison de commerce.

Les enseignes de firmes ainsi que les annonces de commerce adaptés à l'édifice du commerçant lui-même, pourvu toutefois qu'il y ait seulement mention de la firme ou de la nature du commerce, de même que les enseignes d'auberges ne doivent pas être considérés comme réclames.

I. DÉFENSE

§ 3. — L'autorisation doit être refusée, quand, par suite de l'apposition des réclames, le paysage doit en être enlaidi.

Il en est de même de l'apposition des affiches-réclames dans les rues ou places ou sur les édifices ayant un intérêt historique ou artistique, principalement lorsque le caractère de la ville ou de la rue doit en être altéré.

Pour les mêmes motifs intervenant après coup, les autorités susdites pourront toujours ordonner le retrait de l'affiche-réclame, alors même qu'elles l'auraient autorisée précédemment.

§. 4. — Les réclames déjà existantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi et qui se trouveraient placées dans les conditions du § 3 devront être supprimées, dans le délai d'un an, par les soins de l'autorité compétente, sans qu'on puisse prétendre à une indemnité.

§ 5. — Les communes ont le droit d'interdire complètement l'établissement de réclames sur leur territoire ou de les soumettre à des restrictions plus étendues que celles du § 3.

§ 6. — La gravure et la peinture sur les monuments naturels, tels que rochers, arbres, aussi bien que sur les monuments historiques ou artistiques, pierres mémorables, etc., sont interdites. Les gravures ou peintures de ce genre existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi devront être enlevés.

II. IMPOSITION

§ 7. — Les affiches-réclames autorisées par les autorités compétentes sont redevables d'une imposition annuelle de..... francs par mq., en comptant la surface totale occupée par la réclame.

Dans tous les cas, chaque affiche-réclame donne droit à une imposition annuelle minima de..... francs.

Le § 8 exempte de taxe les réclames placés sur des bâtiments et ayant trait au commerce de leur possesseur

pourvu que ces affiches remplissent certaines conditions de grandeur. Il exempte aussi les affiches de papiers placés sur les emplacements désignés par les communes.

§ 9 et suivant. Pénalités.

BIBLIOGRAPHIE

Avant de donner une liste, nécessairement incomplète, des ouvrages qui peuvent être utilement consultés sur la question que nous venons de traiter, nous tenons à remercier ceux qui ont bien voulu faciliter notre tâche, et nous ont fourni de précieux renseignements particuliers. Qu'il nous soit donc permis d'exprimer notre profonde gratitude à M. André Hallays, l'éminent critique d'art du « Journal des Débats », à MM. Mellerio, de Clermont et de Nussac, et d'une façon générale aux membres du Comité directeur de la Société de Protection des Paysages de France.

A l'étranger nous ne saurions oublier les bons conseils que nous ont prodigués, M. le docteur Wieland, professeur de droit à l'Université de Bâle, M. le docteur Clemen, conservateur de la province du Rhin et M. Carton de Wiart, membre de la Chambre des Représentants de Belgique.

MONUMENTS HISTORIQUES

FRANCE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil Français*, tome II, p. 188.

BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de Droit administratif*, 4^e éd.
Rousseau, Paris, 1906.

IHERING. — *Œuvres choisies*, recueillies et traduites, par de Meulenaere.

Restrictions imposées aux propriétaires fonciers dans l'intérêt des voisins, § 2 et 6, t. II, p. 106 et 112.

OUVRAGES SPÉCIAUX

Annuaire de la Société Nationale des Antiquaires de France.

Compte rendu du II^e Congrès de l'Art Public, Paris, 1900.

Compte rendu du III^e Congrès de l'Art Public, Liège, 1905.

BARDOUX. — *Rapport au Sénat sur le projet de loi pour la Conservation des monuments et objets d'art* (*Journal Officiel. Documents parlementaires*, mai 1886, p. 136).

BERTOT. — *L'avenir des édifices historiques en France*, 1883, Paris, Ducher.

Bulletin de la Société artistique des monuments de la Loire.

PROUST (Antonin). — *Rapport à la Chambre des Députés* (*Jour. Of., annexes* 1887, p. 344).

- CHALLAMEL (Jules). — La loi du 30 mars 1887, dans l'*Annuaire de législation française*, 1888.
- COURCELLE-SENEUIL. — *Rapport au Conseil d'État*, 28 février 1881.
- DUCROCO. — *La loi du 30 mars 1887 et les décrets du 3 janvier 1889*, Paris, Picard, 1889.
- MORGAND (Henri). — Monuments historiques et objets d'art. *Revue générale d'administration* (fév., mars, avril 1889).
- GUIZOT. — *Rapports au Roi et pièces* (31 décembre 1883). Paris, Imp. Nationale, 1885.
- PARISSET (Ernest). — *Les monuments historiques* (Rousseau, éd., Paris, 1891).
- TÉTREAU (Louis). — *Législation relative aux monuments et objets d'art* (Rousseau, éd., Paris, 1896).
- CONSTANS. — *Monuments historiques et objets d'art* (Firmin, Moutane et Sicardi, Montpellier, 1905).
- SALEILLES. — *Revue Bourguignonne de l'enseignement supérieur*, I, 1891 ; III, 1893.
- GOUT (Paul). — *La conservation et la restauration des monuments historiques* dans la « *Gazette des Beaux-Arts* » (mars, oct., novembre 1881, Paris-Quantin).
- JULLIAN (Camille). — *La vie et l'étude des monuments français* (leçon d'inauguration du cours au Collège de France, 7 déc. 1905, extrait de la *Revue Bleue*, n^{os} 6 et 13 pour 1906).
- MONTALEMBERT. — *Le vandalisme en France*.
- MADÉLIN (Jules). — *Les restrictions légales au droit de propriété foncière privée*.
- PATÉ (Lucien). — *L'État et les monuments historiques*, conférence au Palais du Trocadéro (Paris, Picard, 1900).
- RUPRICH-ROBERT. — *De l'influence de l'opinion publique sur la conser-*

vation des anciens monuments (Extrait du *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, Paris-Caen, 1882).

TÉTREAU (conseiller d'État, membre de la Commission des Monuments historiques). — *Rapport du 8 janvier 1881, sur les mesures à prendre pour conserver les monuments mégalithiques*.

HUGO (Victor). — *Littérature et philosophie mêlées : Guerre aux démolisseurs* (1825-1832).

GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique, bénéficiale*, in-4. Paris, 1784, V^o réparations.

CLERMONT (Raoul de). — *De la protection des monuments du passé, des paysages et des sites* (annexe au bulletin n^o 19. Associat. littéraire et artistique, 1905).

Catalogue de la Bibliothèque de la Commission des monuments historiques (Paris, 1895).

Archives de la Commission des monuments historiques, publiées par ordre de S. E. Achille Fould, ministre d'État.

Catalogue des relevés, dessins et aquarelles (Paris, s. d., in-8^o).

MELLERIO (André). — *Rome : la question d'art et la question politique* (Paris, H. Floury, 1901).

HALLAYS (André). — *En flânant*. A travers la France, Touraine, Velay, Normandie, Bourgogne, Provence (lib. académique, Perrin, 1903).

É T R A N G E R

Allemagne

HELFERT. — *Denkmalspflege* (Vienne et Leipzig, Wilh-Braumüller, 1897).

BAURATH. — *Bohnstedt dans la Centralblatt der Bauverwaltung.*
« Étude de la loi française » (XVI, 1896, page 313).

CONWENTZ. — Gesellschaft deutscher naturforscher und Ärzte :
Die Erhaltung der naturdenkmäler (Leipzig, 1904).

VUSSOW (A. Von). — *Die Erhaltung der Denkmäler in den Cöln-
türstaaten der Gegenwart*, Berlin-Heymann, 1885.

CLEMEN (Dr P.). — *Die Denkmalpflege in der Rheinprovinz*, Düsseldorf, 1896.

CLEMEN (Dr P.). — *Die Denkmalpflege in Frankreich*, Berlin, Wilh,
Ernst, 1898

CLEMEN (Dr Paul). — *Die Erhaltung der Künstdenkmäler in
Deutschland* (Congrès de Lübeck, 1900, Nüremberg, Stich,
éd.).

Revue allemande : *Denkmalpflege*.

Belgique

CLOQUET. — *La restauration des monuments anciens* (extrait de la
Revue de l'art chrétien, 1901-1902).

LUCAS. — Conservation des monuments et œuvres d'art (*Annales
de la Société d'archéologie de Bruxelles*, t. IV, Bruxelles, 1890).

ABRY. — *Nos monuments et nos sites*. (Extrait de la *Revue de Bel-
gique*. Bruxelles, Weissenbruch, 1898.)

BULS. — *La Restauration des monuments anciens*. (Extrait du *Bul-
letin de la Société pour la protection des sites et monuments
Belges*. Bruxelles, Weissenbruch, 1903.)

Mémorial administratif au Brabant.

MARCOTTY. — *Servitudes légales d'utilité publique*.

Pandectes Belges. — V^{es} monuments, commission des monuments,
architectes, arts, sciences, lettres, antiquités, approbation
administrative, autorisation de bâtir, etc., etc.

Suisse

WIELAND. — *Der Denkmal- und Heimatschutz in der Gesetzgebung der Gegenwart*, Bâle-Reinhardt, 1905.

Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil de la République et canton de Neuchâtel. (Session de novembre 1902. Séance du 4 nov. Société d'imprimerie de Cernier, 1903.)

Angleterre

RUSKIN (John). — *The seven Lamp of architecture. The Lamp of memory.*

Roumanie

STERIAN. — *Restauration des monuments historiques à l'étranger et en Roumanie* (Iassi, Lith. Goldner, 1890).

SUR LES SITES ET PAYSAGES ET LEUR PROTECTION

En dehors des ouvrages et documents cités dans la bibliographie des monuments historiques, et qui traitent à la fois de la protection des monuments historiques et de la protection des sites et paysages, on peut consulter :

France

Documents parlementaires :

Rapport de M. Dubuisson, député à la Chambre (*Journal officiel*, annexe au procès-verbal, n° 1058).

Rapport supplémentaire de M. Dubuisson (*Journal officiel*, 1904, n° 2136).

Rapport de M. Maurice Faure, au Sénat (session ordinaire 1906, n° 87).

HALLAYS (André). — *Conférence sur l'esthétique des villes*. (*Bulletin de la Soc. Indust. de Mulhouse*, 1903.)

GAS (William). — *Pour les arbres et pour les paysages*, poèmes commentés, Bordeaux, 1904.

Bulletin de la Société de protection des paysages de France, Paris, Chaix, 1902-1907. Paris, Pochy, 1907.

Articles : ACTION RÉGIONALISTE, mai-juin 1906, p. 405. *La loi du 21 avril 1906, sur la protection des paysages de France*.

Articles : ACTION RÉGIONALISTE, avril 1907, p. 96-97. *La protection des paysages et le régionalisme*.

EN FLANANT. — Feuilleton du vendredi dans le *Journal des Débats*, par André Hallays.

LA LIBERTÉ. — Articles de Robert de Souza.

Une nomenclature complète de tous les articles parus sur la question se trouve à la fin de chaque Bulletin de la Société de protection des paysages de France. Il nous suffit d'y renvoyer.

Suisse

PERRRET (Albin). — *De la nationalisation des sites et points de vue.*
(Extrait du *Bul. de la Soc. Suisse d'utilité publique*, 1901.)

Bulletin du grand Conseil du canton de Vaud (session ordinaire d'automne 1901).

Bulletin du grand Conseil du canton de Vaud (session ordinaire du printemps, 1903).

BAUDIN — *L'enseigne et l'affiche.*

JOHN GRAND CARTERET. — *Histoire des Enseignes* (librairie Savoyarde, Moutiers, 1902)

BONNARD. — Articles dans la *Gazette de Lausanne*.

Bulletin de la ligue « Heimatschütz ».

Belgique

Carton de Wiart. — *Pourquoi et comment défendre nos paysages ?*
Bruxelles, Gœmare, 1903.

Tatio. — *Ouvrons l'œil ! Voyage esthétique*, Louvain, imp. Irk.

Rapports annuels de la *Société nationale pour la protection des sites et des monuments en Belgique.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Généralités. — Arguments en faveur de la protection : raisons économiques et utilitaires, raisons morales, artistiques, archéologiques. — Droit de la collectivité sur les œuvres de l'art. — Essais de théories pour justifier la limitation du droit de propriété : théorie de la destination de la chose. Propriété privée d'intérêt public. — Dangers qui menacent les monuments, sites et paysages : le vandalisme destructeur, le vandalisme restaurateur, le péril exportateur. — Conciliation des intérêts de l'art avec ceux de l'industrie et du commerce. — Définitions. — Précisions en ce qui concerne la notion de monument. Champ d'action de la protection	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE

Évolution Historique

<i>Observation générale</i>	41
CHAPITRE PREMIER. — <i>Évolution historique de la protection des monuments</i>	43
CHAPITRE II. — <i>Évolution historique de l'idée de protection des sites et paysages</i> . — Origines lointaines. — XVII ^e siècle. — J.-J. Rousseau. — Le Romantisme. — Deuxième moitié du XIX ^e siècle. — Le machinisme. — Le Tourisme et le développement des moyens de locomotion. — Le progrès et le van-	

dalisme. — Mouvement de réaction. — Ses manifestations.	
— Projet de loi. — Travaux préparatoires. — La loi du	
21 avril 1906	75

DEUXIÈME PARTIE

Etude de la Législation en vigueur	90
--	----

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER — <i>Définition. Caractères. Étendue.</i> — Définition du classement — Caractères du classement avant 1887 pour les monuments historiques, avant 1906 pour les sites et paysages. — Caractères du classement après ces lois. — C'est un ordre formel. — C'est un contrat, conséquences qui en découlent. — C'est un contrat administratif. — Spécialité du classement. — Est-ce une servitude? — Étendue : classement total ou partiel	92
CHAPITRE II : <i>Demande de classement</i>	111
<i>Formes de la demande. Délais</i>	112
CHAPITRE III. — <i>Des effets du classement.</i> — § 1. — <i>Obligations résultant du classement</i> : Défense de détruire totalement ou en partie. — Défense de modifier : travaux interdits : restaurations, réparations, travaux d'appropriation, travaux d'entretien urgents. — L'article 11 et le dégagement des monuments. — Le classement suit l'immeuble. — Effets de la demande de classement, controverse sur l'article 12 du règlement d'administration publique de 1889. — Absence d'effets de la demande de classement quant aux sites et paysages . . .	117
§ 2. <i>Avantages consentis en retour du classement</i> : Garanties en cas d'expropriation. — Exemption de certaines servitudes. — Subvention de l'État : son caractère facultatif. — Faut-il exempter les immeubles classés de l'impôt foncier? — Application de la Croix-Rouge aux monuments	134
§ 3. <i>Des infractions aux arrêtés de classement</i> : Application	

de l'article 257 du Code Pénal. — A l'égard du propriétaire, application de l'article 1382 en vertu de l'article 12 de la loi de 1887. — Des infractions aux demandes de classement. — Tribunaux compétents. A qui appartient l'action ? Contre qui doit-elle être dirigée ?.. 147

CHAPITRE IV. — *Du déclassement des immeubles appartenant à des particuliers.* — Utilité. — Caractère contractuel. — Législations étrangères. — Cas particuliers. — Étude de la question quant aux sites et paysages..... 155

TITRE II

De l'expropriation appliquée aux monuments, sites et paysages... 165

Questions générales. — *De l'expropriation quant aux monuments historiques :* Cas dans lesquels cette formalité intervient. — La demande d'expropriation a-t-elle un effet suspensif ? — La violation de forme et le recours ouvert par la loi de 1887. — Expropriation des monuments mégalithiques. — *De l'expropriation quant aux sites et paysages :* Le droit d'expropriation au service du département et des communes. — Des frais d'expropriation 165

De l'expropriation en matière de fouilles..... 186

TROISIÈME PARTIE

Principes d'une refonte législative

Observation générale..... 189

CHAPITRE PREMIER. — *Classement obligatoire moyennant indemnité.* — Inefficacité du classement contractuel. — Stratagèmes. — Le système du classement obligatoire proposé quant aux sites et repoussé. — Objections au système. — Du classement testamentaire. — Législations étrangères. — La question financière et la visite payante des monuments et sites.. 191

CHAPITRE II. — <i>De la publicité du classement.</i> — Législations qui admettent la publicité. — Motifs qui l'ont fait écarter chez nous. — Réfutation	201
CHAPITRE III. — <i>Protection des alentours des monuments, sites et paysages.</i> — a) Limitation de la hauteur des maisons. — b) Défense de construire des baraquements. — c) Réglementation de l'affichage.....	206
CONCLUSION	219

ANNEXES

Observations générales	227
A) Législation française. — Texte des lois.....	229
B) Législation étrangère	245
Loi italienne du 12 juin 1902	245
Loi du canton de Vaud, du 10 septembre 1898	254
Loi du canton de Neuchâtel du 4 novembre 1902.....	259
Ordonnance du Grand duché de Hesse	263
Projet de loi belge du 30 juin 1903	266
Projet prussien	267
Projet de loi suisse contre les affiches-réclames, février 1907..	268
BIBLIOGRAPHIE	272
TABLE DES MATIÈRES	283

Angers, imp. Lachèse et Cie, J. Siraudeau Sr. — 07-1650.
